

# Etude économique et financière des entreprises en 2016

16<sup>ème</sup> Edition



**Institut National de la Statistique/  
National Institute of Statistics**

BP: 134 Yaoundé  
Tel.: (+237) 222 22 04 45  
Fax: (237) 222 23 24 37  
Website: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)



Décembre 2018

<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	5
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b>	6
<b>LISTE DES ENCADRES</b>	6
<b>AVANT-PROPOS</b>	7
<b>RESUME EXECUTIF</b>	8
<b>INTRODUCTION</b>	13
<b>CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES EN 2016</b>	14
1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	14
1.2 ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE NATIONAL	14
1.2.1 <i>Environnement institutionnel et réglementaire</i>	14
1.2.2 <i>Environnement social</i>	16
1.2.3 <i>Contexte macroéconomique</i>	16
1.3 FAITS SAILLANTS SUR LES ENTREPRISES	20
1.3.1. <i>Création d'entreprises</i>	20
1.3.2 <i>Fusions, acquisitions et cessions</i>	21
<b>CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES PROFITS</b>	22
2.1 EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	22
2.2 EVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTEE	24
2.3 EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'EXPLOITATION	26
2.4 PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTEE	26
2.5 EVOLUTION DU RESULTAT NET	27
<b>CHAPITRE 3 : CAPITAL HUMAIN ET CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI</b>	29
3.1 EVOLUTION DES EMPLOIS PERMANENTS	29
3.2 PRODUCTIVITE DU TRAVAIL	31
3.3 CHARGES DE PERSONNEL	33
<b>CHAPITRE 4 : RENTABILITE DES ENTREPRISES</b>	34
4.1 RENDEMENT ECONOMIQUE	34
4.1.1 <i>Les branches à rendement économique négatif</i>	34
4.1.2 <i>Les branches à rendement économique faible</i>	35
4.1.3 <i>Les branches à rendement économique intermédiaire</i>	36
4.1.4 <i>Les branches à rendement économique élevé</i>	36
4.2 RENTABILITE DES RESSOURCES STABLES	37
4.3 RENTABILITE FINANCIERE DES ENTREPRISES	39
<b>CHAPITRE 5 : OUTILS DE PRODUCTION, INVESTISSEMENTS ET IMMOBILISATIONS DES ENTREPRISES</b>	41
5.1 PRODUCTIVITE DU CAPITAL	41
5.2 ANALYSE DES INVESTISSEMENTS	43
5.3 ANALYSE DE L'INTENSITE CAPITALISTIQUE	45
5.4 RYTHME DE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS	47
5.5 POIDS DES IMMOBILISATIONS ET DE L'ACTIF CIRCULANT	50
5.5.1 <i>Structure globale de l'actif</i>	50
5.5.2 <i>Organisation de la structure du bilan de l'actif par branche d'activité</i>	50

<b>CHAPITRE 6: ANALYSE DE L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES ET DU FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR LE PASSIF</b>	<b>53</b>
6.1 ANALYSE DU NIVEAU D'ENDETTEMENT DES BRANCHES	54
6.2 L'ENDETTEMENT DANS LA STRUCTURE DES BILANS	56
6.2.1 <i>Branches à dette financière élevée</i>	57
6.2.2 <i>Branches à dette financière plancher</i>	57
6.2.3 <i>Dettes à court terme</i>	58
6.2.4 <i>Dettes à moyen et long terme</i>	59
6.3 LE PASSIF ET LE FINANCEMENT DE L'ACTIF ET DU FONDS DE ROULEMENT	61
6.3.1 <i>Etude globale du fonds de roulement</i>	62
6.3.2 <i>Analyse du fonds de roulement par rapport à l'actif circulant</i>	62
<b>CONCLUSION</b>	<b>65</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>67</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>68</b>
ANNEXE 1 : CONCEPTS ET DEFINITIONS	68
ANNEXE 2 : METHODOLOGIE	70
ANNEXE 3 : TABLEAUX STATISTIQUES	73
ANNEXE 4 : STRUCTURE DU BILAN EN 2016 PAR BRANCHES D'ACTIVITE	89
ANNEXE 5 : EQUIPE TECHNIQUE DE REDACTION DU RAPPORT	97

## Sigles et acronymes

AC	Actif Circulant
ACM	Amortissements Cumulés
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
BC-PME	Banque Camerounaise des PME
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAHT	Chiffre d'Affaires Hors Taxe
CBF	Cameroon Business Forum
CP	Capitaux Propres
DMLT	Dettes à Moyen et Long Terme
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
DT	Dettes à Terme
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
FDR	Fonds de Roulement
IB	Immobilisations Brutes
IF	Immobilisations Financières
IMMO	Immobilisations
IS	Impôt sur les Sociétés
MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
NACAM	Nomenclature des Activités au Cameroun
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
NCA	Non Classés Ailleurs
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RN	Résultats Nets
ROE	Return On Equity
RS	Ressources Stables
TCEN	Taux de Change Effectif Nominal
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VA	Valeur Ajoutée

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Ventilation du PIB réel par secteur d'activité.....	17
Tableau 2 : Les emplois du PIB en volume .....	18
Tableau 3: Evolution (%) du Taux de change et de termes de l'échange.....	20
Tableau 4 : Liste des grandes entreprises créées en 2016 .....	20
Tableau 5: Structure et evolution du chiffre d'affaires entre 2015 et 2016 .....	23
Tableau 6: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %).....	25
Tableau 7: Evolution de l'excedent brut d'exploitation.....	26
Tableau 8: Evolution du taux de marge des entreprises entre 2015 et 2016 .....	27
Tableau 9: Evolution du taux de marge nette des entreprises de 2015 a 2016 des branches a resultat positif. ....	28
Tableau 10: Branches à productivité du travail par tête elevee (en millions de fcfa).....	32
Tableau 11: Branches à rendement apparent du travail eleve .....	32
Tableau 12: Branches à rendement économique negatif (en %).....	35
Tableau 13: Branches à faible rendement économique en 2016 (en %).....	35
Tableau 14: Branches à rendement économique intermédiaire (en %) .....	36
Tableau 15: Branches à rendement économique eleve (en %).....	37
Tableau 16: Rentabilité negative des ressources stables des branches en 2016 (en %).....	38
Tableau 17: Rentabilité positive des ressources stables des branches en 2016 (en %).....	38
Tableau 18: Branches à rentabilité financière élevée en 2016 (en %) .....	39
Tableau 19: Branches à rentabilité financière faible en 2016 (en %).....	40
Tableau 20: Branches à productivité du capital élevée en 2016 (en %) .....	42
Tableau 21: Branches à productivité du capital faible en 2016 (en %) .....	43
Tableau 22: Evolution des investissements par secteur d'activité entre 2015 et 2016 (en %) .....	44
Tableau 23: Evolution des investissements dans le secteur primaire entre 2015 et 2016 (en %).....	44
Tableau 24: Evolution des investissements dans le secteur secondaire entre 2015 et 2016 (en %).....	44
Tableau 25: Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2015 et 2016 (en %) .....	45
Tableau 26: Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2016.....	46
Tableau 27: Branches é faible intensité capitalistique en 2016.....	47
Tableau 28: Branches à indice de vieillissement inférieur à la moyenne globale en 2016 .....	48
Tableau 29: Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne des branches en 2016 .....	49
Tableau 30: Structure des rubriques de l'actif de 2012 a 2016 (%).....	50
Tableau 31: Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2016 (%)..	50
Tableau 32: Branches à immobilisations prépondérantes en 2016 (%) .....	51
Tableau 33: Dééquilibre des branches a actif circulant important en 2016 (%) .....	52
Tableau 34: Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2016 .....	54
Tableau 35: Branches à coefficient d'endettement élevé en 2016 .....	55
Tableau 36: Branches à dettes financières élevées en 2016 (%) .....	57
Tableau 37: Branches à dettes financières faibles en 2016 (%).....	57
Tableau 38: Branches à niveau d'endettement de court terme élevé (%).....	58
Tableau 39: Branches à faible niveau d'endettement de court terme (%).....	59
Tableau 40: Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil critique de 1 .....	60
Tableau 41: Branches à niveau d'endettement à terme inférieur au seuil critique en 2016 (%).....	61
Tableau 42: Branches présentant un ratio (FDR/Actif circulant) positif en 2015 (%) .....	63
Tableau A 1: Evolution du chiffre d'affaires par branches d'activité .....	73
Tableau A 2: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée entre 2015 et 2016 .....	74
Tableau A 3: Evolution de l'excedent brut d'exploitation entre 2015 et 2016 .....	75
Tableau A 4: Evolution du partage du profit entre 2015 et 2016.....	76
Tableau A 5: Evolution de la marge bénéficiaire entre 2015 et 2016 .....	77
Tableau A 6: Evolution des effectifs entre 2015 et 2016.....	78

Tableau A 7: Rendement et rentabilité économique de l'exploitation (%) .....	79
Tableau A 8: Productivité des facteurs et partage salaires/profits .....	80
Tableau A 9: Importance des immobilisations .....	81
Tableau A 10: Jeunesse et renouvellement des immobilisations .....	83
Tableau A 11: Poids des dettes financières dans les capitaux propres.....	84
Tableau A 12: Structure des bilans en 2016 .....	85
Tableau A 13: Structure des bilans en 2015 .....	86
Tableau A 14: Fonds de roulement net et financement de l'actif circulant .....	88

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution de la structure du chiffre d'affaires .....	22
Graphique 2 : Variation du chiffre d'affaires et de ses composantes entre 2015 et 2016 (en %) .....	23
Graphique 3: Evolution du partage de la valeur ajoutée entre 2015 et 2016 (en %).....	27
Graphique 4: Ventilation des effectifs permanents par branche d'activité .....	29
Graphique 5: Evolution des effectifs moyen (en %) par branche d'activité en 2016.....	31
Graphique 6: Charges moyennes de personnel dans les premières branches (en millions fcfa) en 2016 .....	33
Graphique 7: Evolution du rendement économique de 2013 a 2016.....	34
Graphique 8: Evolution de la rentabilité des ressources stables de 2013 a 2016.....	37
Graphique 9: Evolution de la rentabilité financière des entreprises de 2013 a 2016.....	39
Graphique 10 : Productivité du capital entre 2013 et 2016 (en %) .....	41
Graphique 11: Evolution de l'intensité capitalistique de 2012 a 2016 (en millions fcfa).....	46
Graphique 12: Evolution du taux de vieillissement de 2012 a 2016 .....	48
Graphique 13: Evolution de l'endettement entre 2012 et 2016 .....	54
Graphique 14: Evolution de la structure du passif des entreprises de 2012 a 2016 (%).....	57
Graphique 15: Evolution du ratio d'endettement à terme de 2012 a 2016.....	60
Graphique 16: Contribution du fonds de roulement au financement de l'actif (%).....	62

## Liste des encadrés

Encadre 1: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires	24
Encadre 2: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée	25
Encadre 3: Analyse du rendement économique	34
Encadre 4: Analyse du seuil d'endettement soutenable d'une entreprise	53
Encadre 5: La recapitalisation ; définition mécanismes et effets	56

## Avant-propos

L’Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter la seizième édition de l’Etude Economique et Financière des entreprises pour l’année 2016.

Cette édition se présente, en raison de la thématique abordée, du niveau de couverture des unités productives résidentes et de la nature des indicateurs, comme un cadre de synthèse des informations sur la situation des entreprises. Les indicateurs calculés par branche d’activité se rapportent notamment à la rentabilité économique et financière, à la productivité, au renouvellement des immobilisations, aux investissements, ainsi qu’au niveau d’endettement.

Cette édition s’inscrit dans la continuité de la précédente avec une structuration en six (06) chapitres, en particulier l’évolution de l’activité et des profits, la main d’œuvre utilisée.

Les concepts, définitions et ratios utilisés relèvent, pour l’essentiel, de la comptabilité privée. Cette étude voudrait également, à travers les analyses, mettre à la disposition des pouvoirs publics, les informations utiles à la gestion des points forts et des points faibles de l’évolution des activités, en vue de susciter des mesures permettant de situer l’économie nationale sur son sentier d’expansion optimal.

Les dirigeants d’entreprise également devraient y trouver des outils précieux d’aide à la décision, afin d’opérer des choix stratégiques importants en termes de management, d’organisation de la chaîne de production et de distribution, de gestion des stocks, d’allocation efficiente des ressources, de gestion optimale du personnel et de recherche-innovation.

L’étude a été réalisée à partir de l’exploitation des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF). L’INS remercie toutes les entreprises qui s’acquittent de manière systématique et dans les délais réglementaires, du dépôt des liasses de leurs bilans dans les services compétents de la DGI, à son siège ou dans l’une de ses dix (10) Agences Régionales.

De même, il accueille avec grand intérêt toutes les remarques et suggestions susceptibles d’aider à l’amélioration de la qualité des prochaines éditions.

Les travaux de fonds effectués sur l’échantillon ont eu un impact sur certains indicateurs précédemment publiés. Ces actualisations sont intégrées dans la présente édition.

Les bases de données constituées peuvent être consultées à l’adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé, Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37

Site Web: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org) / [www.nada.stat.cm](http://www.nada.stat.cm)

## Résumé exécutif

L'étude économique et financière des entreprises a comme source principale de données, la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF). La réalisation de ce rapport permet non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à l'élaboration de diverses études. Ce rapport permet de dresser un diagnostic sur la situation économique et financière globale des entreprises, et par branche d'activité.

## Analyse de la situation économique globale

### *Maintien de l'effort de stabilisation macroéconomique*

En 2016, l'économie camerounaise a continué de faire preuve de résilience face aux multiples chocs extérieurs qu'elle subit notamment la chute du prix du baril du pétrole et l'insécurité, en plus des effets de la conjoncture défavorable dans la zone CEMAC. Toutefois la croissance économique a ralenti passant de 5,7% en 2015 à 4,6% en 2016. Elle est soutenue principalement par le secteur non pétrolier à travers les activités d'« agriculture », « BTP » et « commerce, réparation de véhicules ». Le secteur tertiaire contribue de +2,6 points à la croissance économique et demeure celui qui contribue le plus à l'activité. Le secteur secondaire, quant à lui, a contribué à hauteur de 1 point à la croissance économique. Avec une contribution de 0,7 point, le secteur primaire apparaît, de façon structurelle, comme celui qui contribue le moins à la croissance économique.

Le secteur primaire représente 13,6% du PIB réel. L'activité de ce secteur a cru de +5% contre +5,3% en 2015. Cette croissance est attribuable à la branche « agriculture », notamment à travers sa composante « agriculture industrielle et d'exportation », qui contribue de 0,6 point à la croissance économique.

Le secteur secondaire représente 26,9% du PIB réel. L'activité décélère dans ce secteur passant de 9,6% en 2015 à 3,6% en 2016. Cette décélération est imputable en grande partie par la chute des activités des « industries extractives » et de « production et distribution d'eau et assainissement ». Dans les industries extractives, la croissance est passée de +24,8% en 2015 à -3,4% en 2016. De même, la croissance de la branche production et distribution d'eau et assainissement a connu une importante détérioration passant de +10% en 2015 à -1,4% en 2016. En revanche, les activités de l'« industrie agro-alimentaire » et des « bâtiments et travaux publics » ont été performantes en 2016. En effet elles ont progressé respectivement de 5,7% et 10,4% en 2016 contre 1,9% et 8,4% en 2015. Il est à noter que l'activité de « bâtiments et travaux publics » est celle qui contribue le plus dans les activités du secteur secondaire avec 0,5 point.

Le secteur tertiaire représente 52,4% du PIB réel. Dans ce secteur, les activités progressent de 4,9% en 2016, contre 3,4% en 2015. Ce dynamisme s'observe dans presque toutes les branches d'activité en particulier dans les branches « hébergement et restauration » et « commerce, réparation de véhicules » où les activités ont progressé respectivement de 6,6% et 5,6% en 2016 contre 2,2% et 3,5% en 2015. La branche d'activité « commerce, réparation véhicules » demeure celle qui contribue le plus aux activités du secteur tertiaire avec 0,9 point.

## Evolution de l'activité et des profits

En 2016, le chiffre d'affaires total des entreprises à prix courants chute de -4,1%. Par branche d'activité, il ressort que la performance des entreprises en termes de chiffre d'affaires a été obérée par les activités de « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (-12,8%) après -28,1% en 2015, des « Activités financières et d'assurance » (-17,6%), et « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » (-11,9%), trois branches dont le poids dans le chiffre d'affaires global sont respectivement de 5,3%, 9,8%, et 2,7%.

La valeur ajoutée aux coûts des facteurs<sup>1</sup> (qui prend en compte les subventions nettes des impôts et taxes) décroît proportionnellement au chiffre d'affaires, sa variation par rapport à 2015 ressort à -4,2%. L'on enregistre un retournement dans la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction » où entre 2015 et 2016, la valeur ajoutée est divisée par onze environ. De plus, cette performance est conséquente à l'évolution en baisse de -27,2% dans la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » entre 2015 et 2016. Dans ce sillage, on relève la mauvaise performance de la « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » dont la valeur ajoutée a connu une baisse de -35,1% ; la « Sylviculture et exploitation forestière » de -21,8% et la « Fabrication de produits à base de céréales » de -13,6%.

Dans ce contexte, le taux de valeur ajoutée, qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires, ressort à 21,01%. Il est quasiment stable par rapport à 2015 (21,04%).

Le résultat net qui est la différence constatée, en fin d'exercice, entre d'une part l'ensemble des produits et d'autre part l'ensemble des charges est positif, mais est en forte chute. Il fléchit de -3,8% par rapport à 2015, pendant que la marge bénéficiaire, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires, est demeuré stable (1,1%).

## Capital humain et caractéristiques de l'emploi

Les emplois permanents enregistrent une légère baisse de -1,8% en 2016. Par ailleurs, au cours de la même année, cinq (05) branches d'activités se répartissent plus de la moitié (51%) des effectifs permanents. Ce sont : « les activités de soutien aux entreprises » (14,2%), l' « Agriculture » (13,1%), les activités commerciales (9,2%), le transport et entreposage (8,6%), et la construction (6,3%). La contribution de chacune des trente trois 33 autres branches est en dessous de 6,0%.

Dans ce cadre, la productivité apparente du travail ou productivité par tête, mesurée par le ratio (Valeur Ajoutée / effectif employé) ressort à 9,5 millions de F CFA contre 9,7 millions de F CFA en 2015. Enfin, le rendement apparent du travail (VA/Charges de Personnel), quant à lui s'est dégradé entre 2015 (2,2%) et 2016 (2,0%).

## Rentabilité économique et financière des entreprises

### *Détérioration de la rentabilité économique des entreprises*

Le rendement économique mesure la performance économique de l'entreprise dans l'utilisation de l'outil de production. En 2016, ce ratio connaît une baisse, se situant à 5,5% pour l'ensemble des entreprises contre 7,9% en 2015.

---

<sup>1</sup> Dans tout ce qui suit, le terme valeur ajoutée renvoie à la valeur ajoutée aux coûts des facteurs

L'examen par branche laisse cependant apparaître des disparités. En 2016, le rendement économique est supérieur à la moyenne dans dix-huit (18) branches d'activité sur trente-sept (37). Les branches présentant un taux de rendement économique au-dessus de la moyenne sont les suivantes : « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » (31,8%) suivie par « Activités fournies principalement aux entreprises » (24,7%) et les « Fabrication de produits à base de céréales » (13,5%). Des cas de rendements économiques négatifs sont observés, naturellement expliqués par un accroissement plus important des charges.

S'agissant de la rentabilité des ressources stables, constituées des capitaux propres et dettes financières, elle s'établit à 16,9% en 2016, contre 20,9% en 2015, soit une diminution de -3 points. En rappel, cette rentabilité des ressources stables se situait à 22,0% en 2013.

Cette évolution s'explique par le fait que la majorité des branches (28 au total) affiche une rentabilité des ressources stables positives. La corrélation avec l'indicateur de rendement économique reste très prononcée sur l'ensemble des branches d'activités.

### ***Une détérioration continue de la rentabilité financière des entreprises***

L'effondrement historique de la rentabilité financière (Résultat Net / Capitaux propres) s'est poursuivi en 2016 à 3,3%, toute branche confondue. Les niveaux se situaient entre 14% et 17% sur la période 2006-2012.

Cette situation peut s'expliquer par deux facteurs : (i) la détérioration à partir de 2013, des résultats nets de certains fleurons de l'économie nationale ; et (ii) la baisse des transferts budgétaires nets de l'Etat consécutivement à une amélioration significative du recouvrement de l'impôt.

### **Outils de production, investissements et immobilisations des entreprises**

#### ***La productivité du capital en baisse...***

La productivité mesure la performance d'une entreprise du point de vue des deux (02) facteurs de production que sont : le travail et le capital. Produire d'avantage en utilisant les mêmes quantités de travail et de capital est un exemple d'augmentation de la productivité qui va bénéficier à l'économie en favorisant la croissance.

La productivité du capital (Valeur Ajoutée / Immobilisations Brutes) enregistre une baisse en 2016 à 11,0% contre 14,8% en 2015. Les niveaux plafonds sont observés dans les « Activités fournies principalement aux entreprises » (65,6%), les « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles» (47,5%), le « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules» (45,7%). En revanche, les taux plafonds concernent les branches suivantes : «Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (-4,6%), «Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a» (-2,3%), « Raffinage du pétrole et cokéfaction» (0,2%).

#### ***...l'investissement des entreprises fortement en baisse***

En 2016, les investissements des entreprises fléchissent de -30,3%. Ce recul est dû à la forte baisse des investissements dans les secteurs secondaire (-50,6%) et tertiaire (-22,9%) qui n'a pas pu être contenu malgré le dynamisme du secteur primaire (+298,6%). En outre, Le taux d'investissement est

passé de 107,3% en 2015 à 78,8% en 2016 se situant toujours largement au-dessus du taux de marge. Ce ralentissement de l'effort de l'investissement intervient dans un contexte où les entreprises ont pourtant consolidé leurs marges de profit (le taux de marge ressort à 49,6% en 2016 après 53,1% en 2015).

### *L'intensité capitalistique progresse en 2016*

En 2016, l'intensité capitalistique (IB/Effectifs) de l'ensemble des entreprises modernes de l'économie nationale se situe à 86,3 millions de FCFA par tête, contre 65,9 millions en 2015. Ce ratio se situait entre 50 et 55 millions de FCFA sur la période 2008-2012.

Cette hausse tendancielle de l'intensité capitalistique est révélatrice d'une évolution des immobilisations plus rapide que celle constatée du côté de la main d'œuvre.

### *Regain dans l'effort de renouvellement du parc des équipements productifs*

Le degré de vieillissement de l'outil de production est mesuré par le ratio : [Amortissements Cumulés (ACM) / Immobilisations Brutes (IB)]. Son évolution situe sur l'effort de renouvellement de l'outil de production. Plus il est élevé, plus le capital productif est ancien. Le taux de vieillissement a connu une décélération en 2016, à 42,5% contre 54,8% en 2015, traduisant un regain dans le renouvellement des outils de production. Notons qu'il était de 55,2% en 2013 et de 54,9% en 2012.

Les branches d'activité ayant un meilleur taux de renouvellement des outils de production sont les suivantes : « Industrie de la viande et du poisson » (0,3%), « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (9,4%), « Activités financières et d'assurance » (13,1%), et « Extraction des minéraux » (35,5%). En revanche, les branches d'activités disposant des équipements les plus « vétustes » sont : les « Activités pour la santé humaine et action sociale » (95,5%), « Industries du textile et de la confection » (86,5%), la « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (82,0%), « Industries du cuir et fabrication des chaussures » avec un taux de vieillissement de 78% ; les « Industries du cacao, du café, du thé et du sucre » (77,0%) ; les « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (76,9%) ; les « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (73,6%) pour ne citer que ces branches.

## **Analyse de l'endettement des entreprises et du financement de l'actif par le passif**

### *Un niveau d'endettement stable en 2016 mais demeurant élevé*

Le coefficient d'endettement des entreprises ressort à 4,1 en 2016, soit pratiquement le même qu'en 2015 (4,0). Il se situait à 3,7 en 2014 et 3,8 en 2013.

Selon le critère de coefficient d'endettement, les branches d'activités relativement peu endettées en 2016 sont les suivantes : « Industrie de la viande et du poisson », « Activités éducatives », « Activité immobilière », « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » et « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux ».

En revanche, les branches les plus endettées sont : « Activités financières et d'assurance » ; « Elevage et chasse » ; « Activité d'information et de télécommunications » ; « Extraction des minéraux » et l' « Industries du textile et de la confection ».

## ***Une forte hausse de la contribution du fonds de roulement au financement de l'actif***

Le Fonds de Roulement (FDR), défini par le solde des ressources stables de l'entreprise (capitaux propres et dettes financières) sur les emplois stables (actif immobilisé brut) après une baisse continue en importance entre 2008 et 2015 a connu une forte hausse en 2016. Pour l'ensemble des entreprises, une contribution positive de 19,3% au financement de l'actif circulant est enregistrée, contre -2,3% en 2015 et -1,3% en 2014.

Le nombre de branches d'activité présentant un ratio FDR/Actif Circulant négatif reste élevé. En 2015, la contribution du fonds de roulement au financement de l'actif est négative pour dix-sept (17) branches contre vingt (20) en 2015.

En 2016, les dettes financières (ou à moyen et long terme) varient peu et représentent 19,0% du bilan pour l'ensemble des entreprises, contre 16,9% en 2015.

S'agissant des dettes à court terme, elles ressortent à 61,9%, contre 62,3%, en 2014. Il s'agit essentiellement des crédits fournisseurs, des découverts bancaires et des facilités de caisse.

Au final, la situation économique et financière des entreprises en 2016 a été assez difficile, du fait d'un environnement économique instable tant au plan international qu'au niveau national. Les principaux défis qui se posent aux acteurs au développement des entreprises sont relatifs au financement des entreprises et à l'élargissement des débouchés.

## Introduction

L'étude économique et financière des entreprises fait partie des publications courantes de l'Institut National de la Statistique (INS). Elle s'appuie sur la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), opération qui bénéficie de la collaboration avec la Direction Générale des Impôts (DGI).

Cette 16<sup>ème</sup> édition du rapport sur l'étude économique et financière des entreprises, a pour objectif principal d'analyser le comportement économique et financier, ainsi que la structure des bilans des entreprises. Elle s'inscrit dans la continuité de la précédente édition marquée par l'élargissement de la gamme des indicateurs analysés en l'occurrence les investissements, l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée, etc. Ces indicateurs servent d'outils d'aide à la décision pour orienter les investissements dans certaines branches d'activité. Ainsi, la production de ce rapport permet de répondre à la demande sans cesse croissante d'informations relatives à la performance des entreprises suivant les branches d'activité.

La taille de l'échantillon de l'étude pour le compte de l'année 2016 est restée quasiment stable par rapport à celle de 2015 soient 1 269 entreprises (sur 28 872 entreprises répertoriées). La représentativité dans les branches se situe au-dessus de 80% pour le chiffre d'affaires et l'emploi.

Le présent rapport est structuré en six (06) chapitres. Le premier présente l'environnement institutionnel et macroéconomique. Le second examine l'évolution de l'activité et des profits. Le troisième analyse le capital humain et les caractéristiques de l'emploi. Le quatrième s'appesantit sur la rentabilité des entreprises. Le cinquième examine les outils de production, les investissements et les immobilisations des entreprises. Enfin, le sixième aborde l'endettement des entreprises et du financement de l'actif par le passif.

# Chapitre 1 : Environnement des entreprises en 2016

L'environnement dans lequel les entreprises ont évolué est le résultat d'un contexte économique mondial marqué notamment par la baisse continue des cours de matières premières, les négociations sur le Brexit, et d'un cadre institutionnel réglementaire national particulier.

## **1.1 Environnement économique international**

Selon le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale 2017 du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance économique mondiale en 2016 s'est établie à 3,1%. L'environnement économique international a été marqué en 2016 par le référendum en juin au Royaume-Uni dont le résultat est favorable à la sortie du pays de l'Union Européenne (Brexit). Bien que le Brexit n'ait pas eu des conséquences immédiates sur l'activité économique dans la zone euro, la croissance y est restée faible se stabilisant à +1,7%.

Dans les pays émergents, la croissance continue à s'accélérer. En 2016, l'ensemble des pays émergents affiche un taux de croissance de +4,1 %. La Chine s'est toujours distinguée avec un niveau d'activité élevé (6,7%).

Les économies d'Afrique subsaharienne ont subi des chocs, liés à la poursuite de la baisse des cours mondiaux de pétrole et des autres produits de base, qui ont eu pour conséquences pour les pays exportateurs, depuis 2014, une diminution de leurs ressources budgétaires et de leurs réserves en devises. A cela se sont ajoutés les effets de la sécheresse, des inondations, des attaques terroristes et de la crise des réfugiés, qui ont davantage contribué au ralentissement de la croissance dans cette sous-région. Celle-ci est estimée à +1,4% en 2016 contre +3,4% en 2015.

Dans la zone CEMAC l'on a noté un repli d'activité en liaison avec la baisse continue des cours du pétrole. Dans ce contexte, le taux de croissance économique s'est dégradé à -0,7% après la performance de +2,1% enregistrée en 2015.

## **1.2 Environnement socio-économique national**

### **1.2.1 Environnement institutionnel et réglementaire**

En 2016, le Gouvernement a entrepris plusieurs actions relatives à l'amélioration du climat des affaires, en vue d'une performance plus soutenue de l'économie.

Dans le secteur minier, une loi portant sur le code minier a été promulguée le 14 décembre 2016. Elle régit la reconnaissance, la recherche, l'exploitation, la détention, le transport, la transformation et la commercialisation des substances minérales. Cette loi vise à favoriser, à encourager et à promouvoir les investissements dans le secteur minier, susceptibles de contribuer au développement économique et social du pays.

Dans le domaine du transport aérien, le Gouvernement, dans le souci d'étendre les dessertes domestiques de la Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co), a réhabilité les aéroports de Bafoussam à l'Ouest et de Bamenda dans le Nord-Ouest. Ceci a permis la reprise des vols vers ces destinations.

Dans le secteur énergie, la Société Nationale de Transport de l'Électricité (SONATREL) a été créée. Cette structure spécialisée dans le transport d'énergie des zones productions vers les consommateurs (ménages, entreprises, administration etc...) a pour missions principales l'exploitation, la maintenance,

le développement des réseaux publics de transport de l'électricité sur l'ensemble du territoire camerounais, ainsi que de la gestion des flux d'énergie qui y transitent.

Dans le cadre de l'opérationnalisation des infrastructures portuaires de Kribi, la société Port Autonome de Kribi (PAK) avec le statut d'entreprise public a été créé par décret présidentiel du 29 juin 2016. Elle a pour principales missions la gestion, l'exploitation, la maintenance, l'entretien du port et des installations de la composante portuaire du Complexe Industrialo-Portuaire.

S'agissant des activités du Cameroon Business Forum (CBF), les réformes structurelles ont été mises en œuvre en l'occurrence :

- i. la réduction des délais d'obtention du permis de construire ;
- ii. la procédure de conciliation de l'OHADA pour les entreprises en proie aux difficultés financières ;
- iii. la promulgation de la loi fixant le capital social minimum et les modalités de recours aux services du notaire dans le cadre de la création d'une Société à Responsabilité Limitée (SARL).

Il est à noter que les recommandations adoptées au cours de la 7<sup>ème</sup> session du CBF en mars 2016 ont connu un taux d'exécution d'environ 75%.

Au plan de la coopération économique multilatérale, l'un des évènements majeurs ayant marqué l'économie camerounaise est la signature en août 2016, de l'Accord de Partenariat Economique (APE) intérimaire entre le Cameroun et l'Union Européenne (UE). Il s'agit d'un instrument juridique de coopération commerciale à long terme, qui consacre l'ouverture progressive des frontières nationales aux produits de l'UE sans droit de douane.

Au plan de la surveillance sous régionale, le Cameroun a abrité un sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEMAC en décembre 2016 à Yaoundé, suite à la crise économique qui s'est installée dans la sous-région. A l'issue dudit sommet, les Chefs d'Etats ont adopté une résolution invitant chaque pays à conclure un Programme Economique et Financier (PEF) avec le FMI à l'effet de parvenir à un retour rapide à la stabilité.

Depuis quelques années, l'économie numérique est l'un des piliers de la croissance économique sur lequel le Cameroun met un accent particulier en vue de booster son développement. A cet effet, le Gouvernement a adopté en 2016, un plan stratégique de développement de l'économie numérique dénommé « Cameroun Numérique 2020 ».

En 2016, l'infrastructure de télécommunication s'est enrichie d'un câble sous-marin long de 1 000 Km posé par la Cameroon Telecommunications (Camtel), et qui relie la ville de Kribi au Sud Cameroun à celle de Lagos au Nigeria, le NCSCS (Nigeria to Cameroon Submarine Cable System).

Dans le même sillage, les travaux de déploiement du câble sous-marin à fibre optique baptisé South Atlantic Inter Link (SAIL), ainsi que sa connexion aux deux points d'atterrissement que sont la ville de Fortaleza au Brésil et de Kribi au Cameroun, long de 6 000 km, ont été lancés en 2016. Ce câble sera le tout premier à relier l'Afrique à l'Amérique du Sud. Ce projet est porté par un consortium formé par Camtel et la société chinoise, China Unicom (Huawei Marine Networks), pour un coût global d'investissement de 280 milliards de francs CFA.

## 1.2.2 Environnement social

Dans le domaine social, l'objectif majeur du Gouvernement reste la lutte contre la pauvreté à travers la mise en œuvre du DSCE. De manière opérationnelle, la mise en œuvre du projet « Filets Sociaux » démarré en 2013 s'est poursuivi. L'objectif de ce projet est de financer la création d'un système de filet de sécurité sociale de base, y compris le pilotage de programmes de transferts monétaires ciblés et de travaux publics pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ledit Projet bénéficie d'un appui financier de la Banque mondiale d'environ 25 milliards de FCFA, destinés à soutenir 82000 ménages dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord-Ouest, ainsi que dans les villes de Douala et de Yaoundé. Il s'articule autour des programmes de transferts non contributifs bien ciblés, notamment les transferts monétaires "ordinaires" (TMO), les transferts monétaires d'urgence (TMU) et les travaux publics à haute intensité de main d'œuvre (THIMO).

Démarré en 2013, le projet est censé être clôturé en 2022. Entre 2013 et 2015, la phase pilote financée par le Gouvernement a permis de transférer 720 millions à 2 000 ménages pauvres dont 1500 dans la région de l'Extrême-Nord (commune de Soulédé-Roua) et 500 dans la région du Nord-Ouest (Ndop).

La mise en œuvre du cycle 1 en cours a permis d'obtenir les résultats suivants :

- ✓ près de 880 millions ont été transférés à 15 000 ménages dans 456 villages des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et dans les villes de Douala et Yaoundé ;
- ✓ 5 000 emplois (dont 3 000 dans la commune de Mokolo et 2 000 dans celle de Moulvoudaye) ont été créés, à la suite des travaux à haute intensité de main d'œuvre (construction de digues, canaux, aménagement des mares, réaménagement des pistes) ;
- ✓ 35 microprojets ont été réalisés, dont 20 à Mokolo et 15 à Moulvoudaye.

Par ailleurs, le Projet a déjà créé près de 1700 emplois sur le terrain dont 57 emplois permanents, en dehors du personnel recruté au niveau central, 1 806 emplois temporaires notamment les agents enquêteurs, les agents d'enregistrement, les chefs de chantiers, des animateurs de groupes.

## 1.2.3 Contexte macroéconomique

### ➤ Croissance

En 2016, l'économie camerounaise a continué à faire preuve de résilience face aux multiples chocs extérieurs qu'elle subit depuis 2014, notamment la chute du cours de pétrole et l'insécurité, en plus des effets de la conjoncture défavorable dans la zone CEMAC. Toutefois la croissance économique a ralenti passant de 5,7% en 2015 à 4,6% en 2016. Elle est soutenue principalement par le secteur non pétrolier à travers les branches d'activité « agriculture », « BTP » et « commerce, réparation véhicules ». Le secteur tertiaire contribue de 2,6 points à la croissance économique et demeure le secteur qui contribue le plus à la croissance économique. Le secteur secondaire, quant à lui, a contribué à hauteur de 1 point à la croissance économique. Avec une contribution de 0,7 point, le secteur primaire paraît, de façon structurelle, comme celui qui contribue le moins à la croissance économique.

Le secteur primaire représente 13,6% du PIB réel. L'activité de ce secteur a cru de 5% contre 5,3% en 2015. Cette croissance est attribuable à la branche « agriculture », notamment à travers sa composante « agriculture industrielle et d'exportation », qui contribue de 0,6 point à la croissance économique.

Le secteur secondaire représente 26,9% du PIB réel. L'activité décélère dans ce secteur passant de 9,6% en 2015 à 3,6% en 2016. Cette décélération est imputable en grande partie par la chute des activités dans les branches « industries extractives » et « production et distribution d'eau et assainissement». Dans les industries extractives, la croissance est passée de 24,8% en 2015 à -3,4% en 2016. De même, la croissance de la branche production et distribution d'eau et assainissement a connu une importante détérioration passant de 10% en 2015 à -1,4% en 2016. En revanche, les branches d'activités « industries agro-alimentaires » et « bâtiments et travaux publics » ont été performantes en 2016. Les activités de ces branches ont progressé respectivement de 5,7% et 10,4% en 2016 contre 1,9% et 8,4% en 2015. Il est à noter que la branche d'activité de « bâtiments et travaux publics » est celle qui contribue le plus dans les activités du secteur secondaire avec 0,5 point.

Le secteur tertiaire représente 52,4% du PIB réel. Dans ce secteur, les activités progressent de 4,9% en 2016, contre 3,4% en 2015. Ce dynamisme s'observe dans presque toutes les branches d'activité et particulièrement dans les branches «restaurants et hôtels » et « commerce, réparation véhicules » où les activités ont progressé respectivement de 6,6% et 5,6% en 2016 contre 2,2% et 3,5% en 2015. La branche d'activité « commerce, réparation véhicules » demeure la branche qui contribue le plus aux activités du secteur tertiaire avec 0,9 point.

Tableau 1 : Ventilation du PIB réel par secteur d'activité

Libellé	PIB réel (en milliards de FCFA)		Taux de croissance réel du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
Années	2015	2016	2015	2016	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>1 950,4</b>	<b>2 048,7</b>	5,3	5,0	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>
Agriculture	1 364,8	1 447,2	6,3	6,0	0,6	0,6
dont : agriculture vivrière	924,9	978,2	5,4	5,8	0,3	0,4
agriculture industrielle et d'exportation	439,9	469,1	8,5	6,6	0,3	0,2
Elevage et chasse	216,3	225,7	7,2	4,3	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	317,5	321,2	0,2	1,2	0,0	0,0
Pêche et pisciculture	51,9	54,4	3,1	5,0	0,0	0,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>3 925,7</b>	<b>4 065,6</b>	9,6	3,6	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>
Industries extractives	1 059,8	1 024,0	24,8	-3,4	1,5	-0,2
dont extraction d'hydrocarbures	1 048,4	1 011,1	24,8	-3,6	1,5	-0,3
Industries Agro-alimentaires	867,6	917,3	1,9	5,7	0,1	0,3
Autres Industries manufacturières	1 061,2	1 108,0	4,0	4,4	0,3	0,3
Production et distribution d'électricité	97,9	101,1	8,9	3,3	0,1	0,0
Production et distribution d'eau et assainissement	100,4	99,0	10,0	-1,4	0,1	0,0
BTP	739,0	816,2	8,4	10,4	0,4	0,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>7 536,2</b>	<b>7 906,4</b>	3,4	4,9	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>
Commerce, réparation véhicules	2 379,3	2 513,4	3,5	5,6	0,6	0,9
Restaurants et hôtels	238,8	254,6	2,2	6,6	0,0	0,1
Transports, entrepôts, communications	826,2	844,2	4,3	2,2	0,3	0,1
Informations et télécommunications	330,5	350,4	5,1	6,0	0,1	0,1
Banques et organismes financiers	381,9	401,9	6,9	5,2	0,2	0,1
Administration publique, sécurité sociale	1 023,9	1 061,1	4,6	3,6	0,3	0,3

Libellé	PIB réel (en milliards de FCFA)		Taux de croissance réel du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
Années	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Education	439,5	465,8	4,3	6,0	0,1	0,2
Santé et action sociale	286,4	288,8	-2,9	0,8	-0,1	0,0
Autres services	1 629,7	1 726,2	2,2	5,9	0,3	0,7
<b>Total des valeurs ajoutées</b>	<b>13 412,3</b>	<b>14 020,7</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>
<b>Impôts et taxes nets des Subventions</b>	<b>1 010,6</b>	<b>1 072,6</b>	<b>8,8</b>	<b>6,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>
<b>PIB</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2005)

L'analyse du PIB réel suivant l'optique emploi met en évidence que la consommation finale demeure sa principale composante avec un poids de 79,5% et une contribution de 2,7 points à la croissance économique. La croissance des dépenses de consommation finale ralentit en 2016 pour se situer à 3,3% contre 5,2% en 2015. Par contre les investissements, qui contribuent à hauteur de 1,7 point à la croissance économique, rebondissent et accroissent de 6,5% en 2016 après un recul de 0,3% enregistré en 2015. Cette performance peut être imputable aux investissements publics qui ont enregistré une hausse de 15,2%. Le démarrage effectif des investissements programmés dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT) peut expliquer en partie ce rebondissement.

En 2016, de façon globale, l'on relève une légère amélioration des échanges avec l'extérieur. Cette amélioration résulte d'une baisse moins importante des exportations par rapport aux importations. Il est à noter un progrès de la croissance du volume des exportations nettes qui passe de -18,7% en 2015 à -4,8% en 2016. Le taux de couverture en volume enregistre également une légère amélioration passant de 78% en 2015 à 79% en 2016.

La croissance du volume des exportations a reculé en 2016 de 0,6% contre une hausse de 6,4 % en 2015. Cette contre-performance est imputable au volume des biens exportés qui enregistre un recul de 4,4% en 2016 contre une hausse de 10,8% en 2015. Cette situation est consécutive la baisse des ventes de cacao brut en fèves, des bois en grumes, des carburants et lubrifiants, de l'aluminium brut et du coton brut.

Pour ce qui est de la croissance du volume des importations, elle continue de régresser pour se situer à -1,5% en 2016, après -0,3% enregistré en 2015. Cette amélioration est attribuable au volume des biens importés qui enregistre un recul de 2% en 2016 contre une hausse de 1,1% en 2015.

Tableau 2 : Les emplois du PIB en volume

Libellé	Volume des emplois du PIB		Taux de croissance des emplois du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
Années	2015	2016	2015	2016	2015	2016
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	<b>11 620,7</b>	<b>12 006,0</b>	<b>5,2</b>	<b>3,3</b>	<b>4,2</b>	<b>2,7</b>
Privée	9 660,7	9 983,7	5,3	3,3	3,6	2,2
Publique	1 960,1	2 022,3	4,7	3,2	0,6	0,4
<b>2. Investissements (3+4)</b>	<b>3 704,0</b>	<b>3 946,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>6,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,7</b>
3. FBCF	3 768,3	3 948,5	2,5	4,8	0,7	1,2
Privée	3 040,5	3 110,2	3,3	2,3	0,7	0,5
Publique	727,8	838,3	-0,6	15,2	0,0	0,8

Libellé	Volume des emplois du PIB		Taux de croissance des emplois du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
4. Variation des stocks	-64,4	-2,4	-262,8	-96,3	-0,8	0,4
<b>5. Exportations nettes (6-7)</b>	<b>-901,9</b>	<b>-858,8</b>	<b>-18,7</b>	<b>-4,8</b>	<b>1,5</b>	<b>0,3</b>
6. Exportations	3 225,7	3 205,3	6,4	-0,6	1,4	-0,1
Exportations des biens	2 548,3	2 435,9	10,8	-4,4	1,8	-0,8
Exportations des services	677,5	769,4	-7,5	13,6	-0,4	0,6
7. Importations	4 127,6	4 064,2	-0,3	-1,5	-0,1	-0,4
Importations des biens	3 220,3	3 154,8	1,1	-2,0	0,3	-0,5
Importations des services	907,3	909,4	-5,2	0,2	-0,4	0,0
<b>PIB (1+2+5)</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 093,3</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2005)

### ➤ Prix

En 2016, les prix à la consommation finale des ménages ont ralenti pour se situer à 0,9%, après la hausse de 2,7% enregistré en 2015. Cette hausse relativement faible du niveau général des prix s'explique en grande partie par le relèvement de 3,5% des prix des services de restaurants et hôtels. Il est à noter que la baisse des prix des produits pétroliers intervenue en janvier 2016 (le litre de l'essence super est passé de 650 FCFA à 630 FCFA et celui du Gasoil de 600 à 575 FCFA) a fait reculer les prix de transport de -0,7%.

Les disparités s'observent selon les localités. Les villes de Buea, Bafoussam, Ngaoundéré et Yaoundé connaissent des hausses les plus fortes, de 1,7%, 1,6%, 1,4% et 1,3% respectivement. Par contre, les prix observés dans la ville de Maroua ont reculé de 1% et font d'elle la ville où l'évolution des prix est la plus faible.

### ➤ Compétitivité et attractivité économique

En 2016, le taux de change effectif réel (TCER) s'accroît de 2,0%, reflétant une détérioration du niveau de compétitivité du pays. Cette détérioration est attribuable au taux de change effectif nominal (TCEN) qui s'est apprécié de 3,4%. Le franc CFA s'est apprécié par rapport aux autres devises à l'exception du dollar américain. Le différentiel des prix avec les principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine et le Nigéria, reste en faveur du Cameroun. Les termes de l'échange se sont détériorés de 20,3% par rapport à 2015, du fait du recul plus important du prix des exportations par rapport à celui des importations.

Selon le rapport 2017 du Forum économique mondial du FMI, qui présente le classement des pays en matière de compétitivité structurelle, le Cameroun se positionne au 119<sup>ème</sup> rang sur 138 pays classés et perd 5 places par rapport à 2015. Ce recul est attribuable à la qualité des infrastructures (131<sup>e</sup> rang), la qualité de l'enseignement supérieur et de la formation (105<sup>e</sup> rang). Le Cameroun est classé 20<sup>ème</sup> sur le plan continental (Afrique) et 2<sup>ème</sup> sur le plan sous régional (CEMAC).

Tableau 3 : Evolution (%) du Taux de change et de termes de l'échange

Libellés	2015	2016
TCER	-2,6	2,0

TCEN	-3,7	3,4
Terme de l'échange	-8,0	-20,3

Source : FMI, (base 100 = 2000)

Selon le rapport Doing Business 2017 de la Banque Mondiale, qui présente le classement des pays en matière de facilité d'y faire les affaires, le Cameroun occupe le 166<sup>ème</sup> rang sur 190 économies classées et gagne une place par rapport à 2015. Le pays améliore son rang concernant le raccordement à l'électricité, le règlement de la solvabilité, dû à la réforme de l'OHADA du 24 décembre 2015, et la réforme sur l'obtention du permis de construire, désormais disponible dans un délai de 20 jours. Toutefois, il recule dans la création d'entreprises, l'obtention des prêts et le paiement des impôts et taxes.

### 1.3 Faits saillants sur les entreprises

Les faits saillants adressent les évènements relatifs à la vie des entreprises en 2016. Il s'agit notamment des créations, des disparitions et cessation d'activité.

#### 1.3.1. Crédit d'entreprises

En 2016, les entrepreneurs ont continué à faire confiance en l'environnement politique et socio-économique du Cameroun en créant de nouvelles entreprises. Parmi elles, les plus importantes sont au nombre de onze (11). Le domaine des BTP est le plus dynamique dans les créations des grandes entreprises avec un effectif de 7 sur 11. Comme en 2015, on a enregistré la création d'une grande entreprise dans le domaine de l'industrie du cacao, du café, du thé et du sucre.

Tableau 4 : Liste des grandes entreprises créées en 2016

N°	Raison sociale	Sigle	Branche d'activité
1	ATLANTIC COCOA CORPORATION	ACC SA	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre
2	B2B CAMEROUN SARL	B2B CAMEROUN SARL	Commerce en gros et en détail, réparation de véhicules
3	GRUPPO PICCINI SA	GRUPPO PICCINI SA	Construction
4	YENIGUN CONSTRUCTION CO	YENIGUN	Construction
5	BOISSONS VINS SPIRITUEUX SAS	BVS SAS	Commerce
6	PRIME POTOMAC CAMEROON SA	PRIME POTOMAC CAMEROON SA	Construction
7	SLK KRIBI TOWAGE	SLK KRIBI TOWAGE	Commerce en gros et en détail, réparation de véhicules
8	ATIDOLF NIGERIA LIMITED	ATIDOLF NIGERIA LIMITED	Construction
9	SOCIETE DE ROUTES ET DE BATIMENTS	SOROUBAT	Construction
10	SOCIETE NOUVELLE D'ETUDES ET DE REALISATIONS DU CAMEROUN	SNER CAMEROUN	Construction
11	ZEROCK	ZEROCK	Construction

### **1.3.2 Fusions, acquisitions et cessions**

Afriland First Bank a renforcé sa présence dans le secteur financier en acquérant les actions de Leasing Company. SIBRACA AFRIQUE a été absorbé par la Société des Brasseries du Cameroun (SABC). SIAC Isenberg, actif dans la fabrication des emballages brassicoles (casiers) a été absorbé par SOCAVER, leader dans la fabrication des produits en verre tant pour les usages domestiques qu'industriels. Source du Pays, acteur majeur dans la production des eaux minérales et boissons gazeuses en bouteilles plastiques, a aussi acquis NABCO jusque-là actif sur le marché des eaux minérales.

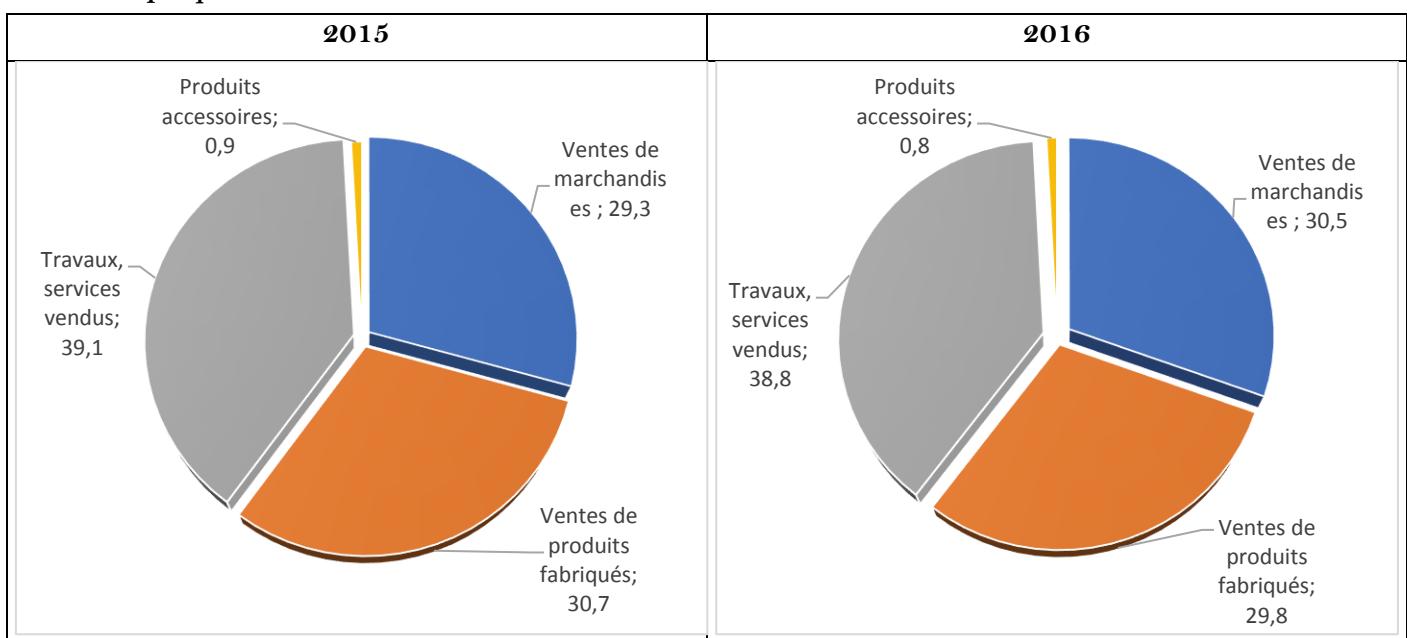
## Chapitre 2 : Evolution de l'activité et des profits

Le présent chapitre analyse l'activité des entreprises à partir de l'évolution des principaux soldes caractéristiques de gestion, en l'occurrence le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat net.

### 2.1 Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires, mesuré hors taxes, est la somme des ventes de marchandises, des produits fabriqués, travaux et services réalisés et des produits accessoires. En 2016 la répartition du chiffre d'affaires est la suivante : les ventes de marchandises (30,5%) ; les ventes de produits fabriqués (29,8%) ; les travaux, services vendus (38,8%) ; les produits accessoires (0,8%). Cette structure se présentait comme suit en 2015 : les ventes de marchandises (29,3%) ; les ventes de produits fabriqués (30,7%) ; les travaux, services vendus (39,1%) ; les produits accessoires (0,9%). La structure est demeurée quasiment stable.

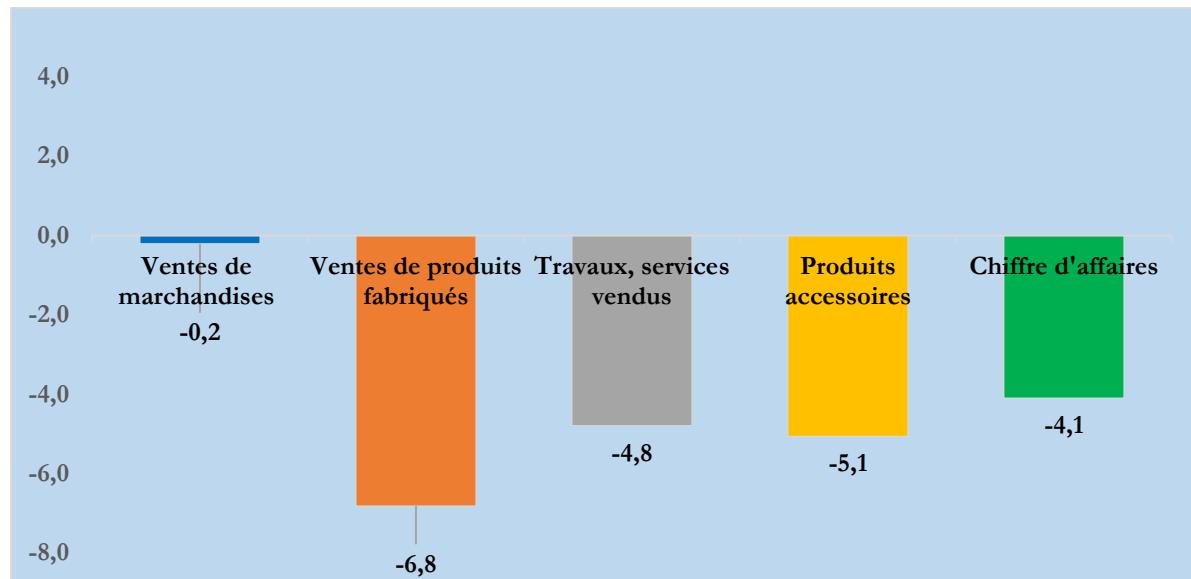
**Graphique 1 : Evolution de la structure du Chiffre d'Affaires**



Source : INS/Base des données des DSF

Les entreprises modernes ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires de -4,1% à prix courants entre 2015 et 2016. Cette contre-performance s'observe dans les quatre composantes : vente des marchandises (-0,2%), vente de produits fabriqués (-6,8%), travaux et services vendus (-4,8%) et produits accessoires (-5,1%).

Graphique 2 : Variation du chiffre d'affaires et de ses composantes entre 2015 et 2016 (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

Par branche d'activité, il ressort que la performance des entreprises en termes de chiffre d'affaires a été obérée par les activités de « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (-12,8%), de « Activités financières et d'assurance » (-17,6%), et Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (-11,9%), trois branches qui structurent le chiffre d'affaires global respectivement à hauteur de 5,3%, 9,8%, et 2,7%. La contreperformance de la branche raffinage du pétrole et cokéfaction est due au net fléchissement de l'activité au niveau de la SONARA, dont le chiffre d'affaires régresse de -12,8% en 2016.

Comme en 2015, la branche « construction » connaît une bonne croissance (+26,9%). Cette bonne tenue est à mettre en parallèle avec celle de la branche « fabrication de produits minéraux non métalliques » (+19,6%) dans laquelle l'on retrouve les matériaux de construction de base tels que le ciment.

Tableau 5: Structure et évolution du chiffre d'affaires entre 2015 et 2016

Branche d'activité	Répartition du CA HT en 2016 (%)	Variation entre 2015 et 2016 (%)
<b>Chiffre d'affaires global</b>	<b>100,0</b>	<b>-4,1</b>
Dont principales branches	81,1	
Agriculture	2,5	-4,3
Industrie de boissons	5,1	+0,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	5,3	-12,8
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,7	-11,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	3,9	+1,6
Construction	5,4	+26,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	29,0	-4,7
Transport et entreposage	6,3	-3,2
Activité d'information et de télécommunications	7,6	+1,7
Activités financières et d'assurance	9,8	-17,6
Activités fournies principalement aux entreprises	3,5	-4,4

Source : INS/Base des données des DSF

### **Encadré 1: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires**

En 2016, la SONARA redevient la première entreprise camerounaise en termes de chiffre d'affaires.

<b>Rang</b>	<b>Raison Sociale</b>	<b>Evolution par rapport à 2015</b>
1	Société Nationale de Raffinage	+1
2	Société Générale du Cameroun	-1
3	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun	=
4	Total Cameroun S.A.	=
5	Energy of Cameroon	=
6	MTN Cameroon S.A	=
7	Tradex S.A	=
8	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit	=
9	Orange Cameroun	=
10	Perenco Rio Del Rey	=
11	Congelcam Sa	=
12	Olam cam	
13	Société de Développement du Coton	=
14	Alucam	-2
15	Telcar Cocoa Ltd	-1

**Source** : INS/Base des données des DSF

**Ces entreprises cumulent environ 44% du chiffre d'affaires total des entreprises.**

## **2.2 Evolution de la valeur ajoutée de gestion**

La valeur ajoutée représente la richesse créée par une entreprise du fait de son activité de production. C'est la différence entre la production et les consommations intermédiaires (charges liées au processus de production). Au sens de l'OHADA, la valeur ajoutée est dite de gestion car elle intègre les subventions d'exploitation dans les produits et les impôts et taxes dans la consommation intermédiaire.

En 2016, la valeur ajoutée globale générée par les entreprises modernes a accusé une baisse de -4,2%. Cette évolution est le fait de la situation dans 14 branches. En effet, l'on enregistre un retournement dans la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction » où entre 2015 et 2016, la valeur ajoutée est divisée par onze environ. De plus, l'évolution est en baisse de -27,2% dans la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » entre 2015 et 2016. C'est également le cas de la « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » (-35,1%) ; la « Sylviculture et exploitation forestière » (-21,8%) et la « Fabrication de produits à base de céréales » (-13,6%).

Le taux de valeur ajoutée (valeur ajoutée/chiffre d'affaires) ressort à 21,01% en 2016, soit un niveau quasiment stable par rapport à 2015 (21,04%). En considérant l'importance du poids dans la répartition de la valeur ajoutée, les branches du secteur tertiaire sont celles à forte création de valeur (45,5% pour la branche « Transport et d'entreposage »; 40,6% pour les activités d' « information et de télécommunications » et 37,6% pour les « Activités fournies principalement aux entreprises »).

**Tableau 6: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %)**

	Poids des branches dans la valeur ajoutée	Taux de croissance de la valeur ajoutée	Taux de valeur ajoutée en 2015 (en %)	Taux de valeur ajoutée en 2016 (en %)
<b>Valeur ajoutée globale</b>	<b>100,0</b>	<b>-4,2</b>	<b>21,04</b>	<b>21,01</b>
Dont principales branches :				
Industrie de boissons	6,1	+3,9	24,3	25,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,8	+25,1	25,6	31,6
Construction	4,9	+17,2	20,7	19,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16,2	-27,2	15,4	11,7
Transport et entreposage	13,7	+7,0	41,2	45,5
Activité d'information et de télécommunications	14,8	+3,5	39,9	40,6
Activités financières et d'assurance	12,0	-10,3	23,5	25,6
Activités fournies principalement aux entreprises	6,2	-12,9	41,3	37,6

**Source :** INS/Base des données des DSF

**Encadré 2: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée**

Comme en 2015, la société MTN Cameroon est la première entreprise en termes de valeur ajoutée. Energy of Cameroon (ENE) gagne deux places au détriment d'Orange Cameroun et CAMTEL et se situe au 3<sup>ème</sup> rang. L'évolution la plus notable est à mettre à l'actif de la société ALUCAM qui gagne 43 places pour faire son entrée dans le top 15. Cette société a multiplié par 5 sa valeur ajoutée entre 2015 et 2016. Par contre la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), en perdant 5 places enregistre la plus forte chute dans ce classement.

Rang	Raison Sociale	Evolution par rapport à 2015
1	Mobile Telecommunications Network (MTN Cameroon S.A)	=
2	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC)	=
3	Energy of Cameroon (ENE)	+2
4	Orange Cameroun	-1
5	Cameroon Telecommunications (CAMTEL)	-1
6	Banque Internationale du Cameroun pour L'Epargne et le Crédit (BICEC)	=
7	Société Générale Cameroun (SGC)	=
8	ALUCAM	+43
9	Cameroon Oil Terminal SA (COTSA)	+3
10	Société Commerciale de Banque du Cameroun (SCB))	+3
11	Cameroon Oil Transportation Company SA (COTCO	=
12	Douala International Terminal (DIT)	-2
13	Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM)	-5
14	Total Cameroun SA	+1
15	Kribi Power Development Company (KPDC)	-1

**Source :** INS/Base des données des DSF

## 2.3 Evolution de la marge brute d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation (EBE) mesure la performance économique de l'entreprise avant la prise en compte des éléments d'activités financières et hors activités ordinaires. Il s'obtient en soustrayant de la valeur ajoutée, les charges de personnel. Ce solde mesure le mieux l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise.

En 2016, l'EBE fléchit de -10,4%. Cette évolution est consécutive à la forte dégradation observée dans les branches suivantes : « Extraction des minerais » (-250,6%) ; « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » (-146,6%) ; « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » (-115,1%) ; « Industries du cuir et fabrication des chaussures » (-74,3%) ; « Sylviculture et exploitation forestière » (-49,4%). Toutefois, cette baisse a été endiguée par la hausse de la profitabilité dans les branches suivantes : « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (+7 523,4%) ; « Agriculture » (+621,1%) ; « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (+397,7%) ; « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction » (+154,3%) ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (+59,4%) ; « Construction » (+49,9%).

La marge brute d'exploitation (EBE/Chiffre d'affaires) est de 10,4% en 2016 en léger repli par rapport à 2015 (11,2%). Elle présente des contrastes selon la branche d'activité. L'EBE enregistre une forte hausse dans la branche « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (+ 59,4%), ceci grâce à la hausse de la valeur ajoutée (+25,1%) conjuguée à la forte baisse des charges de personnels (-44,6%).

En revanche, dans la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules », la forte baisse de la valeur ajoutée (-27,2%) couplée à la hausse significative des charges de personnel (+8,2%), porte ainsi l'évolution de l'EBE à baisse (-35,6%). Dans le même sillage, l'EBE des branches «Industries du textile et de la confection » et « Fabrication de produits à base de céréales » est en forte baisse, en cause une baisse de la création de la richesse dans ces branches, couplée à l'augmentation des charges de personnel.

**Tableau 7: Evolution de l'excédent brut d'exploitation**

	Poids (en %)	Excédent brut d'exploitation	Taux de marge brute d'exploitation en 2015 (en %)	Taux de marge brute d'exploitation en 2016 (en %)
<b>Ensemble</b>	100,0	-10,4	11,2	10,4
<b>Dont principales branches:</b>				
Industrie de boissons	6,8	+0,2	14,1	14,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	6,9	+59,4	11,9	18,7
Construction	4,1	+49,9	6,7	7,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	22,7	-35,6	12,1	8,2
Transport et entreposage	15,4	+16,2	21,1	25,4
Activité d'information et de télécommunications	18,9	+2,2	25,6	25,7
Activités financières et d'assurance	15,4	-15,4	15,9	16,3
Activités fournies principalement aux entreprises	4,7	-25,2	18,1	14,2

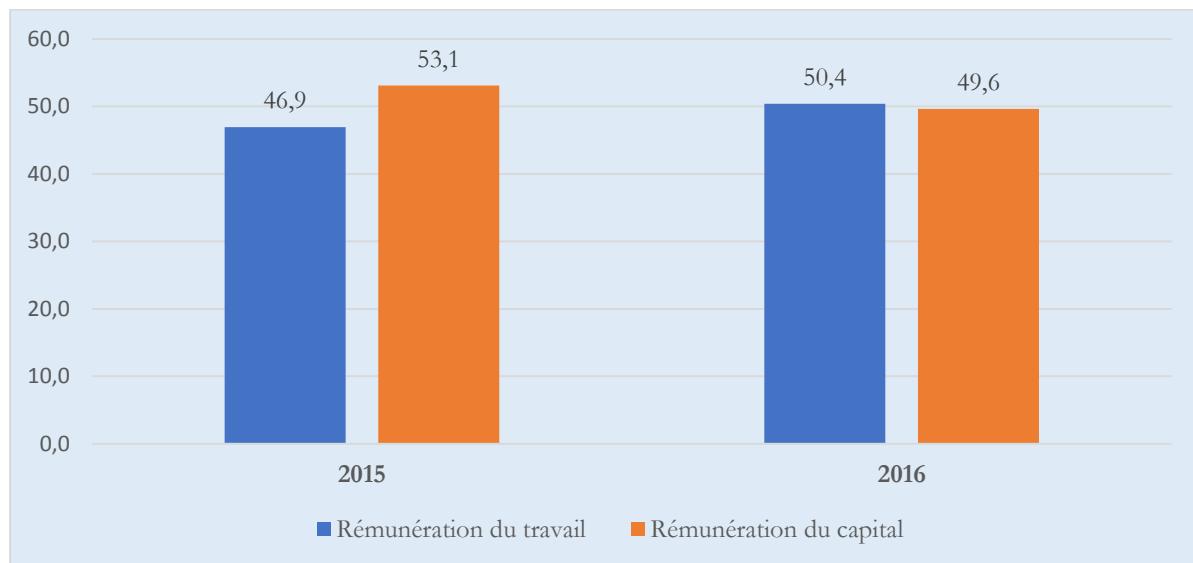
Source : INS/Base des données des DSF

## 2.4 Partage de la valeur ajoutée

Lorsqu'on déduit de la valeur de la production, la valeur des consommations intermédiaires, l'on obtient la valeur ajoutée. La valeur ajoutée se partage entre les salaires et les charges sociales qui rémunèrent le facteur travail, et l'excédent brut d'exploitation qui rémunère le facteur capital. Ainsi,

les salariés percevront une rémunération en contrepartie de leur travail et l'entreprise utilisera le reste de cette richesse pour financer son activité ou distribuer les dividendes à ses actionnaires.

**Graphique 3: Evolution du partage de la valeur ajoutée entre 2015 et 2016 (en %)**



**Source :** INS/Base des données des DSF

En 2016, le taux de rémunération du capital ressort à 49,6%, soit 3,5 points de pourcentage de moins qu'en 2015. Par branche d'activité, l'on observe que le « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (69,6%) a le taux de rémunération du capital le plus élevé, suivi des « Activités financières et d'assurance » (63,7%) ; de l' « Activité d'information et de télécommunications » (63,3%) ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (59,3%).

**Tableau 8: Evolution du taux de marge des entreprises entre 2015 et 2016**

	Valeur ajoutée		Poids de l'EBC dans la VA en 2015 (%)	Poids de l'EBC dans la VA en 2016 (%)
	Répartition	Taux de croissance		
<b>Ensemble</b>	100,0	-4,2	53,1	49,6
<b>Dont principales branches :</b>				
Industrie de boissons	6,1	+3,9	58,1	56,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,8	25,1	46,6	59,3
Construction	4,9	17,2	32,3	41,3
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16,2	-27,2	78,7	69,6
Transport et entreposage	13,7	+7,0	51,3	55,7
Activité d'information et de télécommunications	14,8	+3,5	64,2	63,4
Activités financières et d'assurance	12,0	-10,3	67,5	63,7
Activités fournies principalement aux entreprises	6,2	-12,9	43,9	37,7

**Source :** INS/Base des données des DSF

## 2.5 Evolution du résultat net

Le résultat net est égal à la différence constatée, en fin d'exercice, entre d'une part l'ensemble des produits et d'autre part l'ensemble des charges. En 2016, le résultat net global des entreprises demeure positif, mais accuse une baisse de -3,8% par rapport à 2015, dans un contexte où la marge bénéficiaire, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires, est demeurée pratiquement stable.

Dans le détail, quatorze (14) branches d'activités sur trente-sept (37) dégagent en 2016 un résultat bénéficiaire (cf Tableau 8). Toutefois, ces branches se distinguent par l'évolution de leur performance. Certaines branches connaissent une baisse soutenue de leur marge bénéficiaire, notamment « Industrie

de boisson » (-2,1 points de pourcentage) ; « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (-2,4 points) ; « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (-2,8 points) ; « Activités financières et d'assurance » (-7,5 points).

**Tableau 9: Evolution du taux de marge nette des entreprises de 2015 à 2016 des branches à résultat positif**

Libellé de la branche	Taux de croissance du résultat net	Marge bénéficiaire en 2015	Marge bénéficiaire en 2016
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-22,6	19,7	17,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-17,0	2,5	2,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-63,6	4,3	1,5
Industrie de boissons	-54,6	3,8	1,7
Industries du bois sauf fabrication des meubles	36,4	0,7	0,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-413,4	-0,4	1,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-123,2	-10,2	2,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-432,8	-1,5	4,9
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	22,5	5,0	6,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	41,0	1,6	2,3
Transport et entreposage	11,9	7,1	8,2
Activités financières et d'assurance	-93,5	8,1	0,6
Activités fournies principalement aux entreprises	65,1	4,9	8,4
Activités éducatives	13,0	4,3	4,7
<b>Ensemble</b>	<b>-3,8</b>	<b>1,119</b>	<b>1,115</b>

Source : INS/Base des données des DSF

## Chapitre 3 : Capital humain et caractéristiques de l'emploi

Le capital humain d'une économie désigne le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporées aux individus. Ce sont non seulement les qualifications, mais aussi (et surtout dans le cas de pays en voie de développement) de l'état de santé, la nutrition, l'hygiène. Le capital humain d'une entreprise devrait avoir un impact positif sur sa rentabilité et sa performance.

Ce capital humain intègre aussi bien la dimension quantitative que qualitative. Entant que facteur de production, il constitue un coût (salaire, formation, etc) et sa contribution à la production des biens et services est appréhendée au moyen de la productivité du travail, mesurée par le rapport entre la quantité ou la valeur de la production et le nombre d'heures nécessaires pour la réaliser. Elle permet d'évaluer la capacité du personnel à produire une quantité, dite standard, de biens ou de services selon les normes ou les règles prédefinies.

Le présent chapitre s'appesantit sur trois (03) aspects. Le premier analyse les emplois permanents dans les entreprises. Le second étudie la productivité du travail en mettant en relief les évolutions observées par rapport à 2015. Le dernier point traite des charges de personnel.

### 3.1 Evolution des emplois permanents

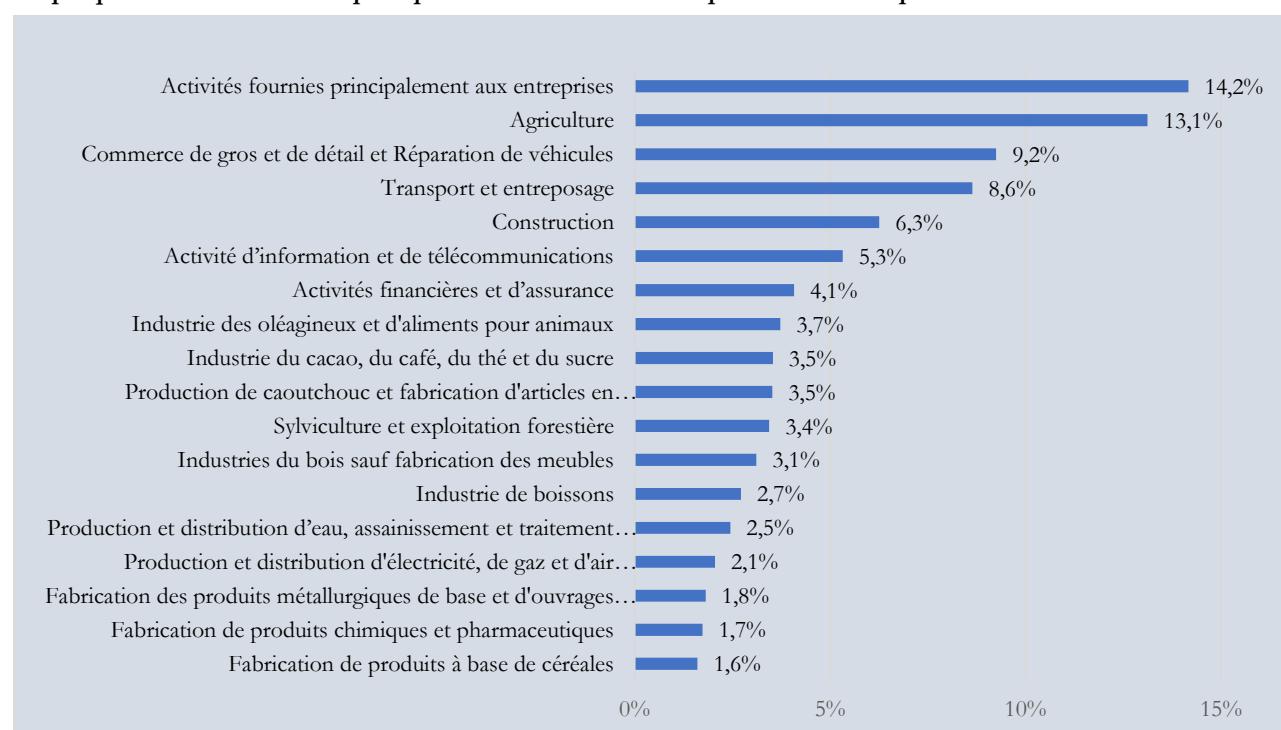
En 2016, la moyenne des emplois permanents des entreprises modernes a baissé, passant à 169 en 2016 contre 172 en 2015.

#### *Cinq(05) branches d'activités se répartissent plus de la moitié des effectifs employés*

Comme en 2015, les principaux foyers d'emplois sont logés dans cinq branches à savoir : les activités de soutien aux entreprises (14,2%), l'Agriculture (13,1%), les activités commerciales (9,2%), le transport et entreposage (8,6%), et la construction (6,3%). Ce top cinq totalise 51,4% du total des emplois en 2016, contre 53,5% en 2015.

Les autres branches d'activités emploient chacune moins de 6% du cumul des effectifs.

Graphique 4: Structure des emplois permanents dans les entreprises modernes par branche d'activité en 2016

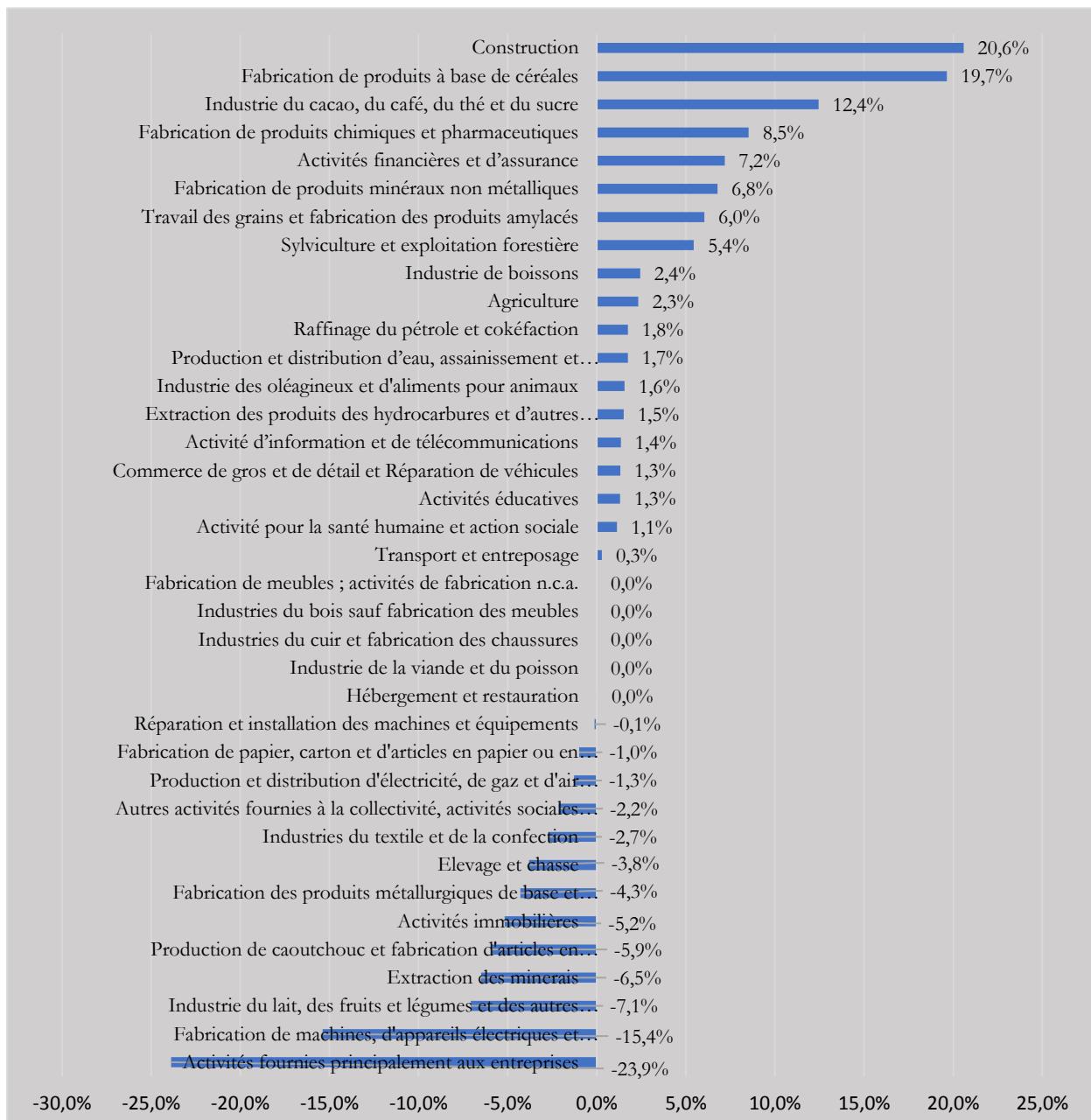


Source : INS/Base des données des DSF

### *Les services aux entreprises contribuent à la baisse des emplois moyens*

Les emplois moyens dans la branche « Activités fournies principalement aux entreprises » ont fortement chuté de -23,9%, plaçant ainsi cette branche en tête dans le recul des emplois. . Elle est suivie de la « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (-15,4%), de l'« Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (-7,1%), et l'« Extraction des minéraux » (-6,5%). A contrario, les hausses d'emplois moyens sont observées dans certaines branches dont les plus marquantes sont : la « construction » (+20,6%), la « Fabrication de produits à base de céréales » (+19,7%), l'« Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (+12,4%), les « Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques » (+8,5%) et les « Activités financières et d'assurance » (+7,2%). Il faut signaler qu'une stabilité de l'effectif moyen est observée dans cinq (05) branches, en l'occurrence l'« Industrie de la viande et du poisson », l'« Industrie du bois sauf fabrication de meubles », l'« Industrie du cuir et fabrication de chaussures », la « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a » et l'« Hébergement et restauration ».

**Graphique 5: Evolution des effectifs moyen (en %) par branche d'activité en 2016**



Source : INS/Base des données des DSF

### 3.2 Productivité du travail

La productivité du travail est un indicateur permettant d'appréhender la contribution du facteur travail à la richesse générée par l'entreprise.

Elle peut être mesurée de trois (03) façons :

- En rapportant la valeur ajoutée de l'entreprise par l'effectif employé. Dans ce cas, la productivité du travail s'identifie à la productivité par tête qui représente la quantité produite ou la valeur ajoutée réalisée par travailleur ;
- En rapportant la valeur ajoutée de l'entreprise par le nombre d'heures travaillées ; ce nombre étant égal au produit de la durée moyenne du travail (en heures par an) par le nombre de travailleurs. La productivité du travail est alors assimilée à la productivité horaire ;

- En rapportant la valeur ajoutée aux charges de personnel. On parle alors de rendement apparent du travail. Il mesure le montant de la valeur ajoutée dégagée pour 1 FCFA de frais de personnel payé. Comparativement à la productivité par tête, ce ratio a l'avantage d'intégrer la structure de l'emploi telle que la qualification et l'ancienneté.

Les données disponibles ne permettant pas de déterminer la productivité horaire du travail, l'étude s'est focalisée sur deux (02) angles : la productivité par tête et la productivité apparente.

En 2016, la productivité par tête s'établit à 9,5 millions de FCFA contre 9,7 millions de FCFA en 2015.

Le tableau 9 ci-après présente les branches les plus performantes en 2016, en termes de productivité du travail.

**Tableau 10: Branches à productivité du travail par tête élevée (en millions de FCFA)**

Code branche	Branche	2014	2015	2016
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	33,5	38,9	39,7
36	Activités financières et d'assurance	-	33,4	28,0
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	28,5	21,1	26,8
35	Activité d'information et de télécommunications	38,1	25,8	26,3
13	Industrie de boissons	23,4	20,9	21,2
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	28,3	23,2	16,6
37	Activités immobilières	-	16,7	16,0
34	Transport et entreposage	19,1	14,1	15,1
<b>Ensemble</b>		<b>10,7</b>	<b>9,7</b>	<b>9,5</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Comme en 2015, la productivité par tête est la plus élevée dans la branche « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (39,7 millions de FCFA). Suivent les branches « Activités financières et d'assurance » (28,0 millions de FCFA), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (26,8 millions de FCFA) et les « Activités d'information et de télécommunication » (26,3 millions de FCFA).

Quant au rendement apparent du travail, l'on note une tendance à la baisse de cet indicateur dans les entreprises.

**Tableau 11: Branches à rendement apparent du travail élevé**

Code Branche	Branche	2014	2015	2016
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	6,3	5,3	3,7
2	Elevage et chasse	1,2	2,9	3,5
37	Activités immobilières	-0,2	3,6	2,9
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,2	2,8	2,9
36	Activités financières et d'assurance	-	3,1	2,8
35	Activité d'information et de télécommunications	4	2,8	2,7
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	2,8	1,9	2,5

<b>10</b>	<b>Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux</b>	2,8	2,2	2,4
<b>6</b>	<b>Extraction des minerais</b>	-	0,5	2,3
<b>13</b>	<b>Industrie de boissons</b>	2,7	2,4	2,3
<b>TOTAL</b>	<b>ENSEMBLE</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>2,0</b>

Source : INS/Base des données des DSF

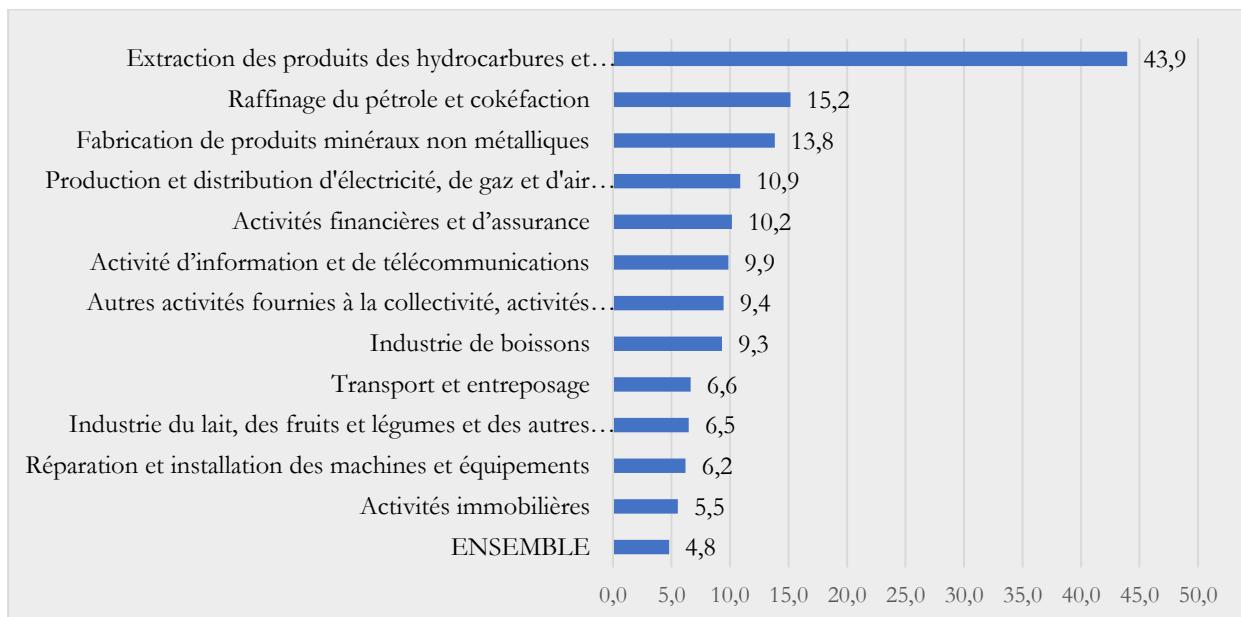
Il ressort qu'il s'est légèrement dégradé à 2,0% en 2016 contre 2,2% en 2015. Selon la branche d'activité, le « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » avec 3,7% est la branche la plus performante en 2016 même si son rendement apparent du travail diminue de -1,6 point par rapport à 2015. Elle est suivie par l'« Elevage et chasse » (3,5%), les « Activités immobilières » (2,9) et la « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (2,9).

### 3.3 Charges de personnel

Les charges de personnel regroupent toutes les dépenses liées au personnel, principalement permanent, en contrepartie du travail fourni. En 2016, les charges moyennes de personnel s'élèvent à 4,8 millions FCFA. Par rapport à l'année 2015, ces charges sont à la hausse de 6,2%.

L'importance des charges de personnel varie cependant selon la branche d'activité.

**Graphique 6: Charges moyennes de personnel dans les premières branches (en Millions FCFA) en 2016**



Source : INS/Base des données des DSF

La branche « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » est celle où la charge moyenne de personnel est la plus élevée, atteignant 43,9 millions, et due à une forte concentration de la main d'œuvre expatriée dont les salaires sont très élevés. Viennent ensuite le « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (15,2 millions de FCFA), la « fabrication des produits minéraux non métalliques » (13,8 millions de FCFA) et la « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (10,9 millions de FCFA).

## **Chapitre 4 : Rentabilité des entreprises**

Dans ce chapitre, est analysée la rentabilité des entreprises au travers de trois (03) ratios : le rendement économique, la rentabilité des ressources stables, et la rentabilité financière.

### **4.1 Rendement économique**

La mesure du rendement économique retenue ici est le ratio : Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Immobilisations Brutes (IB).

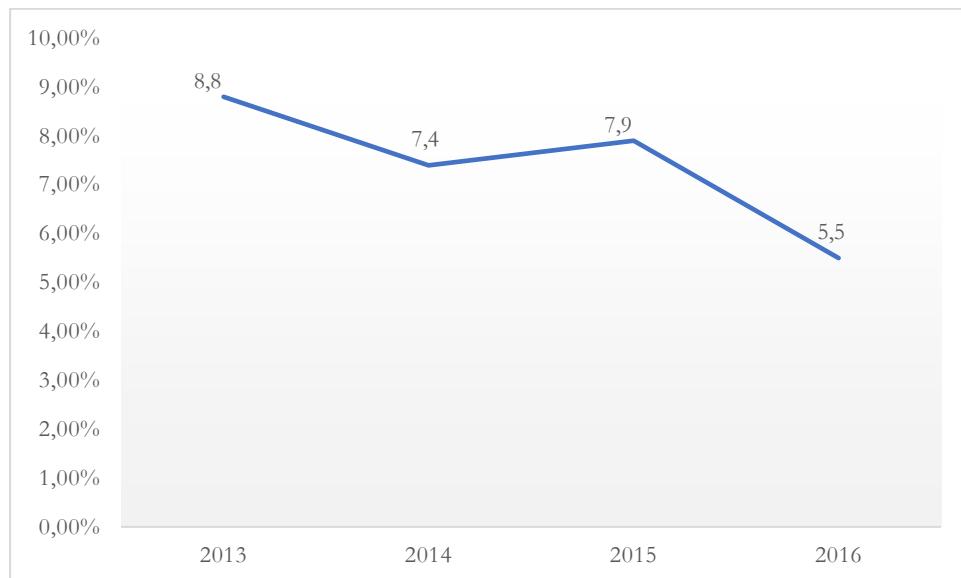
#### **Encadré 3: Analyse du rendement économique**

**D'un point de vue statique, le rendement économique (RE) peut être jugé favorable ou non selon le découpage suivant :**

- **RE <0**, dans ce cas l'entreprise subit des pertes opérationnelles qui peuvent s'expliquer par exemple par une guerre des prix ;
- **0 < RE < 5%**, rendement jugé faible ;
- **5% < RE < 10%**, zone d'incertitude (ou intermédiaire)
- **RE > 10%**, rendement favorable (ou élevé)

En 2016, l'on assiste à une chute du rendement économique à 5,5% soit plus de 2 points par rapport à 2015 (7,9%).

**Graphique 7: Evolution du rendement économique (%) de 2013 à 2016**



**Source** : INS/Base des données des DSF

#### **4.1.1 Les branches à rendement économique négatif**

***Des charges élevées brident la performance dans quelques cas***

Onze (11) branches d'activité présentent un rendement économique négatif en 2016, contre douze (12) en 2015. Il s'agit des « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles »; « Fabrication de meubles et activités de fabrication n.c.a. »; « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » et « Industrie de la viande et du poisson ».

Tableau 12: Branches à rendement économique négatif (en %)

Code BRANCHE	BRANCHE	2013	2014	2015	2016
1	<b>Agriculture</b>	5,9	-2,8	-0,5	-3,6
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	7,1	1,6	-6,8	-13,1
7	Industrie de la viande et du poisson	-	-4,3	-1,8	-4,4
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	-3,2	-7,2	-1,9
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	1,8	-2,3	0,0	-1,8
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	7,2	2,6	2,8	-0,4
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	2,3	79,8	-19,6	-12,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	2,3	-4,5	-23,6	-18,1
28	Réparation et installation des machines et équipements	-	-18,0	-1,1	-1,3
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	1,1	10,1	-1,7	-1,7
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	3,8	-78,5	-56,1	-52,4

Source : INS/Base des données des DSF

#### 4.1.2 Les branches à rendement économique faible

Les branches à faible rendement économique sont celles dont ledit rendement positif est inférieur à 5. C'est le cas de quatorze (14) branches en 2016 contre neuf (09) en 2015. L'on note que pour la branche « Extraction des minerais », c'est la première fois depuis 2013 qu'on assiste à un EBE positif. En outre la « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » renoue avec un rendement positif après un EBE négatif en 2015. Par ailleurs une forte baisse du rendement économique en 2016 dans la branche « Activités financières et d'assurance » a fait basculer cette branche à rendement économique élevé à la catégorie faible.

Tableau 13: Branches à faible rendement économique en 2016 (en %)

code BRANCHE	BRANCHE	2013	2014	2015	2016
6	<b>Extraction des minerais</b>	-11,9	-7,0	-2,4	4,9
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	8,5	31,7	4,9	3,2
15	Industries du textile et de la confection	5,4	16,7	3,3	2,4
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,3	13,5	-6,7	3,0
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	14,2	1,6	2,4	1,5
36	Activités financières et d'assurance	21,5	36,7	14,8	2,8
37	Activités immobilières	3,8	-1,9	1,7	1,7

Source : INS/Base des données des DSF

#### 4.1.3 Les branches à rendement économique intermédiaire

Les branches à rendement économique intermédiaire ont des ratios compris entre 5 et 10. Douze (12) branches d'activité sur trente-sept (37) sont dans ce groupe (contre 11 sur 37 en 2015). La situation a tendance à s'améliorer dans les branches « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné.» et « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ». La branche Sylviculture et exploitation forestière a vu sa situation se dégrader en 2016 par rapport à 2015. Elle a connu un retournement brusque, passant d'un rendement économique élevé à intermédiaire.

Tableau 14: Branches à rendement économique intermédiaire (en %)

code BRANCHE	BRANCHE	2013	2014	2015	2016
2	<b>Elevage et chasse</b>	-	1,3	7,5	9,8
3	<b>Sylviculture et exploitation forestière</b>	2,2	44,4	15,6	7,5
10	<b>Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux</b>	1,97	21,4	6,6	7,4
13	<b>Industrie de boissons</b>	8,2	26,6	9,8	9,1
17	<b>Industries du bois sauf fabrication des meubles</b>	7,5	17,4	6,4	6,3
18	<b>Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction</b>	6,7	25,7	2,9	7,5
20	<b>Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques</b>	15,5	34,9	6,2	6,8
22	<b>Fabrication de produits minéraux non métalliques</b>	8,6	10,8	8,3	8,7
29	<b>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné</b>	5,2	10,9	2,9	5,3
33	<b>Hébergement et restauration</b>	6,4	-4,0	7,6	6,9
35	<b>Activité d'information et de télécommunications</b>	18,2	30,9	8,3	7,5
40	<b>Activités éducatives</b>	7,5	8,4	5,4	5,7
<b>TOTAL</b>		8,8	19,5	7,9	5,5

Source : INS/Base des données des DSF

#### 4.1.4 Les branches à rendement économique élevé

*Avec un haut niveau de rendement économique, les activités de commerce de gros et de détail et réparation de véhicules et l'industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires figurent toujours parmi les plus rentables.*

En 2016 sept (7) branches d'activité sur trente-sept (37) sont dans ce groupe contre six (6) en 2015. Ceci résulte d'une constance de l'EBC des branches favorables en 2015.

Dans le secteur primaire en 2016, on n'y retrouve aucune branche.

Quant au secteur secondaire, trois (3) branches d'activité se retrouvent dans cette catégorie. La branche d'activité « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » renoue avec une rentabilité économique élevée à 11,4% après seulement 1,8% en 2015.

Enfin dans le tertiaire, la branche « Construction » passe d'un rendement économique intermédiaire en 2015, à un rendement élevé en 2016.

**Tableau 15: Branches à rendement économique élevé (en %)**

Code BRANCHE	BRANCHE	2013	2014	2015	2016
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	12,9	31,3	10,4	10,0
11	Fabrication de produits à base de céréales	17,4	110,8	28,8	13,5
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	15,5	26,0	1,8	11,4
31	Construction	10,5	14,3	8,4	11,6
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	25,2	111,6	37,1	31,8
34	Transport et entreposage	-2,7	26,4	9,0	10,0
38	Activités fournies principalement aux entreprises	7,2	37,1	34,1	24,7

Source : INS/Base des données des DSF

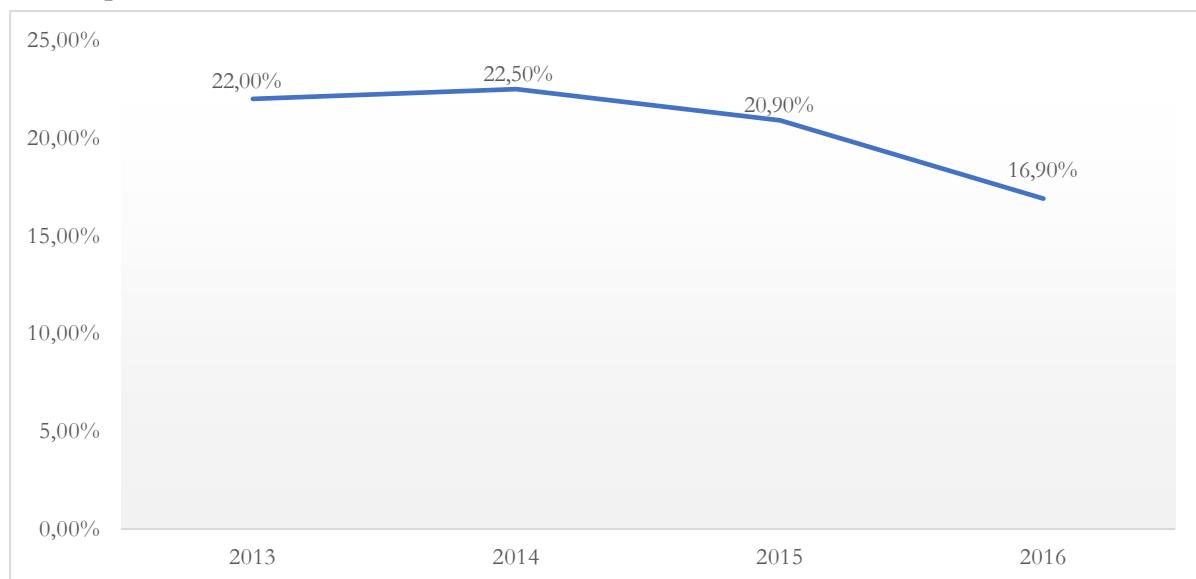
## 4.2 Rentabilité des ressources stables

### *Baisse de la rentabilité des ressources stables en 2016*

La rentabilité des ressources stables est le ratio : [Excédent Brut d'Exploitation (EBE)/Ressources stables (RS) nettes des Immobilisations financières (IF)].

La rentabilité des ressources stables, toutes branches confondues, s'établit à 16,9% en 2016, contre 20,9% en 2015. Elle marque ainsi une baisse d'environ 4 points par rapport à 2015.

**Graphique 8: Evolution de la rentabilité des ressources stables de 2013 à 2016**



Source : INS/Base des données des DSF

Les branches à rendement des ressources stables négatives sont répertoriées dans le tableau 15. Elles se caractérisent par leur excédent brute d'exploitation négatif en 2016. La rentabilité des ressources stables est restée négative dans les branches « Agriculture», « Industrie de la viande et du poisson », « Industries du cuir et fabrication des chaussures » et « Réparation et installation des machines et

équipements » au cours des trois dernières années. C'est également le cas de la branche « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles avec un ratio les plus importants en valeur absolue.

Tableau 16: Rentabilité négative des ressources stables des branches en 2016 (en %)

Code BRANCHE	BRANCHE	2013	2014	2015	2016
1	Agriculture	17,8	-3,0	-1,9	-14,7
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-	1,5	-14,5	-17,3
7	Industrie de la viande et du poisson	-	-2,8	-2,9	-2,7
11	Fabrication de produits à base de céréales	56,1	79,2	43,0	-181,5
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	-9,5	-69,7	-17,5
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-	2,1	5,5	-0,7
28	Réparation et installation des machines et équipements	-	-38,4	-2,6	-3,1
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	6,2	6,7	-2,6	-2,6
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	32,2	-512,1	-176,7	-176,7

Source : INS/Base des données des DSF

La branche « Fabrication de produits à base de céréales » a connu un retournement brusque en 2016, avec un rendement de -181,5% après des taux se situant à 43-79,2% entre 2013 et 2015.

Pour la grande majorité des branches d'activité, la rentabilité des ressources stables est positive. Les valeurs les plus élevées sont observées dans les branches présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 17: Rentabilité positive des ressources stables des branches en 2016 (en %)

Code	BRANCHE	2013	2014	2015	2016
2	Elevage et chasse	-	4,1	47,0	67,7
3	Sylviculture et exploitation forestière	7,8	62,3	56,8	27,0
6	Extraction des minerais	-11,9	-28,3	-13,5	22,3
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	47,8	124,4	7,1	40,9
13	Industrie de boissons	26,9	29,5	28,1	29,6
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	-	18,2	0,2	37,3
26	Fabrication de matériel de transport	-	-	212,2	126,4
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-1,9	23,1	-18126,1	6698,1
31	Construction	29,8	152,9	851,0	342,6
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	34,2	101,7	100,4	63,6
33	Hébergement et restauration	23,3	-3,4	30,6	21,4
34	Transport et entreposage	-7,5	20,4	18,7	21,3
36	Activités financières et d'assurance	50,9	37,5	43,4	33,4
38	Activités fournies principalement aux entreprises	-	29,0	45,1	31,6
<b>TOTAL</b>		<b>22,0</b>	<b>22,5</b>	<b>20,9</b>	<b>16,9</b>

Source : INS/Base des données des DSF

## 4.3 Rentabilité financière des entreprises

### *Dégradation continue de la rentabilité financière en 2016*

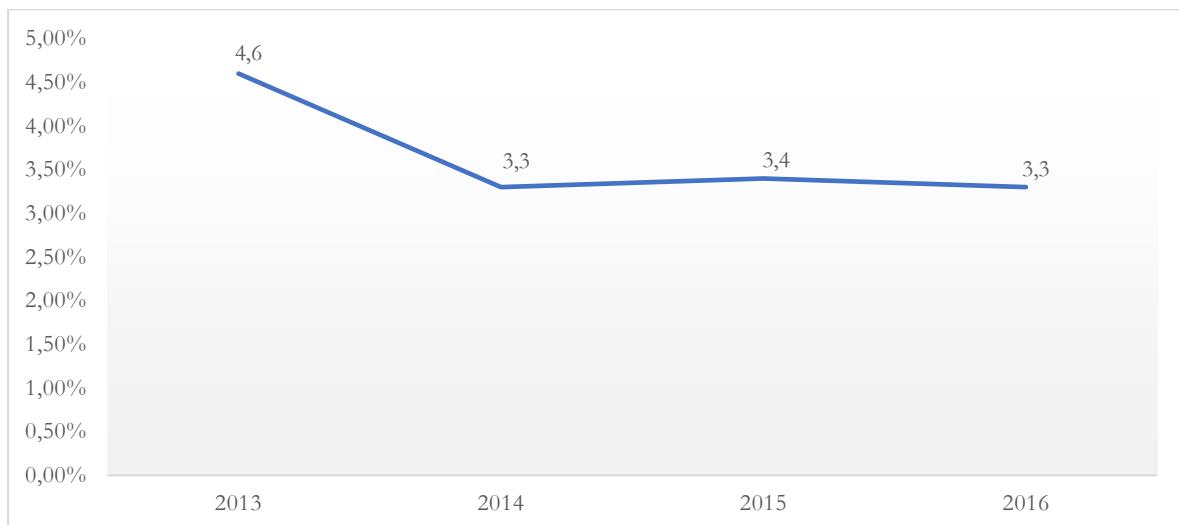
La rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager du profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxon au « Return On Equity » en abrégé ROE.

Alors que le rendement économique évalue les performances de l'entreprise en termes économiques, la rentabilité financière détermine plutôt l'aptitude de l'entreprise à rémunérer le capital engagé. Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs.

La rentabilité financière est évaluée par le ratio : **Résultat Net / Capitaux propres**. Il a cependant l'inconvénient de ne pas permettre les comparaisons internationales puisqu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal.

La rentabilité financière pour l'ensemble des entreprises poursuit sa chute en 2016. En effet, elle est passée de 3,4% en 2015 à 3,3% en 2016. Elle se situait à un pic élevé de 17,4% en 2012. Les niveaux s'échelonnaient entre 14 et 16% sur la période 2006 – 2008.

**Graphique 9: Evolution de la rentabilité financière (%) des entreprises de 2013 à 2016**



Source : INS/Base des données des DSF

On remarque une évolution historiquement significative de cet indicateur dans la branche « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux» (cf. tableau 17).

**Tableau 18: Branches à rentabilité financière élevée en 2016 (en %)**

Code branch	BRANCHE	201	2014	2015	2016
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	3	-	-25,1	-117,9
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	13,8	16,3	23,8
34	Transport et entreposage	8,4	9,9	11,7	12,7
38	Activités fournies principalement aux entreprises	7,3	25,4	12,3	18,2

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches affichant la rentabilité financière faible sont répertoriées dans le tableau 18 ci-dessous. Hormis les branches « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets », « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction », « Industries du bois sauf fabrication des meubles et Activités éducatives » qui évoluent en 2016, toutes les autres branches affichent une tendance baissière.

Tableau 19: Branches à rentabilité financière faible en 2016 (en %)

Code BRANCH E	BRANCHE	201 3	2014	2015	2016
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	6,5	3,1	10,4	8,2
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	6,3	8,0	5,0	3,9
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-3,0	7,6	5,7	2,1
13	Industrie de boissons	5,5	11,8	9,0	4,3
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	2,2	-5,0	2,9	4,4
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-	6,5	-1,0	2,7
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-	7,7	-2,2	6,6
36	Activités financières et d'assurance	14,2	14,2	24,2	1,6
40	Activités éducatives	3,3	-0,3	3,1	3,1
<b>TOTAL</b>		<b>4,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>

Source : INS/Base des données des DSF

## Chapitre 5 : Outils de production, investissements et immobilisations des entreprises

Les outils de production se réfèrent à l'ensemble des capacités (capital, travail) dont l'entreprise a besoin pour produire les biens et services. La notion d'immobilisation intègre l'ensemble des biens durables détenus par une entreprise sur plus d'un exercice comptable et qui ne sont pas destinés à la revente. Ces biens représentent des investissements engagés afin de renouveler et ou développer le potentiel productif de l'entreprise.

Le présent chapitre traite tour à tour de la productivité du capital, du comportement de l'investissement, de l'intensité capitaliste, du renouvellement des immobilisations et enfin du poids des immobilisations dans le bilan.

### 5.1 Productivité du capital

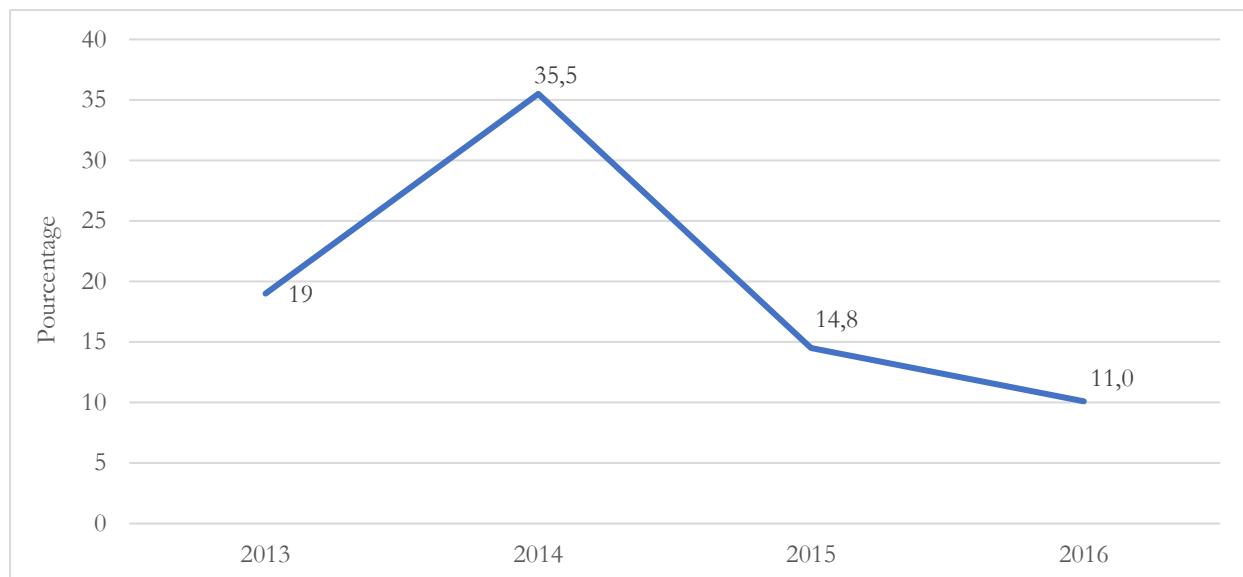
La productivité est un indicateur important dans l'analyse de la performance des entreprises. Elle se mesure par le ratio : production en volume /volume des facteurs ; et informe sur le niveau d'efficience dans l'utilisation des facteurs (capital et travail) pour un niveau donné d'output.

La **productivité du capital** d'une entreprise est mesurée par le ratio entre la valeur ajoutée et le stock de capital utilisé, ce dernier étant approché par les Immobilisations Brutes.

#### *La baisse de la productivité du capital se poursuit*

La productivité du capital s'est située à 11,0% en 2016 contre 14,8% en 2015 et 35,5% en 2014. Elle se situait entre 15 et 19% entre 2006-2013. Cette productivité permet de différencier les branches d'activités selon qu'elles sont « labour intensive » ou « capital intensive ».

**Graphique 10 : Productivité du capital entre 2013 et 2016 (en %)**



Source : INS/Base des données des DSF

Les branches à productivité du capital les plus élevées sont consignées dans le tableau 19.

Il s'agit principalement des entreprises qui exercent leurs activités dans les branches suivantes : « Activités fournies principalement aux entreprises » (65,6%), « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (47,5%) et « Commerce de gros et de détail et réparation

de véhicules » (45,7%). Ce sont des activités qui ne nécessitent pas un investissement important en capital fixe mais qui dégagent une valeur ajoutée élevée dans le contexte économique national.

**Tableau 20: Branches à productivité du capital élevée en 2016 (en %)**

Cod e	BRANCHE	Valeur Ajoutée/ Immobilisation Brute			
		2013	2014	2015	2016
38	Activités fournies principalement aux entreprises	-	110,7	77,8	65,6
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	86,6	61,7	50,9	47,5
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	39,1	132,5	47,1	45,7
11	Fabrication de produits à base de céréales	28,4	157,3	49,7	35,5
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	30,2	53	17,9	29,3
31	Construction	18,6	52,8	25,9	28,0
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	9,4	59,5	25,1	25,1
3	Sylviculture et exploitation forestière	12,5	86,5	30,6	22,9

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches ayant les plus faibles productivités du capital sont le « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (0,2%) et les « Industries du cuir et fabrication des chaussures » (2,0%). Il faut relever ici l'effondrement historique de la productivité du capital dans la branche « Activités financières et d'assurances », à 4,4% en 2016 contre des taux très élevés antérieurement.

Tableau 21: Branches à productivité du capital faible en 2016 (en %)

Code	BRANCHE	Valeur Ajoutée/ Immobilisation brute			
		2013	2014	2015	2016
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	4,2	0,2	1,7	0,2
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	11,9	-3,0	2,0
37	Activités immobilières	9,1	-0,3	3,0	2,7
28	Réparation et installation des machines et équipements	-	1,7	3,4	3,2
36	Activités financières et d'assurance	30,2	52,6	21,9	4,4
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.			-1,0	4,4
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	27,3	7,2	7,0	5,3
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-	15,1	8,6	5,5
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-	32,6	-3,9	5,6
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	12,4	40,7	9,1	7,9
1	Agriculture	-	29,5	8,0	8,2
6	Extraction des minerais	-7,7	-0,6	2,6	8,7
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-	16,8	6,3	9,0
35	Activité d'information et de télécommunications	22,6	41,2	12,9	11,8
33	Hébergement et restauration	12,2	15,8	12,5	12,6
15	Industries du textile et de la confection	14,2	56,6	13,3	12,7
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	9,9	33,1	12,4	12,8
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	16,3	19,5	13,1	13,4
2	Elevage et chasse	-	7,5	11,5	13,7
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	26,6	67	15,7	16,2
13	Industrie de boissons	14,7	42,2	16,8	16,3
34	Transport et entreposage	14,5	44,6	17,5	17,9
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	22,6	67	17,3	18,3
<b>Ensemble</b>		<b>19</b>	<b>35,5</b>	<b>14,8</b>	<b>11,0</b>

Source : INS/Base des données des DSF

## 5.2 Analyse des investissements

Un investissement représente toute opération réalisée au cours d'une période (généralement l'année) par l'entreprise et consistant en l'acquisition des moyens de production.

Dans un contexte de résilience, les entreprises ont su tirer profit d'une politique monétaire axée sur la relance de la croissance. En effet, le taux créditeur minimum (TCM) qui a baissé entre 2014 et 2015 de 2,75 à 2,45 est resté inchangé en 2016; et dans ce sillage le taux effectif global (TEG) moyen des crédits accordés aux grandes entreprises est passé de 7,75% à 6,81% à l'effet de faire repartir le crédit et relancer les investissements.

Malgré ces mesures, les investissements ont fortement baissé en 2016 par rapport à l'année précédente. En effet, ils fléchissent de -30,3%, en raison de la forte baisse des investissements dans les secteurs secondaire (-50,6%) et tertiaire (-22,9%) qui n'a pas pu être contenu par le dynamisme du secteur

primaire (+298,6%). Le taux d'investissement est passé de 107,3% en 2015 à 78,8% en 2016 se situant toujours largement au-dessus du taux de marge.

**Tableau 22: Evolution des investissements par secteur d'activité entre 2015 et 2016 (en %)**

Secteur d'activité	Taux de croissance des investissements	Taux d'investissement en 2015	Taux d'investissement en 2016
Primaire	298,6	36,5	161,8
Secondaire	-50,6	172,4	76,8
Tertiaire	-22,9	86,6	73,8
<b>Ensemble</b>	<b>-30,3</b>	<b>107,3</b>	<b>78,8</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

En ce qui concerne le secteur primaire, la croissance des investissements est imputable à la « Sylviculture et exploitation forestière » (+555,2%) et « élevage et chasse » (+135,0%).

**Tableau 23: Evolution des investissements dans le secteur primaire entre 2015 et 2016 (en %)**

Secteur d'activité	Taux de croissance des investissements
Agriculture	69,0
Elevage et chasse	135,0
Sylviculture et exploitation forestière	555,2
<b>Ensemble</b>	<b>298,6</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

Dans le secteur secondaire, le net repli des dépenses d'investissement sont consécutifs à leur baisse dans la quasi-totalité des branches. La croissance exponentielle des investissements est cependant à relever dans les branches « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a», et «Industries du cuir et fabrication des chaussures».

**Tableau 24: Evolution des investissements dans le secteur secondaire entre 2015 et 2016 (en %)**

Branche	Taux de croissance (en %)
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-12,0
Extraction des minéraux	-64,4
Industrie de la viande et du poisson	-62,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-71,4
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-52,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-83,7
Fabrication de produits à base de céréales	21,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-43,1
Industrie de boissons	-79,2
Industries du textile et de la confection	239,1
Industries du cuir et fabrication des chaussures	14656,1
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-19,3
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	95,6
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-99,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	33,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-72,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-44,8
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	16,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	2410,6
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	245,7

Branche	Taux de croissance (en %)
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-95,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-99,2
Construction	-60,6
<b>Ensemble</b>	<b>-50,6</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Les investissements du secteur tertiaire baissent de 22,9% par rapport à 2015. Le dynamisme de ce secteur porté par les « Activités financières et d'assurance » (+167,4%), le « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (+19,9%), a été plombé par la mauvaise tenue dans les « activités d'information et de télécommunication » (-96,9%), le « transport et entreposage » (-26,9%) et les « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (-20,1%).

**Tableau 25: Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2015 et 2016 (en %)**

Branche	Taux de croissance
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	19,9
Hébergement et restauration	-10,7
Transport et entreposage	-26,9
Activité d'information et de télécommunications	-96,9
Activités financières et d'assurance	167,4
Activités immobilières	6,1
Activités fournies principalement aux entreprises	7,0
Activités éducatives	0,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	-1,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	20,1
<b>Ensemble</b>	<b>-22,9</b>

Source : INS/Base des données des DSF

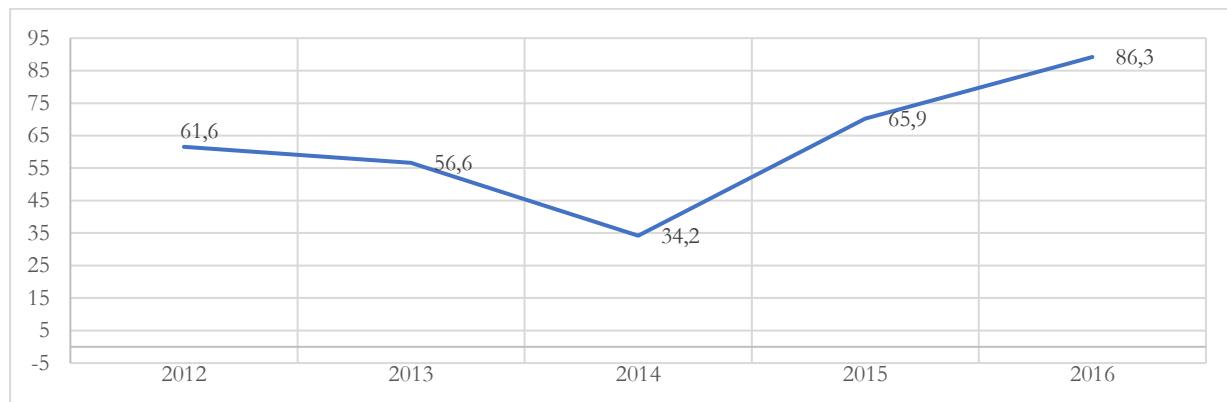
### 5.3 Analyse de l'intensité capitalistique

L'intensité capitalistique est définie par le rapport entre les immobilisations brutes et les effectifs employés. Le stock de capital fixe (ou immobilisations brutes) est généralement valorisé, selon le système comptable OHADA, dans les états comptables des entreprises à leurs coûts historiques.

L'évolution de l'intensité capitalistique renseigne sur le rythme de substitution du capital au travail.

En 2016, l'intensité capitalistique (IB/Effectifs) de l'ensemble des entreprises modernes de l'économie nationale a poursuivi sa hausse à 86,3 millions de FCFA par tête, contre 65,9 millions en 2015. Cette tendance signifie un renouvellement du stock de capital plus rapide que l'évolution de la main d'œuvre.

**Graphique 11: Evolution de l'intensité capitalistique de 2012 à 2016 (En millions FCFA)**



**Source :** INS/Base des données des DSF

L'examen par branches révèle des disparités. Le tableau suivant présente celles dont l'intensité capitalistique est supérieure à la moyenne.

**Tableau 26: Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2016**

Code BRANCHE	BRANCHE	IB/Effectifs(en millions FCFA)		
		2014	2015	2016
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	572	821,2	786,3
36	Activités financières et d'assurance	79,1	152,6	638,1
37	Activités immobilières	302	563,4	597,8
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	654	855,9	516,7
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	171	335,0	299,0
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	172	296,7	296,5
35	Activité d'information et de télécommunications	92,6	200,4	223,1
28	Réparation et installation des machines et équipements	10,9	138,0	138,2
13	Industrie de boissons	55,3	124,0	129,9
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets		102,0	121,7
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	76,9	94,4	100,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	79,1	99,5	96,8
<b>Ensemble</b>		<b>34,2</b>	<b>65,9</b>	<b>86,3</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

Les branches qui ont une intensité capitalistique élevée sont, dans l'ordre décroissant: « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (786,3 millions FCFA), les « Activités financières et d'assurance » (638,1 millions FCFA), les « Activités immobilières » (597,8 millions FCFA), l' « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (516,7 millions FCFA), et la « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (299,0 millions FCFA).

Il convient de signaler que l'intensité capitalistique de la branche « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » qui était d'environ 856 en 2015, a connu une baisse de près de moitié. La hausse des emplois, et le contexte de chute du prix des hydrocarbures pourraient expliquer cette situation.

A contrario, dans le contexte de l'économie nationale, les branches à faible intensité capitalistique sont celles de l' « Industrie de la viande et du poisson » (5,9 millions FCFA), des « Activités fournies

principalement aux entreprises » (6,3 millions FCFA), de la « Fabrication de produits à base de céréales » (6,6 millions FCFA).

Il est à relever que l'intensité capitaliste de la branche « Agriculture » qui était de l'ordre de 5,6 millions de FCA en 2014 a connu une augmentation, passant à 16,6 millions en 2015, pour se stabiliser autour de 16,3 en 2016. Ainsi, les efforts déployés par l'Etat avec l'appui des partenaires au développement notamment, ont permis l'amélioration de la mécanisation de l'agriculture camerounaise.

**Tableau 27: Branches à faible intensité capitaliste en 2016**

Code	BRANCHE	2014	2015	2016
7	Industrie de la viande et du poisson	5,97	14,6	5,9
38	Activités fournies principalement aux entreprises	2,99	4,7	6,3
11	Fabrication de produits à base de céréales	3,63	6,5	6,6
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	7,49	8,6	9,5
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	8,19	12,7	12,6
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	3,51	15,0	15,0
1	Agriculture	5,63	16,6	16,3
40	Activités éducatives	13	18,8	18,9
3	Sylviculture et exploitation forestière	7,03	22,6	22,5
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	5,99	23,5	24,1
31	Construction	14,2	29,6	26,6
16	Industrie du cuir et fabrication des chaussures		28,4	27,5
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	18,1	34,1	29,2
15	Industries du textile et de la confection	8,3	32,9	34,2
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	13,6	32,5	35,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	11,5	37,2	36,2
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	21,4	49,2	36,4
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre		39,7	36,5
2	Elevage et chasse	11,21	36,4	37,8
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	15,8	37,8	38,0
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	23,5	38,2	39,0
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	1,81	42,3	49,1
33	Hébergement et restauration	24,1	71,5	73,3
6	Extraction des minerais	114	96,3	74,6
34	Transport et entreposage	42,9	80,9	84,3

Source : INS/Base des données des DSF

Il est à noter également la multiplication par quatre (04) de l'intensité capitaliste de la branche « Activités financières et d'assurances », qui trouverait son explication dans la tendance actuelle à l'intégration des TIC.

## 5.4 Rythme de renouvellement des immobilisations

L'obsolescence, l'usure ou la fragilité des équipements de production sont généralement à l'origine des pertes de compétitivité et parfois de démantèlements de pans entiers de secteurs économiques laissés à la dérive.

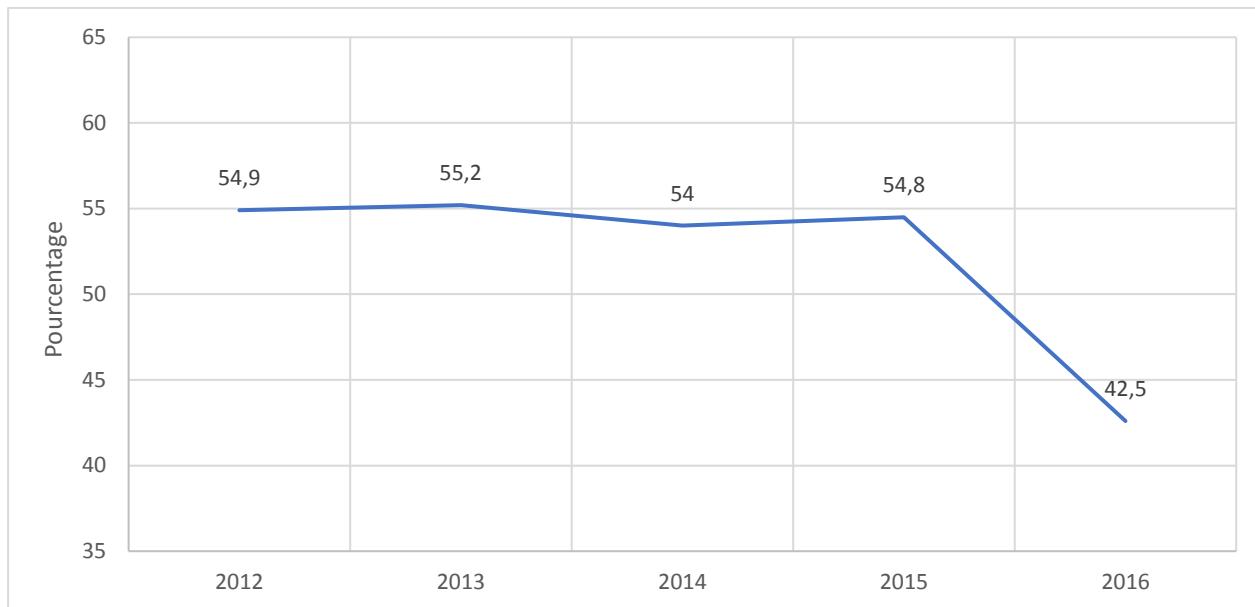
Le taux de vieillissement des immobilisations est mesuré par le ratio : **Amortissements Cumulés(ACM)/Immobilisations Brutes(IB)** (en %) et indique le degré de vieillissement ou la jeunesse des équipements productifs utilisés dans l'entreprise. Plus il est élevé, plus le capital productif est ancien. En revanche, une tendance à la baisse du degré de vieillissement des équipements est le

signe d'un renouvellement des immobilisations (remplacement des anciens équipements par des nouvelles acquisitions à l'état neuf ou d'occasion).

### *Amélioration du rythme de renouvellement du parc des équipements productifs*

Le taux de vieillissement a connu une nette décélération (Graphique 10) en 2016, à 42,5% contre 54,8% en 2015, et autour de 55% depuis 2012. Ainsi, dans l'ensemble, la tendance au vieillissement du parc des équipements productifs s'est estompée en 2016, le taux se situant pour la première fois en dessous de 50%.

**Graphique 1: Evolution du taux de vieillissement de 2012 à 2016**



**Source :** INS/Base des données des DSF

Le tableau suivant renseigne sur les branches d'activités dont les équipements productifs sont relativement « jeunes » par rapport à la moyenne nationale.

**Tableau 28: Branches à indice de vieillissement inférieur à la moyenne globale en 2016**

Code Branch e	Branche	Amortissement cumulé/Immobilisation brute (%)		
		2014	2015	2016
7	Industrie de la viande et du poisson	59,5	60,5	0,3
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	20,8	20,9	9,4
36	Activités financières et d'assurance	37,6	58,4	13,1
6	Extraction des minéraux	57,2	25,1	35,5
2	Elevage et chasse	41,4	34,5	37,3
40	Activités éducatives	47,4	40,1	39,6
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	38,4	33,1	39,7
28	Réparation et installation des machines et équipements	34,9	40,0	40,0
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	45,4	60,5	41,5

**Source :** INS/Base des données des DSF

A l'analyse du tableau 27, les branches d'activité ayant un meilleur taux de renouvellement des outils de production sont les suivantes : « Industrie de la viande et du poisson » (0,3%), « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (9,4%), « Activités financières et

d'assurance » (13,1%), et « Extraction des minerais » (35,5%). Dans les branches « Extraction des minerais », « Elevage et chasse » et « Raffinage du pétrole et cokéfaction », bien que cet indicateur soit inférieur à la moyenne, il est plus élevé par rapport à 2015, traduisant un ralentissement du renouvellement des immobilisations dans ces branches.

En revanche, les branches d'activités disposant des équipements les plus « vétustes » sont : les « Activités pour la santé humaine et action sociale » (95,5%), les « Industries du textile et de la confection » (86,5%), la « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (82,0%), « Industries du cuir et fabrication des chaussures » avec un taux de vieillissement de 78% ; les « Industries du cacao, du café, du thé et du sucre » (77,0%) ; les « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (76,9%) ; la Industries du bois sauf fabrication des meubles » (73,6%) pour ne citer que ces branches.

**Tableau 29: Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne en 2016**

<b>Code branche</b>	<b>Branche</b>	<b>Amortissement cumulé/Immobilisation brute (%)</b>		
		<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	66,9	95,5	95,5
15	Industries du textile et de la confection	77,6	84,4	86,5
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	84,4	80,5	82,0
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	73,9	74,7	78,0
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	62,8	63,5	77,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	75	74,9	76,9
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	61	71,9	73,6
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	65,4	70,7	73,4
3	Sylviculture et exploitation forestière	69	71,6	73,3
33	Hébergement et restauration	69	69,8	70,5
1	Agriculture	65,6	73,0	69,2
34	Transport et entreposage	77	68,0	68,3
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	47,2	63,9	65,5
13	Industrie de boissons	60,8	63,3	65,2
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	70,8	70,0	65,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	47,4	61,8	63,1
31	Construction	61,2	55,4	61,1
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	55,4	56,9	58,1
38	Activités fournies principalement aux entreprises	54,4	56,4	55,0
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	49,2	37,7	54,8
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	46,1	40,7	53,7
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	16,1	70,6	53,5
11	Fabrication de produits à base de céréales	62,4	59,1	52,7
35	Activité d'information et de télécommunications	55,9	56,7	52,0
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	65,9	53,2	49,6
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	53,7	51,0	47,3
37	Activités immobilières	44,6	44,8	45,8
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	44,4	41,5	45,0

**Source :** INS/Base des données des DSF

## 5.5 Poids des immobilisations et de l'actif circulant

Le bilan d'une unité de production, présente une configuration spécifique, laquelle se traduit par des différences caractéristiques de poids, tant du côté des rubriques d'actif que du passif.

Il est question ici de présenter le poids des immobilisations et de l'actif circulant dans le total du bilan. A cet effet la structure globale de l'actif en 2016 est comparée à celle de 2015, ensuite une classification des branches d'activité, en trois (03) grands groupes, est opérée en fonction de l'organisation des rubriques.

### 5.5.1 Structure globale de l'actif

#### *Une structure de l'actif quasiment identique entre 2015 et 2016*

Tout comme en 2015, la structure de l'actif du bilan en 2016, des entreprises modernes se caractérise par un poids plus important des immobilisations non financières par rapport aux immobilisations financières.

Ainsi, les stratégies d'investissement opérées en 2016, semblent suivre celles de l'année 2015 ; c'est-à-dire, une allocation des avoirs plus favorables aux biens durables que sont notamment les immobilisations corporelles.

Il y'a de lieu de noter que la trésorerie des entreprises, toutes branches confondues, s'est légèrement améliorée en 2016 à 16,5% contre une moyenne de 14,8% entre 2013 et 2015.

**Tableau 30: Structure des rubriques de l'actif de 2012 à 2016 (%)**

Structure de l'Actif	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Immobilisations non Financières</b>	30,6	28,2	32,3	32,7	33,3
<b>Immobilisations Financières</b>	6,8	5,7	4,9	5,2	4,3
<b>Actif Circulant</b>	46,1	51,2	47,9	47,5	45,9
<b>Trésorerie Actif</b>	16,5	14,9	14,9	14,6	16,5
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : INS/Base des données des DSF

### 5.5.2 Organisation de la structure du bilan de l'actif par branche d'activité

La structure de l'actif du bilan des différentes branches de l'économie peut être organisée selon trois (03) grands groupes caractéristiques : les branches présentant un quasi équilibre entre les immobilisations et l'actif circulant ; celles présentant les immobilisations avec un poids plus important ; et enfin les branches pour lesquelles l'actif circulant est prépondérant.

#### *Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants*

En 2016, les immobilisations (financières et non financières) et les autres rubriques du bilan s'équilibrent pratiquement dans les trois (03) branches d'activité suivantes :

**Tableau 31: Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2016 (%)**

Branche	Immobilisations	Actif Circulant
<b>Agriculture</b>	48,5	51,5
<b>Extraction des minerais</b>	50,6	49,4
<b>Industrie de la viande et du poisson</b>	50,8	49,2

Source : INS/Base des données des DSF

## Branches à immobilisations prépondérantes

En 2016, les immobilisations sont plus importantes et représentent plus de 50% de l'actif dans Quatorze (14) branches d'activité dont :

- Une (01) du secteur primaire : « Elevage et chasse » ;
- Huit (08) du secteur secondaire : « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets », « Réparation et installation des machines et équipements », « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné », « Industrie de boissons », « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » et « Raffinage et cokéfaction » ;

Cinq (05) du secteur tertiaire : « Activités immobilières », « Activités éducatives », « Hébergement et restauration », « Activité pour la santé humaine et action sociale » et « Activité d'information et de télécommunications ».

**Tableau 32: Branches à immobilisations prépondérantes en 2016 (%)**

<b>Code Branche</b>	<b>Branche</b>	<b>Immobilisations /total actif net</b>	<b>Actif circulant/total actif net</b>
40	Activités éducatives	81,7	18,3
37	Activités immobilières	80,2	19,8
2	Elevage et chasse	77,2	22,8
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	75,1	24,9
28	Réparation et installation des machines et équipements	73,2	26,8
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	69,0	31,0
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	67,8	32,2
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	67,7	32,3
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	63,7	36,3
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	62,3	37,7
35	Activité d'information et de télécommunications	60,5	39,5
33	Hébergement et restauration	58,5	41,5
13	Industrie de boissons	54,7	45,3
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	53,7	46,3

Source : INS/Base des données des DSF

## Branches à actif circulant prépondérant

En 2016, vingt (20) branches d'activité présentent un poids de l'actif circulant prépondérant. C'est le cas dans le contexte national des activités à cycle court à l'exemple du « Commerce » et des « activités financières » ; et aussi les branches industrielles telles que les « Industries du cuir et fabrication des chaussures » ; « Fabrication de produits à base de céréales » et « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ». Les entreprises de construction sont également dans cette situation.

Tableau 33: Déséquilibre des branches à actif circulant important en 2016 (%)

Code Branche	Branche	Immobilisations /total actif net	Actif circulant/total actif net
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	9,8	90,2
36	Activités financières et d'assurance	12,9	87,1
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	18,3	81,7
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	18,4	81,6
31	Construction	18,8	81,2
11	Fabrication de produits à base de céréales	21,9	78,1
3	Sylviculture et exploitation forestière	24,6	75,4
38	Activités fournies principalement aux entreprises	26,7	73,3
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	27,6	72,4
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	28,5	71,5
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	29,9	70,1
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	30,2	69,8
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	36,5	63,5
15	Industries du textile et de la confection	37,0	63,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	37,4	62,6
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	37,6	62,4
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	38,1	61,9
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	41,7	58,3
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	44,4	55,6
34	Transport et entreposage	45,5	54,5

Source : INS/Base des données des DSF

## Chapitre 6: Analyse de l'endettement des entreprises et du financement de l'actif par le passif

L'endettement représente un mode de financement quasi incontournable pour une entreprise. En effet, une entreprise s'endette soit pour financer son besoin en fonds de roulement (décalage entre les encaissements et les décaissements), soit pour faire face au décalage entre l'investissement réalisé et les cash-flows susceptibles d'être générés. La dette fait donc partie intégrante de la vie d'une entreprise : elle constitue à la fois une opportunité de développement au travers des possibilités d'action qu'elle offre (acquisition d'équipements, matériels et licences ; financement du BFR ; Recherche et Développement ; innovation, ...) et un risque de défaillance en cas de non maîtrise du taux d'endettement.

La question récurrente est celle de savoir quel est le niveau d'endettement que l'entreprise peut contracter pour profiter de la conjoncture favorable du marché, sans détériorer sa solvabilité et sa santé économique et financière ? A quel seuil l'entreprise doit donc se situer pour son développement, tout en se mettant à l'abri de l'insécurité ?

Divers indicateurs d'évaluation du caractère supportable ou non de la dette, se proposent d'établir et parfois de prédire, les risques liés au surendettement ou simplement à la mauvaise structure de celle-ci.

### **Encadré 4: Analyse du seuil d'endettement soutenable d'une entreprise**

L'analyse du taux d'endettement d'une entreprise informe sur sa solvabilité. Elle permet de répondre à diverses questions notamment :

- (i) l'entreprise dispose-t-elle d'une marge d'endettement ?
- (ii) l'entreprise pourra-t-elle rembourser ses dettes lorsqu'elles arriveront à échéance ?
- (iii) combien de temps (année) faudra-t-il à l'entreprise pour solder ses dettes grâce à ses capitaux propres ?

L'analyse de la solvabilité de l'entreprise se fait suivant 02 approches : l'approche objective et l'approche subjective.

#### **Approche objective**

Elle s'appesantit sur la solvabilité globale de l'entreprise. La préoccupation est celle de savoir si les ressources propres de l'entreprise peuvent lui permettre de supporter une dévalorisation de son actif. Le rapport du niveau des capitaux propres par rapport au total du bilan est une mesure du degré d'engagement des actionnaires dans le risque de défaillance de l'entreprise.

En général, un endettement est jugé solvable si ce ratio est supérieur au seuil de 25%. Cependant, ce seuil varie suivant les branches d'activité. Il est accepté un seuil de 35% pour le secteur industriel et 20% pour le secteur commercial.

#### **Approche subjective**

Elle analyse la capacité de l'entreprise à s'endetter auprès du système bancaire et autres tiers (Etat, acteurs sociaux). Le ratio de capacité d'endettement est égal à : Capitaux propres/Dette totale. Ce ratio devra être supérieur à 1 pour s'assurer que les prêts contractés auprès des tiers sont inférieurs à ceux des actionnaires. Plus cette capacité d'endettement est importante, plus l'entreprise pourra avoir recours à l'emprunt pour financer des acquisitions ou investissements. L'inverse de ce ratio est appelé coefficient d'endettement.

Le niveau de seuil peut toutefois être flexible suivant les branches d'activité. Les entreprises exerçant dans l'activité de commerce ont de façon générale des capitaux propres faibles et des engagements à court terme importants. Le ratio seuil pourra être de 0,1 (soit un coefficient d'endettement inférieur à 10) pour ce type d'entreprise.

## 6.1 Analyse du niveau d'endettement des branches

La mesure du niveau d'endettement de l'entreprise est généralement approchée par le coefficient d'endettement ou taux d'endettement : « Endettement Total / Capitaux Propres ».

Sa valeur indique le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette. Ainsi, une valeur faible (entre 0 et 1) est révélatrice d'une bonne sécurité financière de l'entreprise, tandis qu'une valeur élevée (à partir de 1,25) est signe d'un surendettement de l'entreprise, qui peut être néfaste si les perspectives de résultats se révèlent peu satisfaisants.

*Un coefficient d'endettement qui demeure élevé.*

Le coefficient d'endettement des entreprises ressort (graphique 11 ci-dessous) à 4,1 en 2016 presqu'au même niveau qu'en 2015 (4,0), contre 3,7 en 2014 et 3,8 en 2013. Cette situation d'endettement des entreprises, observée depuis 2012, témoigne d'une capacité d'emprunts nouveaux de plus en plus faible.

**Graphique 13: Evolution de l'endettement entre 2012 et 2016**



**Source :** INS/Base des données des DSF

Selon le critère de coefficient d'endettement, les branches d'activités relativement peu endettées en 2016 sont les suivantes : «Industrie de la viande et du poisson», «Activités éducatives», « Activité immobilière », «Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques» et «Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux».

**Tableau 34: Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2016**

Libellé de la branche	Endettement total /capitaux propres
Industrie de la viande et du poisson	0,2
Activités éducatives	0,4
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,6
Activités immobilières	0,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,7

**Source :** INS/Base des données des DSF

En revanche, les branches les plus endettées sont : « Activités financières et d'assurance» ; « Elevage et chasse » ; « Activité d'information et de télécommunications » ; « Extraction des minerais » et l' « Industries du textile et de la confection».

**Tableau 35: Branches à coefficient d'endettement élevé en 2016**

Libellé de la branche	Endettement total/capitaux propres
Elevage et chasse	8,0
Industries du textile et de la confection	8,2
Extraction des minerais	8,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	10,0
Activités financières et d'assurance	11,0
Activité d'information et de télécommunications	12,5
Industries du cuir et fabrication des chaussures	101,2

**Source :** INS/Base des données des DSF

La branche « Extraction des minerais», avec un coefficient de 8,2 points, fait partie des branches relativement endettées. Les entreprises de cette branche ont subi de plein fouet la baisse des cours des minéraux sur le marché mondial.

Les entreprises de la branche « Industries du cuir et fabrication des chaussures » font face à une rude concurrence des produits importés notamment de la Chine. Toute chose qui plombe leurs activités et rend presqu'impossible le remboursement des dettes auprès des fournisseurs de matières premières.

Le déclassement des branches « Raffinage du pétrole et cokéfaction », « Construction » et « Fabrication de produits à base de céréales » de la catégorie des branches les plus endettées ne signifie pas une amélioration de leur situation, mais plutôt une détérioration des capitaux propres devenant négatifs au point que le remboursement de leur dette se trouve compromis.

La branche d'activité « Raffinage du pétrole et cokéfaction » comprend principalement la SONARA, entreprise publique qui cumule d'année en année des résultats négatifs. Ce fleuron de l'industrie nationale ploie sous le coup d'une lourde dette à moyen et long terme, évaluée à plusieurs dizaines de milliards de FCFA, mais surtout des dettes à court terme chiffrées à des centaines de milliards de FCFA. Afin de la sortir de cette situation, les pouvoirs publics ont opté pour une recapitalisation couplée à d'autres mesures managériales encadrées par un échéancier précis. Ainsi, en 2016, la SONARA a vu son capital social s'accroître de 9,5 milliards de FCFA sur les 50 milliards prévu dans le plan de recapitalisation.

### **Encadré 5: la recapitalisation ; définition mécanismes et effets**

La recapitalisation d'une entreprise est définie comme l'augmentation de son capital. En termes comptables, on parle souvent d'augmentation du capital social, ou d'augmentation des fonds propres.

#### **Fonds propres et emprunts**

Les capitaux propres d'une entreprise constituent un filet de sécurité pour elle, qui la protège de la faillite. Mais les sommes colossales nécessaires pour le fonctionnement et l'exploitation dans certaines branches comme l'extraction des hydrocarbures et « Raffinage du pétrole et cokéfaction » obligent ceux-ci à être organisés en sociétés par actions. Les actionnaires, qui apportent les capitaux et donc les misent sur cette entreprise, exigent en retour des dividendes élevés.

En comparaison, il est moins cher d'emprunter auprès des banques (taux d'intérêt inférieurs aux dividendes), et c'est pourquoi une grande entreprise est en permanence endettée pour couvrir ses investissements. La proportion de capitaux propres et de dette au passif de l'entreprise est un indicateur de la stratégie de l'entreprise.

On aura par exemple :

- une forte proportion de dettes pour une entreprise prospère, qui semble pouvoir être rentable sur le long terme
- une forte proportion de fonds propres pour une entreprise dans un domaine risqué

#### **La recapitalisation et ses effets**

Lorsqu'une entreprise est soudain en difficulté financière (chute du chiffre d'affaire, envolée des taux d'intérêts...), elle est d'autant plus menacée qu'elle avait peu de fonds propres. En effet, elle a soudain du mal à réaliser assez de profit pour rembourser ses dettes, d'où une augmentation du taux auquel elle emprunte, ce qui amorce un cercle vicieux. Elle doit alors chercher à se recapitaliser, et pour cela doit donner des gages de son retour rapide à la rentabilité en opérant diverses actions (baisse des salaires, fermetures de sites, stratégies commerciales agressives...).

La recapitalisation est souvent mal perçue par les milieux financiers car elle signifie que la société a des difficultés financières. De plus, elle fait baisser dans l'immédiat le taux de profit, et notamment la valeur des actions pour les actionnaires actuels.

## **6.2 L'endettement dans la structure des bilans**

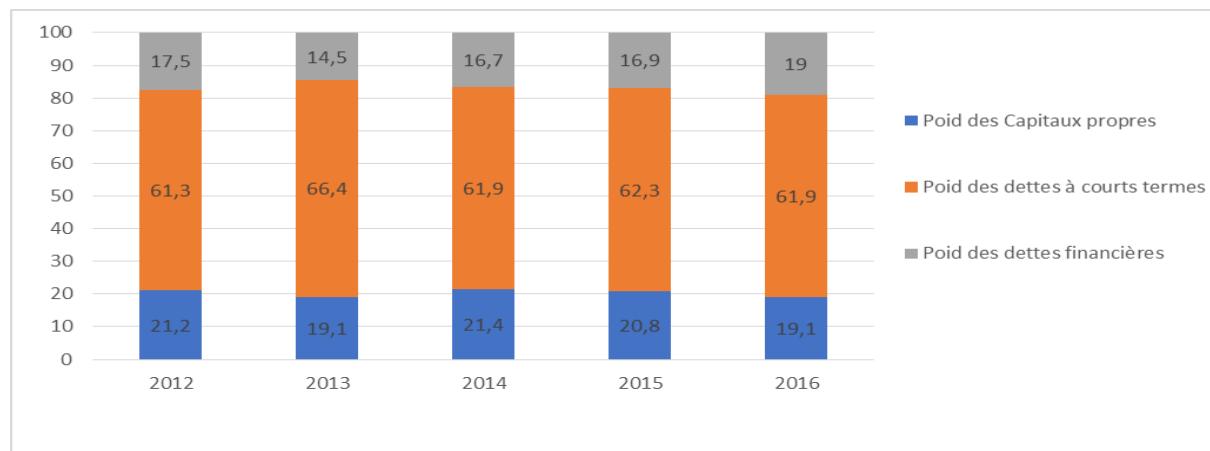
La structure financière d'une branche d'activité économique est spécifique et fonction des conditions technico-économiques de production.

Le recours aux emprunts à longue maturité est généralement lié à la nature du cycle de production. Par exemple, les entreprises commerciales ont une rotation des actifs circulants plus rapide que les dettes à court terme, donc peuvent se permettre de s'engager peu à long terme. En revanche, les entreprises industrielles ont une forte propension à recourir à des emprunts à moyen ou long terme.

#### ***Une diminution du poids des dettes financières ainsi que des capitaux propres des entreprises***

En 2016, les dettes financières (à moyen et long terme), représentent 19,0% du bilan pour l'ensemble des entreprises modernes de l'économie, soit une augmentation de 2,1 point par rapport à 2015 (16,9%).

**Graphique 14: Evolution de la structure du passif des entreprises de 2012 à 2016 (%)**



**Source :** INS/Base des données des DSF

S'agissant des dettes à court terme, elles ressortent à 61,9% en 2016, contre 62,3% en 2015. Il s'agit essentiellement des crédits fournisseurs, des découverts bancaires et des facilités de caisse.

Globalement, et depuis au moins dix ans, les dettes à court terme demeurent prépondérantes, se situant à plus de 50% du bilan.

### 6.2.1 Branches à dette financière élevée

Par dette financière élevée, on entend un poids de cette rubrique dans le total du bilan supérieur à 25%. Les branches d'activité qui se retrouvent dans cette situation sont répertoriées dans le tableau 36 ci-dessous. Ainsi, les branches « Réparation et installation des machines et équipements » et « Fabrication de produits minéraux non métalliques » apparaissent au premier rang.

**Tableau 36: Branches à dettes financières élevées en 2016 (%)**

Libellé de la Branche	Dettes financières/total passif (%)		
	2014	2015	2016
Réparation et installation des machines et équipements	2,3	50,7	50,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	47,8	47,7	46,0
Activité d'information et de télécommunications	15,4	33,6	44,5
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	37,4	36,4	40,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	43,2	44,0	32,4
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	13,6	22,0	31,5
Transport et entreposage	31,7	28,8	30,2

**Source :** INS/Base des données des DSF

### 6.2.2 Branches à dette financière plancher

En revanche, les branches qui présentent le niveau d'endettement plancher sont les suivantes :

**Tableau 37: Branches à dettes financières faibles en 2016 (%)**

Libellé de la Branche	Dettes financières/total passif (en %)		
	2014	2015	2016
Industrie de la viande et du poisson	2,4	2,4	1,00
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	5,7	4,2
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	4,9	4,8	4,8

Source : INS/Base des données des DSF

### 6.2.3 Dettes à court terme

Il est présenté dans cette partie le niveau d'endettement de court terme par branche d'activité en mettant en relief les branches à fort/faible niveau de dettes à court terme.

#### *Dette à court terme élevée*

En 2016, les engagements à court terme sont de loin les plus importants dans la branche « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. » (97,6%), « Construction» (95,6%), suivie des branches « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (93,9%) et « Industries du cuir et fabrication des chaussures » (93,1%).

**Tableau 38: Branches à niveau d'endettement de court terme élevé (%)**

Libellé de la Branche	Dette à court terme/total bilan	Dont dette du passif
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	97,6	78,0
Construction	95,6	89,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	93,9	79,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	93,1	94,4
Activités financières et d'assurance	85,3	76,2
Extraction des minérais	84,5	75,9
Industries du textile et de la confection	82,5	62,4
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	80,7	53,6
Elevage et chasse	80,3	80,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	79,3	51,6
Sylviculture et exploitation forestière	76,0	65,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	75,2	61,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	66,1	51,6
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	65,1	45,1

Source : INS/Base des données des DSF

### *Dette à court terme de faible niveau*

Certaines branches présentent cependant un faible niveau d'endettement dans le court terme. C'est le cas en 2016 des branches répertoriées dans le tableau 38 :

**Tableau 39: Branches à faible niveau d'endettement de court terme (%)**

Libellé de la Branche	Dette court terme/total bilan	Dont dette du passif
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	14	12,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	16,4	16,2
Activités éducatives	18,2	16,1
Industrie de la viande et du poisson	18,6	18,6
Activités immobilières	25	24,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	26,9	24,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	33,9	20,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques	39,4	34,7
Hébergement et restauration	39,5	34,5

Source : INS/Base des données des DSF

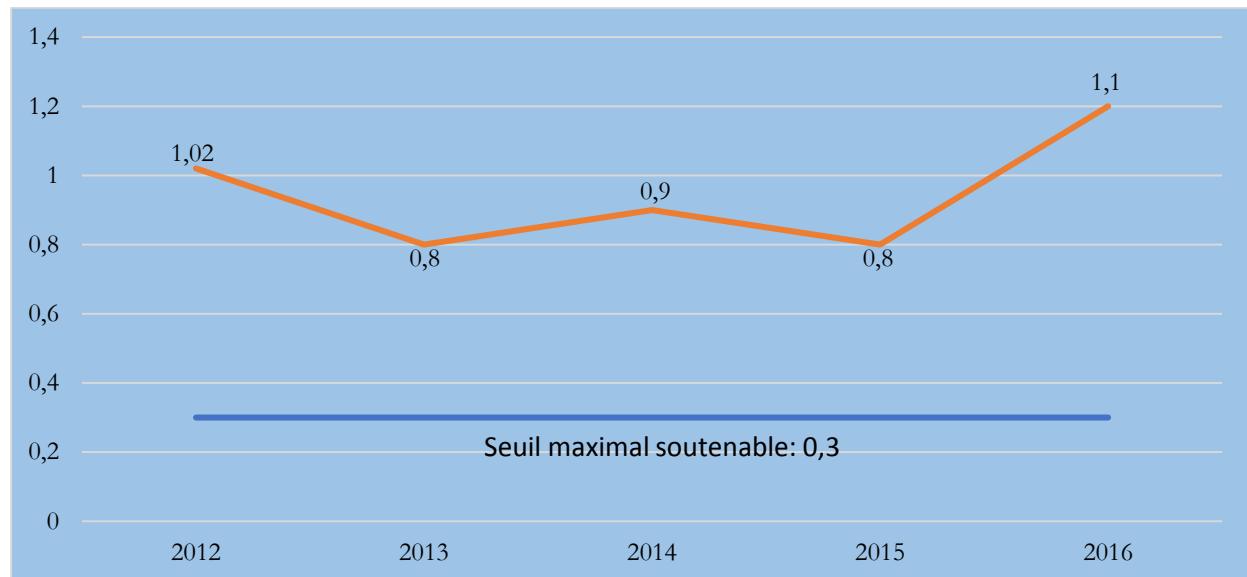
### **6.2.4 Dettes à moyen et long terme**

Le ratio d'Endettement à terme (Dette à moyen et à long termes/ Capitaux propres) constitue avec le ratio d'endettement global, l'une des mesures de l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.

Un ratio d'endettement à moyen et long terme supérieur à 1 traduit une capacité d'endettement saturée pour l'entreprise. Dans ce cas, le banquier ne souhaite pas prendre plus de risque que les actionnaires et associés de l'entreprise. En revanche, un ratio d'endettement à terme supérieur à 2 signifie que l'entreprise aura des difficultés à obtenir des nouveaux crédits bancaires.

Un ratio maximal de 0,3 d'endettement à terme est la limite au-delà de laquelle l'entreprise éprouve des difficultés à contracter des crédits bancaires.

**Graphique 15: Evolution du ratio d'endettement à terme de 2012 à 2016**



**Source :** INS/Base des données des DSF

Après trois années de quasi stabilité (à 0,8), l'endettement à terme des entreprises a de nouveau franchi la barre de 1, se situant à 1,1 en 2016. Cette évolution qui trouve est similaire à 2012, intervient dans un contexte d'accélération de l'endettement public, le taux étant passé de 18,5% de PIB en 2012 à 26,3% en 2016.

Des disparités sont observées selon l'activité exercée. Globalement il peut être distingué trois (03) groupes : i) Ratio d'endettement à terme au-dessus du seuil critique, ii) Ratio d'endettement à terme en dessous du seuil critique et iii) Ratio d'endettement à terme supérieur à 2 en valeur absolue.

### i. Ratio d'endettement à terme au-dessus du seuil critique

Ce sont les entreprises dont le niveau d'endettement à terme a franchi le seuil critique de 1 mais demeure inférieur à 2. Ce groupe constitué de six (06) branches d'activité est celui des unités moyennement endettées sur le moyen et long terme.

Les branches en question sont consignées dans le tableau suivant:

**Tableau 40: Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil critique de 1**

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Activités financières et d'assurance	1,1
Sylviculture et exploitation forestière	1,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	1,2
Industries du textile et de la confection	1,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	1,4
Agriculture	1,7

**Source :** INS/Base des données des DSF

### ii. Ratio d'endettement à terme en dessous du seuil critique

Il s'agit des entreprises dont le niveau d'engagement à moyen et long termes n'a pas dépassé le seuil critique de 1. Cette catégorie caractérise les unités de production qui sont peu endettées sur le

moyen et long terme, et qui ne pourraient donc pas éprouver de difficultés particulières à contracter des crédits d'investissements. C'est le cas en 2016 des branches répertoriées dans le tableau suivant :

**Tableau 41: Branches à niveau d'endettement à terme inférieur au seuil critique en 2016 (%)**

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Industrie de la viande et du poisson	0,01
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,2
Activités éducatives	0,2
Activités fournies principalement aux entreprises	0,2
Activités immobilières	0,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,3
Industrie de boissons	0,3
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,3
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	0,5
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,5
Hébergement et restauration	0,5
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,6
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,6
Elevage et chasse	0,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	0,7
Extraction des minérais	0,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,7
Industries du bois sauf fabrication des meubles	0,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,9
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,9
Transport et entreposage	0,9

**Source :** INS/Base des données des DSF

### **iii Ratio d'endettement à terme supérieur à 2 en valeur absolue**

C'est le groupe des branches d'activités dont les entreprises sont lourdement endettées. Il s'agit en 2016 de Sept (07) d'entre elles. Elles sont répertoriées dans le tableau qui suit.

**Tableau 39: Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil de /2/**

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-12,7
Réparation et installation des machines et équipements	-7,7
Construction	-6,7
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,1
Industries du cuir et fabrication des chaussures	4,3
Activité d'information et de télécommunications	6,2

**Source :** INS/Base des données des DSF

## **6.3 Le passif et le financement de l'actif et du fonds de roulement**

Dans l'approche fonctionnelle de l'équilibre financier, le bilan d'une unité de production est représenté sous forme de stocks de ressources classées par ordre croissant d'exigibilité et de stocks d'emplois rangés selon le degré de liquidité croissant.

L'allocation des ressources des postes du passif au financement des rubriques d'actif devrait obéir à la règle de « bonne gestion » qui voudrait que, les emplois stables soient financés par des

ressources elles-mêmes stables et que le surplus des ressources de long terme finance l'activité cyclique.

Cependant une entreprise peut de manière transitoire, financer des emplois stables par des ressources à court terme, s'exposant alors à une forte dépendance des crédits-fournisseurs et avances bancaires.

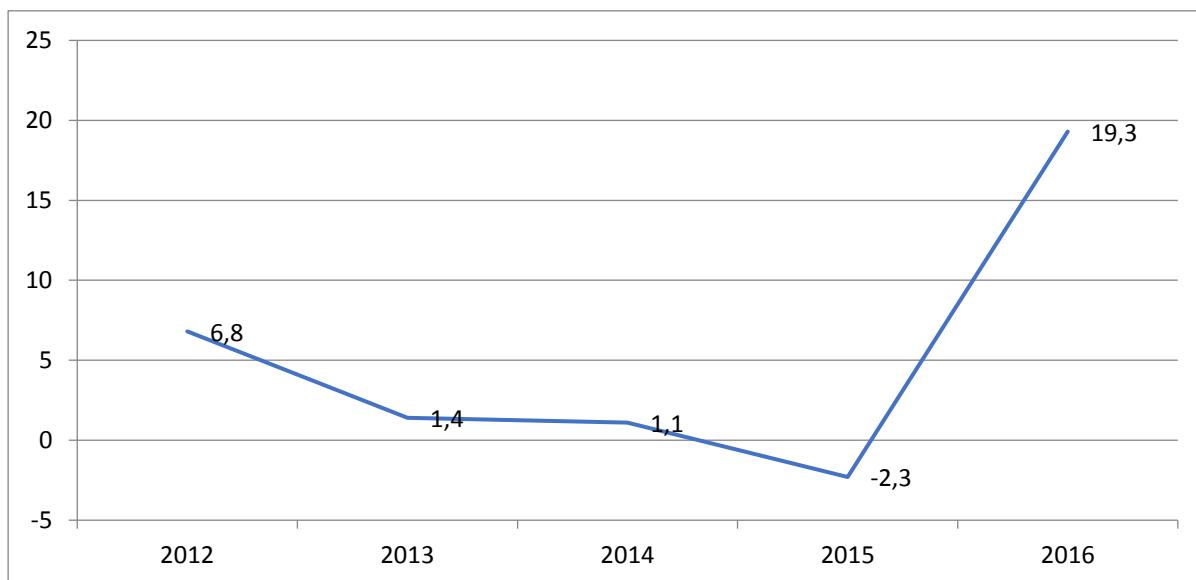
Lorsque des Résultats Nets négatifs s'échelonnent sur plusieurs années, il arrive que leurs montants cumulés réduisent sensiblement le niveau des ressources stables des entreprises, induisant ainsi pour le ratio FDR/Actif Circulant des valeurs négatives. La situation où l'entreprise réalise d'importantes immobilisations en recourant aux ressources de court terme est également un autre fait générateur.

### 6.3.1 Etude globale du fonds de roulement

#### *Une forte hausse de la contribution du fonds de roulement au financement de l'actif*

Le Fonds de roulement (Ressources stables - Actif immobilisé) après une baisse continue depuis 2008 a connu un véritable bond en 2016. En 2016, pour l'ensemble des entreprises de l'économie, une contribution positive de 19,3% au financement de l'actif circulant est enregistrée, contre -2,3% en 2015 et -1,3% en 2014. Il faut noter que la couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement était positive en 2012, soit +6,8% de contribution. Elle avait même atteint des niveaux un peu plus élevées entre 2006 et 2008, +12,2%, +13,1%, +13,9% respectivement.

**Graphique 16: Contribution du fonds de roulement au financement de l'actif (%)**



**Source :** INS/Base des données des DSF

### 6.3.2 Analyse du fonds de roulement par rapport à l'actif circulant

#### *Un ratio fonds de roulement sur actif circulant négatif pour la majorité des branches*

Le nombre de branches d'activité présentant un ratio FDR/Actif Circulant négatif a baissé en 2016 soit dix-sept (17) contre vingt (20) en 2015. Il s'agit principalement des branches répertoriées dans le tableau 40.

**Tableau 40: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) négatif en 2016(%)**

Libellé de la branche	2014	2015	2016
Elevage et chasse	-101,4	-284	-383,3
Réparation et installation des machines et équipements	-38,1	-31,9	-168,7
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	37,5	-39,1	-146,5
Extraction des minéraux	-226	-215,2	-134,2
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-62,1	-100,9	-96,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-97,3	-78,1	-53,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-3	74,5	-50,9
Fabrication de produits à base de céréales	26,3	49,2	-42,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	22,1	-36	-37,3
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-67,4	-68,7	-36,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	22,7	163,7	-31,4
Industries du textile et de la confection	-38,5	-37,1	-27,7
Agriculture	-5,9	-17,3	-25,1
Construction	-26,2	-13	-24,6
Industrie de boissons	-5,8	-14,7	-21,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-5,2	-40,8	-6,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,1	-2,3	-3,8

Source : INS/Base des données des DSF

Pour la plupart de ces branches d'activité, la situation était la même en 2015 ; le ratio étant resté négatif sur les deux périodes. Pour quelques autres branches, la situation s'est plutôt détériorée, le ratio passant des valeurs positives à des valeurs négatives ou enregistrant des valeurs davantage négatives. Elle correspond aux cas dans lesquels les investissements excèdent les ressources stables, autrement dit, une fraction des investissements a été réalisée sur ressources de court terme, rendant ainsi les entreprises vulnérables aux aléas conjoncturels.

Le cas des branches « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné» et « Fabrication de produits à base de céréales» est plus critique. Le ratio passe ainsi de 74,5% à -50,9% et de 49,2 à -42,1% respectivement.

#### *Un ratio fondé de roulement sur actif circulant en nette amélioration pour certaines branches d'activités*

Pour dix-sept (17) branches d'activité sur trente-sept (37), le ratio FDR/Actif Circulant est positif. Il est à relever que par rapport à 2015, il s'agit dans la plupart des cas de maintien ou de retournement, passant de négatif à des niveaux confortables. Dans cette situation, les capitaux permanents sont relativement élevés et l'autonomie financière des entreprises se trouve renforcée. Celles-ci disposent alors d'une large marge financière leur permettant de faire face aux risques asymétriques des actifs et des dettes.

**Tableau 42: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) positif en 2015 (%)**

<b>Libellé de la branche</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Industrie de la viande et du poisson	-747,6	596,6	72875,3
Activités financières et d'assurance	-	-	1874,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	-	-	1328,8
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	1105,1	76,2	647,5
Activités éducatives	-100,9	-668,6	351,9
Transport et entreposage	37,8	21,9	72,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	52,7	26,8	71,4
Activités immobilières	-	-	61,7
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	30	5,1	52,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	48,7	38,1	51,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-	-	47,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32	1,9	44,2
Activités fournies principalement aux entreprises	40,5	39,1	42,2
Activité d'information et de télécommunications			27,3
Industries du bois sauf fabrication des meubles	13	29,1	14,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-	-	4,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	-	2,9

**Source :** INS/Base des données des DSF

## Conclusion

L'économie camerounaise a continué à faire preuve de résilience en 2016 face aux multiples chocs extérieurs qu'elle subit notamment la chute des cours du pétrole et l'insécurité, en plus des effets de la conjoncture défavorable dans la zone CEMAC. La croissance économique a ralenti passant de 5,7% en 2015 à 4,6% en 2016.

Du côté des entreprises modernes, l'environnement économique dans lequel elles évoluent conditionne leur résultat. Le chiffres d'affaires total de ces entreprises a accusé une baisse (-4,1%), et la valeur ajoutée a reculé de -4,2%. Dans ce contexte, le taux de valeur ajoutée s'est stabilisé à 21,01% en 2016 (21,04% en 2015), après 22,6% affiché en 2014. L'excédent brut d'exploitation est demeuré positif, mais a connu une forte dégradation de -10,4% par rapport à 2015, au terme d'une hausse des charges de personnel (+6,2%). Malgré tout cela, la marge brute d'exploitation des entreprises a été quasiment préservée, ne repliant seulement que de -0,8% dans l'ensemble. Le résultat net, qui est la différence entre le total des produits et le total des charges, est resté positif, mais marqué par une diminution de -3,8%, ce qui traduit le fait que les entreprises ont dégagé moins de bénéfice de leur activité en 2016.

Dans ce cadre, l'effectif des emplois permanents a décrue de -1,8%, ces emplois restant concentrés dans cinq (05) principaux foyers, en l'occurrence les « activités de soutien aux entreprises» (14,2%), l'« Agriculture » (13,1%), les activités commerciales (9,2%), le transport et entreposage (8,6%), et la construction (6,3%). Les autres branches d'activités emploient chacune moins de 6% du cumul des effectifs.

La productivité par tête a baissé de -2,1%, se situant à 9,5 millions de FCFA par employé en 2016 contre 9,7 millions de FCFA en 2015. Le rendement apparent du travail a légèrement baissé, à 2,0% en 2016 contre 2,2% en 2015.

Globalement l'activité des entreprises est demeurée peu rentable en 2016. En effet la rentabilité économique s'est à nouveau inscrit en baisse (5,5%), après une brève remontée en 2015 (7,9%). Dans le même sillage, la rentabilité des ressources stables est tombé à 16,9%, après 20,9% en 2015. Quant à la rentabilité financière, la tendance baissière s'est poursuivie, le ratio s'établissant à 3,3% après 3,4% en 2015.

La productivité du capital a continué à dégringoler en s'établissant à 11,0%, contre 14,8% en 2015 et 35,5% en 2014. L'année 2016 est marqué par un net recul des investissement des entreprises à -30,3%, résultant d'une forte baisse dans les secteurs secondaire (-50,6%) et tertiaire (-22,9%), et en dépit du dynamisme dans le secteur primaire (+336,7%). L'effort d'investissement s'estompe dans un contexte où les entreprises poursuivent la constitution de leurs marges, et font de plus en plus face à des problèmes de débouchés, de contrebande et de contrefaçon.

Par contre, l'intensité capitalistique a continué à progresser, s'établissant à 86,3 millions de FCFA. Elle traduit un renouvellement du capital plus rapide que l'évolution de la main-d'œuvre, situation qui s'expliquerait notamment par le fait que l'économie numérique s'intègre de plus en plus dans les stratégies des entreprises.

Au plan financier, le coefficient d'endettement est resté quasiment stable par rapport à 2015 (4,0) s'établissant à 4,1 ; soit largement-dessus du seuil plafond tolérable de 1. Par ailleurs, rapportés au total bilan, l'évolution de la dette est contrastée selon sa nature. Le poids des dettes de court terme est ressorti à 61,9%, soit une baisse de -0,4 point de pourcentage par rapport à 2015. Les dettes

financières (à moyen et long terme), ont représenté 19,0% du bilan pour l'ensemble des entreprises modernes de l'économie, soit une augmentation de 2,1 point par rapport à 2015 (16,9%).

Au demeurant, la situation économique et financière des entreprises en 2016 a été assez difficile, du fait d'un environnement économique instable tant au plan international qu'au niveau national. La question du financement des entreprises en proie à un endettement élevé et l'élargissement des débouchés sont des principaux défis auxquels les acteurs au développement des entreprises devront y apporter des solutions efficaces et de manière coordonnée.

## Bibliographie

**De la Bruslerie ; H. (2010) ;** Analyse financière : Information financière, diagnostic et évaluation. 4<sup>ème</sup> édition, Management Sup, Gestion-Finance. Dunod, Paris

**Duplat ; C-A. (2004) ;** Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise. Vuibert

**Fonds Monétaire International (2017) ;** Rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale de 2017

**Gandy ; A. (2011) ;** La comptabilité en pratique. Des écritures comptables à l'interprétation des comptes annuels. Afnor éditions

**MINFI (2016) ;** Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales, et financières de la Nation. Exercice 2016

**INS (2018) ;** Les comptes nationaux provisoires de 2017.

**INS (2017) ;** Etude économique et financières des entreprises. Quinzième édition.

**INS (2013) ;** Nomenclature des activités et des produits du Cameroun

**Investir au Cameroun (2015) ;** Numéro 43

**Investir au Cameroun (2016) ;** Numéros 44-45

## Annexes

### Annexe 1 : Concepts et définitions

Indicateurs	Abréviations	Formule de calcul
<b>Rentabilité économique du capital</b> Elle évalue les performances de l'entreprise en termes économiques.	RE	Excédent Brut d'Exploitation / Immobilisations Brutes)
<b>Rentabilité des ressources stables</b> C'est le taux de rentabilité interne. <i>La différence entre les ressources stables (RS) et les immobilisations financières (IF), (RS-IF) s'interprète comme les <b>capitaux effectivement investis dans l'exploitation</b>, les immobilisations financières étant constituées essentiellement des titres de participation et des autres immobilisations financières dans d'autres sociétés.</i>	RS	Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Ressources stables nettes des Immobilisations financières (IF)
<b>Rentabilité financière</b> Elle établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager le profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxonne au "Return On Equity" ou encore « ROE ». Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs. Bien que la mesure soit entachée d'un biais important du fait qu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal, il apparaît aux yeux des spécialistes comme le meilleur indicateur proxy.	RF	Résultat Net / Capitaux propres
<b>Productivité du capital</b> Ratio entre production en volume et le capital employé. Elle est donc différente du coefficient de capital qui est le revenu du capital rapporté au capital utilisé.		Valeur Ajoutée / Immobilisations Brutes
<b>Productivité apparente du travail</b> Ratio entre production en volume et le volume du travail utilisé dans le processus de production. Le volume de travail est généralement exprimé en heures ouvrées.		Valeur ajoutée/effectif employé
<b>Rendement apparent du travail</b> Valeur ajoutée rapportée aux frais de personnel.		Valeur ajoutée / Charges de personnel
<b>Intensité capitalistique</b> Elle se définit comme le niveau des immobilisations brutes (IB) rapportées aux effectifs employés. Son évolution renseigne par son ampleur sur le rythme de substitution du capital au travail.		Immobilisations brutes (IB) / effectifs employés.
<b>Degré de vieillissement de l'appareil productif</b> Il se définit comme les amortissements cumulés (ACM) rapportés aux immobilisations brutes. Son évolution renseigne sur le rythme de renouvellement des équipements de production.		Amortissements Cumulés(ACM) / Immobilisations Brutes (IB)
<b>Coefficient d'endettement</b> Mesure le niveau d'endettement de l'entreprise. Sa valeur indique le nombre d'années nécessaires au remboursement total de la dette.		Endettement Total / Capitaux Propres
<b>Le Fonds de Roulement</b> Il se définit par le <u>haut du bilan</u> , par l'excédent de ressources stables (à long terme : fonds propres, amortissements, provisions et dettes à long terme) de l'entreprise sur les emplois stables (à long terme : actif immobilisé brut). Dans une branche d'activité donnée, la part de l' « <b>Actif circulant</b> » financée par les « Ressources stables » rend compte de la marge moyenne de sécurité dont disposent les entreprises de la branche, et qui est fonction des exigences du cycle d'exploitation au sein de la branche homogène : cycles de production courts ou longs, nécessitant des stocks importants ou non, etc.	FDR	Ressources stables- Immobilisations
<b>Endettement à terme</b> Il constitue avec le ratio d'endettement global, l'une des mesures de l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.		Dettes à long et moyen terme/Capitaux propres

Indicateurs	Abréviations	Formule de calcul
Un <b>ratio maximal de 0,33</b> du capital propre est la limite au-delà de laquelle l'entreprise éprouve des difficultés à contracter des crédits bancaires. Par ailleurs <b>un ratio supérieur ou égal à 1</b> est symptomatique d'une capacité d'endettement saturée, le banquier refuserait de prendre plus de risque que les actionnaires de l'entreprise eux-mêmes.		
<b>Besoin en Fonds de roulement</b> C'est la partie de l'actif circulant qui n'est pas financée par dettes circulantes.	BFDR	Actif circulant-Passif circulant
<b>Valeur ajoutée</b>	VA	
<b>Excédent brut d'exploitation</b> Il mesure la performance économique de l'entreprise avant tout élément financier ou exceptionnel. Il s'obtient en soustrayant de la valeur ajoutée produite, augmentée des subventions d'exploitation, les charges de personnel. C'est le concept qui mesure le mieux l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise.	EBE	
<b>Immobilisations brutes :</b> Elles sont constituées de l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles portées à l'actif du bilan de l'entreprise à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire avant les amortissements	IB	
<b>Résultats nets</b> Il désigne le bénéfice ou le déficit net dégagé par l'entreprise, après le paiement de l'impôt sur les sociétés (IS).	RN	

## Annexe 2 : Méthodologie

La présente étude s'intéresse à la situation économique et financière des entreprises en 2016. Elle a été rendue possible grâce au traitement informatique des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises. Celles-ci ont été réparties dans 43 branches de la Nomenclature DSF, compatible avec la Nomenclature révisée des activités du Cameroun (NACAM, rev1), elle-même adossée à la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT de 2011 (NAEMA, rev1).

### Répartition des entreprises suivies selon les 43 branches

Code BR	BRANCHE	2014	2015	2016
<b>1</b>	Agriculture	6	7	7
<b>2</b>	Elevage et chasse	21	24	24
<b>3</b>	Sylviculture et exploitation forestière	18	37	37
<b>5</b>	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	2	18	18
<b>6</b>	Extraction des minéraux	5	8	8
<b>7</b>	Industrie de la viande et du poisson	1	2	2
<b>8</b>	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	5	10	10
<b>9</b>	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	6	10	10
<b>10</b>	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	4	9	9
<b>11</b>	Fabrication de produits à base de céréales	6	16	16
<b>12</b>	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	3	6	6
<b>13</b>	Industrie de boissons	7	8	10
<b>15</b>	Industries du textile et de la confection	3	6	6
<b>16</b>	Industries du cuir et fabrication des chaussures	4	5	5
<b>17</b>	Industries du bois sauf fabrication des meubles	15	22	22
<b>18</b>	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	10	24	24
<b>19</b>	Raffinage du pétrole et cokéfaction	4	2	2
<b>20</b>	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	14	26	26
<b>21</b>	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	9	16	16
<b>22</b>	Fabrication de produits minéraux non métalliques	4	6	6
<b>23</b>	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	15	30	30
<b>24</b>	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	5	9	9
<b>27</b>	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	11	24	24
<b>28</b>	Réparation et installation des machines et équipements	2	7	7
<b>29</b>	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	3	7	7
<b>30</b>	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2	5	5
<b>31</b>	Construction	28	93	95
<b>32</b>	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	79	249	248

<b>33</b>	Hébergement et restauration	3	31	31
<b>34</b>	Transport et entreposage	9	114	114
<b>35</b>	Activité d'information et de télécommunications	41	38	38
<b>36</b>	Activités financières et d'assurance	16	47	47
<b>37</b>	Activités immobilières	11	44	44
<b>38</b>	Activités fournies principalement aux entreprises	51	204	200
<b>40</b>	Activités éducatives	21	62	62
<b>41</b>	Activité pour la santé humaine et action sociale	6	33	33
<b>42</b>	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	2	11	11
<b>TOTAL</b>	<b>ENSEMBLE</b>	<b>452</b>	<b>1 270</b>	<b>1 269</b>

Malgré un comportement financier et un plan comptable sectoriel particuliers nous avons retenu la branche 36 (Activités financières et d'assurances) dans notre échantillon en raison, d'une part, de leur poids dans les activités économiques, et d'autre part, du rôle des banques et des assurances dans le financement des activités économiques, la collecte de l'épargne des particuliers et des entreprises, la transformation.

Les variables retenues pour cette étude sont issues, d'un échantillon d'entreprises extrait du fichier des entreprises ayant déposé la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF).

La procédure de tirage est la méthode de l'exhaustif tronquée (Cut-off). Le cumul est effectué sur les entreprises, rangées au préalable par ordre de valeur ajoutée ou d'effectifs décroissants. Les plus grandes unités de production sont d'emblée retenues. Un deuxième tirage est fait en vue d'assurer une représentativité satisfaisante de toutes les branches d'activités retenues.

Le taux de couverture global se monte à plus de 80% aussi bien en termes de Valeur Ajoutée que d'Effectifs. La représentativité est également satisfaisante pour les branches pour lesquelles elle se situe au-dessus de 75% pour les 2 variables.

L'étude se base sur un faisceau de ratios pour cerner le comportement économique et financier des entreprises, leur propension à recourir ou non au crédit, l'état de leurs équipements, de leur liquidité, de leur niveau d'investissement, etc...., le recours ou non au financement externe, etc.

Dans une analyse économique sectorielle, l'avantage de l'utilisation des ratios par rapport aux données en montant absolu est de ne pas trop dépendre de la taille de l'échantillon choisi. Cela permet de mettre en valeur les problèmes de gestion et de financement spécifiques à chacune des branches d'activités.

Nous nous sommes surtout attachés à l'analyse de la rentabilité et au rendement économique de l'exploitation, la productivité apparente des facteurs, l'importance et le renouvellement des immobilisations, l'importance de l'endettement et la structure des bilans des entreprises camerounaises.

Dans l'étude de la structure des bilans des entreprises, on a surtout essayé de montrer les différences entre les branches d'activité. En effet, le niveau d'endettement, la couverture des actifs par les ressources stables, l'importance relative des crédits à court terme varient dans de grandes proportions d'une branche à l'autre. L'analyse des postes des bilans se fait à partir d'un regroupement fonctionnel des postes de bilan en grandes masses. C'est ainsi qu'on a:

- **A l'actif :**

- Les **Immobilisations non financières** sont constituées des charges immobilisées, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles nettes des amortissements et des provisions.
- Les **immobilisations financières** comptabilisées nettes de provisions sont constituées par les titres de participation, c'est-à-dire des apports du capital social d'autres sociétés qui permettent leur contrôle total ou partiel, les autres immobilisations financières, les prêts et créances à plus d'un an à d'autres sociétés (en général des filiales), ainsi que des dépôts et cautionnements versés.
- L'**actif circulant**, après déduction des provisions, représentent les stocks (marchandises, matière et fournitures, produits semi-ouvrés, produits finis, stocks en cours de route, emballages commerciaux), les créances et emplois assimilés comprenant les créances sur les fournisseurs, les associés et les autres créditeurs.
- La **trésorerie Actif** regroupe, après déduction des provisions, toutes les créances à court terme. On y retrouve aussi bien les valeurs à encaisser des entreprises (fournisseurs, clients, etc..) que les relations avec les banques et les organismes financiers, l'État, etc. ainsi que les opérations de placement à court terme et les liquidités.

- **Au passif**

- Les **capitaux propres** sont constitués du capital social, de différentes réserves, des primes d'émission et des profits ou pertes accumulés, des plus-values à réinvestir et des plus-values de réévaluations, des subventions d'équipement et de diverses provisions réglementées et fonds assimilés.
- Les **dettes financières** comprennent toutes les dettes à plus d'un an d'échéance : les emprunts et obligations, les dettes de crédit-bail et contrats assimilés, les dettes financières diverses, les comptes bloqués des associés apparentés et les provisions financières pour risques et charges. L'ensemble des capitaux propres et des dettes financières constituent les **ressources stables**.
- Les **dettes à court terme** regroupent toutes les dettes à moins d'un an d'échéance, y compris la part des dettes à long et moyen termes qui viennent à échéance dans l'année. On y retrouve le passif circulant et la **trésorerie-passif**.

## Annexe 3 : Tableaux statistiques

Tableau A 1: Evolution du chiffre d'affaires hors taxes par branches d'activité

Branche d'activité	Répartition du CAHT en 2016 (%)	Variation entre 2016 et 2015 (%)
Agriculture	1,9	-4,3
Elevage et chasse	0,1	-4,0
Sylviculture et exploitation forestière	1,9	-1,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-1,4	-12,0
Extraction des minéraux	0,1	7,4
Industrie de la viande et du poisson	0,0	-11,7
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,5	-8,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,6	-6,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,0	3,9
Fabrication de produits à base de céréales	0,4	5,3
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,7	-12,8
Industrie de boissons	6,1	0,7
Industries du textile et de la confection	0,2	-0,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	-9,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,4	-3,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,6	1,6
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	-12,8
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,1	-3,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,7	-5,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,8	19,9
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,1	-11,9
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	6,6
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0
Réparation et installation des machines et équipements	0,2	-1,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,8	1,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,7	-8,8
Construction	4,9	26,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16,2	-4,7
Hébergement et restauration	1,3	-0,1
Transport et entreposage	13,7	-3,2
Activité d'information et de télécommunications	14,8	1,7
Activités financières et d'assurance	12,0	-17,6

Branche d'activité	Répartition du CAHT en 2016 (%)	Variation entre 2016 et 2015 (%)
Activités immobilières	0,5	-0,2
Activités fournies principalement aux entreprises	6,2	-4,4
Activités éducatives	0,5	2,7
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,2	0,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,4	2,6
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100,0</b>	<b>-4,1</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 2: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée entre 2015 et 2016

Branche d'activité	Répartition de la VA en 2016 (%)	Taux de croissance de la VA (en %)	Taux VA 2016	Taux VA 2015
Agriculture	1,9	4,2	15,5	14,3
Elevage et chasse	0,1	19,2	21,3	17,2
Sylviculture et exploitation forestière	1,9	-21,8	19,0	23,8
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-1,4	97,5	-13,8	-6,1
Extraction des minéraux	0,1	144,2	17,7	7,8
Industrie de la viande et du poisson	0,0	0,3	47,2	41,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,5	-10,5	7,7	8,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,6	-0,5	34,1	32,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,0	7,6	28,0	27,0
Fabrication de produits à base de céréales	0,4	-13,6	17,6	21,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,7	29,9	17,3	11,6
Industrie de boissons	6,1	3,9	25,0	24,3
Industries du textile et de la confection	0,2	-3,7	26,0	26,9
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	-163,6	5,1	-7,3
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,4	8,5	20,4	18,1
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,6	42,8	25,2	17,9
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	-91,0	0,2	1,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,1	9,3	15,8	14,0
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,7	-35,1	18,9	27,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,8	9,1	19,4	21,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,1	-244,3	8,5	-5,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-64,4	-2,0	-6,1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	-525,8	3,6	-0,9
Réparation et installation des machines et équipements	0,2	-6,6	42,0	44,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,8	25,1	31,6	25,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,7	-7,1	45,4	44,6
Construction	4,9	17,2	19,1	20,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16,2	-27,2	11,7	15,4
Hébergement et restauration	1,3	3,5	49,9	48,2
Transport et entreposage	13,7	7,0	45,5	41,2
Activité d'information et de télécommunications	14,8	3,5	40,6	39,9

Branche d'activité	Répartition de la VA en 2016 (%)	Taux de croissance de la VA (en %)	Taux VA 2016	Taux VA 2015
Activités financières et d'assurance	12,0	-10,3	25,6	23,5
Activités immobilières	0,5	-9,3	51,8	56,9
Activités fournies principalement aux entreprises	6,2	-12,9	37,6	41,3
Activités éducatives	0,5	3,4	49,4	49,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,2	0,0	29,0	29,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,4	0,0	28,2	28,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100,0</b>	<b>-4,2</b>	<b>21,0</b>	<b>21,0</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

Tableau A 3: Evolution de l'Excédent brut d'exploitation entre 2015 et 2016

Branche d'activité	Répartition de l'EBE en 2016 (%)	Taux de croissance de l'EBE (en 2015 %)	Taux de marge brute en 2016 (en %)	Taux de marge brute en 2015 (en %)
Agriculture	-1,6	621	-6,8	-0,9
Elevage et chasse	0,1	30	15,2	11,2
Sylviculture et exploitation forestière	1,2	-49	6,2	12,1
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-8,1	17	-39,3	-29,6
Extraction des minéraux	0,1	-251	10,0	-7,1
Industrie de la viande et du poisson	0,0	-1	-10,7	-9,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,4	-32	3,2	4,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,7	-1	17,9	16,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,3	16	16,1	14,5
Fabrication de produits à base de céréales	0,3	-43	6,7	12,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,6	398	6,7	1,2
Industrie de boissons	6,8	0	14,0	14,1
Industries du textile et de la confection	0,1	-26	4,9	6,6
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	-74	-4,9	-17,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,0	0	7,0	6,7
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,5	154	10,3	4,1
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-1,2	7523	-2,3	0,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,9	16	6,6	5,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-0,1	-115	-1,4	9,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,4	12	12,6	13,5
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,2	-146	4,6	-8,8
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-40	-10,6	-18,8
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	-23	-14,9	-19,4
Réparation et installation des machines et équipements	-0,1	21	-17,0	-13,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	6,9	59	18,7	11,9
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,9	-23	12,8	15,1
Construction	4,1	50	7,9	6,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	22,7	-36	8,2	12,1
Hébergement et restauration	1,4	-6	27,4	29,2
Transport et entreposage	15,4	16	25,4	21,1
Activité d'information et de télécommunications	18,9	2	25,7	25,6

Branche d'activité	Répartition de l'EBE en 2016 (%)	Taux de croissance de l'EBE (en 2015 %)	Taux de marge brute en 2016 (en %)	Taux de marge brute en 2015 (en %)
Activités financières et d'assurance	15,4	-15	16,3	15,9
Activités immobilières	0,6	1	32,9	32,5
Activités fournies principalement aux entreprises	4,7	-25	14,2	18,1
Activités éducatives	0,3	8	15,4	14,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,0	0	-1,9	-2,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-0,8	0	-31,1	-31,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100,0</b>	<b>-10</b>	<b>10,4</b>	<b>11,2</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

Tableau A 4: Evolution du partage du profit entre 2015 et 2016

Branche d'activité	Rémunération capital en 2015 (en %)	Rémunération salaires en 2015 (en %)	Rémunération capital en 2016 (en %)	Rémunération salaires en 2016 (en %)
Agriculture	-6,3	106,3	-43,5	143,5
Elevage et chasse	65,4	34,6	71,2	28,8
Sylviculture et exploitation forestière	50,8	48,8	32,9	66,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	482,0	-382,0	285,7	-185,7
Extraction des minéraux	-91,6	191,6	56,5	43,5
Industrie de la viande et du poisson	-23,0	123,0	-22,6	122,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	53,8	46,2	41,0	59,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	52,5	47,5	52,4	47,6
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	53,5	46,5	57,5	42,5
Fabrication de produits à base de céréales	58,0	42,0	38,0	62,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	10,2	89,8	38,9	75,8
Industrie de boissons	58,1	41,9	56,0	44,0
Industries du textile et de la confection	24,5	75,5	19,0	81,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	236,8	-136,8	-95,6	195,6
Industries du bois sauf fabrication des meubles	37,1	62,9	34,3	65,7
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	23,0	77,0	40,9	59,1
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-1,4	101,4	-1117,2	1217,2
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	39,5	60,5	41,9	58,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32,6	67,4	-7,6	107,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	63,7	36,3	65,2	34,8
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	170,2	-126,4	54,2	84,7
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	309,2	-209,2	520,5	-420,5
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	2280,5	-2180,5	-412,1	512,1
Réparation et installation des machines et équipements	-31,2	131,2	-40,4	140,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	46,6	53,4	59,3	40,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	33,9	66,1	28,2	71,8
Construction	32,3	63,5	41,3	58,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	81,2	18,8	69,6	27,0
Hébergement et restauration	60,7	39,3	54,9	45,1
Transport et entreposage	53,9	46,1	55,7	44,0

Branche d'activité	Rémunération capital en 2015 (en %)	Rémunération salaires en 2015 (en %)	Rémunération capital en 2016 (en %)	Rémunération salaires en 2016 (en %)
Activité d'information et de télécommunications	64,2	35,8	63,4	37,4
Activités financières et d'assurance	67,5	32,5	63,7	36,3
Activités immobilières	72,3	27,7	63,5	34,7
Activités fournies principalement aux entreprises	42,3	57,7	37,7	63,0
Activités éducatives	29,8	70,2	31,2	68,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	-6,7	106,7	-6,7	106,7
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-110,3	210,3	-110,3	210,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>53,9</b>	<b>46,3</b>	<b>49,7</b>	<b>50,4</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 5: Evolution de la marge bénéficiaire entre 2015 et 2016

Branche d'activité	Taux de croissance du résultat net	Taux de marge nette 2016	Taux de marge nette 2015
Agriculture	-38,7	-7,4	-11,5
Elevage et chasse	28,5	-8,3	-6,2
Sylviculture et exploitation forestière	37,0	-2,3	-1,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-22,6	17,3	19,7
Extraction des minéraux	-11,3	-16,6	-20,1
Industrie de la viande et du poisson	-198,8	-43,1	38,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	69,3	-3,7	-2,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-17,0	2,2	2,5
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-63,6	1,5	4,3
Fabrication de produits à base de céréales	-273,4	-3,6	2,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	64,7	-2,8	-1,5
Industrie de boissons	-54,6	1,7	3,8
Industries du textile et de la confection	11,9	-5,6	-5,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	61,3	-21,1	-11,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	36,4	0,9	0,7
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-413,4	1,3	-0,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-26,0	-6,7	-7,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	97,6	-3,8	-1,9
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-8,1	-5,2	-5,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-289,1	-1,7	1,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-123,2	2,7	-10,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	9,8	-4,8	-4,7
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-3,5	-2,7	-2,8
Réparation et installation des machines et équipements	-0,1	-16,4	-16,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-432,8	4,9	-1,5
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	22,5	6,7	5,0
Construction	-66,7	-1,1	-4,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	41,0	2,3	1,6
Hébergement et restauration	195634,3	-8,6	0,0
Transport et entreposage	11,9	8,2	7,1

Branche d'activité	Taux de croissance du résultat net	Taux de marge nette 2016	Taux de marge nette 2015
Activité d'information et de télécommunications	12,4	-3,4	-3,0
Activités financières et d'assurance	-93,5	0,6	8,1
Activités immobilières	207,8	-17,1	-5,5
Activités fournies principalement aux entreprises	65,1	8,4	4,9
Activités éducatives	13,0	4,7	4,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,0	-3,2	-3,2
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,0	-1,3	-1,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>-3,8</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 6: Evolution des effectifs entre 2015 et 2016

Branche d'activité	Répartition des effectifs permanents en 2016 (%)	Taux de croissance des effectifs (en %)
Agriculture	13,1	2,3
Elevage et chasse	0,2	-3,8
Sylviculture et exploitation forestière	3,4	5,4
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,6	1,5
Extraction des minéraux	0,2	-6,5
Industrie de la viande et du poisson	0,3	0,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,6	6,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	3,5	12,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	3,7	1,6
Fabrication de produits à base de céréales	1,6	19,7
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,8	-7,1
Industrie de boissons	2,7	2,4
Industries du textile et de la confection	0,5	-2,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	0,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	3,1	0,0
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,8	-1,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,4	1,8
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,7	8,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	3,5	-5,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,4	6,8
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,8	-4,3
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-15,4
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,1	0,0
Réparation et installation des machines et équipements	0,4	-0,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	2,1	-1,3
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,5	1,7
Construction	6,3	20,6
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9,2	1,3
Hébergement et restauration	1,3	0,0
Transport et entreposage	8,6	0,3
Activité d'information et de télécommunications	5,3	1,4

Branche d'activité	Répartition des effectifs permanents en 2016 (%)	Taux de croissance des effectifs (en %)
Activités financières et d'assurance	4,1	7,2
Activités immobilières	0,3	-5,2
Activités fournies principalement aux entreprises	14,2	-23,9
Activités éducatives	1,3	1,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,6	1,1
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,8	-2,2
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100,0</b>	<b>-1,8</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

**Tableau A 7: Rendement et rentabilité économique de l'exploitation (%)**

Branche	2015			2016		
	<i>EBE</i> <i>IB</i>	<i>EBE</i> <i>RS - IF</i>	<i>RN</i> <i>Cap. Prop.</i>	<i>EBE</i> <i>IB</i>	<i>EBE</i> <i>RS - IF</i>	<i>RN</i> <i>Cap. Prop.</i>
Agriculture	-0,5	-1,9	-46,6	-3,6	-14,7	-42,6
Elevage et chasse	7,5	47,0	-41,5	9,8	67,7	-60,6
Sylviculture et exploitation forestière	15,6	56,8	-19,8	7,5	27,0	-20,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-6,8	-14,5	10,4	-13,1	-17,3	8,2
Extraction des minéraux	-2,4	-13,5	-67,0	4,9	22,3	-63,2
Industrie de la viande et du poisson	-1,8	-2,9	11,9	-4,4	-2,7	-11,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,9	17,6	-15,5	3,2	12,9	-29,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	10,4	19,7	5,0	10,0	19,4	3,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	6,6	19,6	5,7	7,4	19,0	2,1
Fabrication de produits à base de céréales	28,8	43,0	15,4	13,5	-181,5	28,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	1,8	7,1	-13,9	11,4	40,9	-26,1
Industrie de boissons	9,8	28,1	9,0	9,1	29,6	4,3
Industries du textile et de la confection	3,3	29,3	-68,3	2,4	19,6	-47,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-7,2	-69,7	-262,4	-1,9	-17,5	-396,9
Industries du bois sauf fabrication des meubles	6,4	21,2	2,9	6,3	19,3	4,4
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	2,9	6,0	-1,0	7,5	15,7	2,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	0,2	95,5	-1,8	36,0	41,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	6,2	12,9	-9,9	6,8	14,9	-12,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,8	5,5	-4,7	-0,4	-0,7	-4,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	8,3	13,6	3,2	8,7	17,1	-9,6
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-6,7	-34,1	-117,9	3,0	16,5	26,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-19,6	212,2	18,9	-12,0	126,4	20,9
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-23,6	-18126,1	-4871,6	-18,1	6698,1	993,4
Réparation et installation des machines et équipements	-1,1	-2,6	20,0	-1,3	-3,1	20,1

Branche	2015				2016			
	<i>EBE</i>		<i>RN</i> Cap. Prop.	<i>EBE</i> <i>IB</i>	<i>EBE</i>		<i>RN</i> Cap. Prop.	
	<i>IB</i>	<i>RS - IF</i>			<i>IB</i>	<i>RS - IF</i>		
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	2,9	7,9	-2,2	5,3	12,5	6,6		
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,4	2,6	1,5	1,5	1,6	1,6		
Construction	8,4	851,0	115,5	11,6	342,6	76,2		
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	38,2	103,6	16,3	31,8	63,6	23,8		
Hébergement et restauration	7,6	30,6	0,0	6,9	21,4	-10,2		
Transport et entreposage	9,4	19,6	11,7	10,0	21,3	12,7		
Activité d'information et de télécommunications	8,3	24,3	-10,4	7,5	18,0	-15,8		
Activités financières et d'assurance	14,8	43,4	24,2	2,8	33,4	1,6		
Activités immobilières	2,1	4,5	-0,7	1,7	3,6	-2,3		
Activités fournies principalement aux entreprises	32,9	43,5	12,3	24,7	31,6	18,2		
Activités éducatives	5,4	7,7	3,1	5,7	8,4	3,1		
Activité pour la santé humaine et action sociale	-1,7	-2,6	-16,0	-1,7	-2,6	-16,0		
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-56,1	-176,7	-4,1	-52,4	-176,7	-4,0		
<b>ENSEMBLE</b>	<b>8,0</b>	<b>21,2</b>	<b>3,4</b>	<b>5,5</b>	<b>16,9</b>	<b>3,3</b>		

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 8: Productivité des facteurs et partage salaires/profits

Branche	2015 (en 1000 FCFA)				2016 (en 1000 FCFA)			
	<i>VA</i> <i>Effectif</i> (millions de FCFA)	<i>VA</i> charges de pers	<i>Charge de pers</i> <i>Effectif</i> (millions de FCFA)	<i>VA</i> <i>IB</i>	<i>VA</i> <i>Effectif</i> (millions de FCFA)	<i>VA</i> charges de pers	<i>Charge de pers</i> <i>Effectif</i> (millions de FCFA)	<i>VA</i> <i>IB</i>
Agriculture	1,3	0,9	1,4	8,0	1,3	0,7	1,9	8,2
Elevage et chasse	4,2	2,9	1,4	11,5	5,2	3,5	1,5	13,7
Sylviculture et exploitation forestière	6,9	2,1	3,4	30,6	5,1	1,5	3,4	22,9
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-12,2	-0,3	46,5	-1,4	-23,7	-0,5	43,9	-4,6
Extraction des minerais	2,5	0,5	4,8	2,6	6,5	2,3	2,8	8,7
Industrie de la viande et du poisson	1,1	0,8	1,4	7,8	1,1	0,8	1,4	19,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	9,1	2,2	4,2	9,1	7,7	1,7	4,5	7,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	7,9	2,1	3,7	19,9	7,0	2,1	3,3	19,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	4,7	2,1	2,2	12,4	5,0	2,4	2,1	12,8
Fabrication de produits à base de céréales	3,2	2,4	1,4	49,7	2,3	1,6	1,4	35,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	6,1	1,1	5,5	17,9	8,5	1,3	6,5	29,3
Industrie de boissons	20,9	2,4	8,7	16,8	21,2	2,3	9,3	16,3
Industries du textile et de la confection	4,4	1,3	3,3	13,3	4,3	1,2	3,5	12,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-0,9	-0,7	1,2	-3,0	0,6	0,5	1,1	2,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	4,1	1,6	2,6	17,3	4,4	1,5	2,9	18,3

Branche	2015 (en 1000 FCFA)				2016 (en 1000 FCFA)			
	$\frac{VA}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{charges de pers}$	$\frac{Charge de pers}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{IB}$	$\frac{VA}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{charges de pers}$	$\frac{Charge de pers}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{IB}$
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	4,9	1,3	3,7	12,8	7,0	1,7	4,1	18,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	14,1	1,0	14,3	1,7	1,2	0,1	15,2	0,2
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	5,8	1,7	3,5	15,7	5,9	1,7	3,4	16,2
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,8	1,5	1,9	8,6	1,9	0,9	2,1	5,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	38,9	2,8	14,1	13,1	39,7	2,9	13,8	13,4
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-3,7	-0,8	4,7	-3,9	5,6	1,2	4,7	5,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-2,7	-0,5	5,6	-6,3	-1,1	-0,2	4,7	-2,3
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-0,2	0,0	3,4	-1,0	0,7	0,2	3,4	4,4
Réparation et installation des machines et équipements	4,7	0,8	6,2	3,4	4,4	0,7	6,2	3,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	21,1	1,9	11,3	6,3	26,8	2,5	10,9	9,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	7,1	1,5	4,7	7,0	6,5	1,4	4,6	5,3
Construction	7,7	1,6	4,9	25,9	7,5	1,7	4,4	28,0
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	23,2	5,3	4,4	47,1	16,6	3,7	4,5	45,7
Hébergement et restauration	8,9	2,5	3,5	12,5	9,2	2,2	4,2	12,6
Transport et entreposage	14,1	2,2	6,5	17,5	15,1	2,3	6,6	17,9
Activité d'information et de télécommunications	25,8	2,8	9,2	12,9	26,3	2,7	9,9	11,8
Activités financières et d'assurance	33,4	3,1	10,9	21,9	28,0	2,8	10,2	4,4
Activités immobilières	16,7	3,6	4,6	3,0	16,0	2,9	5,5	2,7
Activités fournies principalement aux entreprises	3,6	1,7	2,1	77,8	4,2	1,6	2,6	65,6
Activités éducatives	3,4	1,4	2,4	18,2	3,5	1,5	2,4	18,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	3,2	0,9	3,4	25,1	3,2	0,9	3,4	25,1
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4,4	0,5	9,2	50,9	4,5	0,5	9,4	47,5
<b>ENSEMBLE</b>	<b>9,7</b>	<b>2,2</b>	<b>4,5</b>	<b>14,8</b>	<b>9,5</b>	<b>2,0</b>	<b>4,8</b>	<b>11,0</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 9: Importance des immobilisations

Branche	2015 (en 1000 FCFA)		2016 (en 1000 FCFA)	
	$\frac{IB}{Effectif}$	$\frac{Amortissements}{effectif}$	$\frac{IB}{Effectif}$	$\frac{Amortissements}{effectif}$
Agriculture	16 565,2	12 090,3	16 337,9	11 299,9
Elevage et chasse	36 446,2	12 558,8	37 801,5	14 114,0
Sylviculture et exploitation forestière	22 625,3	16 197,4	22 482,2	16 489,9
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	855 939,2	604 653,4	516 656,3	276 482,3
Extraction des minéraux	96 301,9	24 195,6	74 621,5	26 487,0

Branche	2015 (en 1000 FCFA)		2016 (en 1000 FCFA)	
	<i>IB</i> Effectif	<i>Amortissements</i> effectif	<i>IB</i> Effectif	<i>Amortissements</i> effectif
Industrie de la viande et du poisson	14 578,9	8 826,8	5 885,9	18,1
Travail des grains et fabrication des produits amylocés	99 469,1	63 523,4	96 785,5	63 397,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	39 701,7	25 197,6	36 470,7	28 085,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	38 240,5	21 740,7	39 032,0	22 662,1
Fabrication de produits à base de céréales	6 510,0	3 845,3	6 586,3	3 472,3
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	34 139,7	17 943,0	29 171,9	12 119,7
Industrie de boissons	124 040,7	78 571,4	129 909,2	84 750,2
Industries du textile et de la confection	32 914,0	27 765,9	34 215,1	29 593,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	28 436,9	21 235,8	27 502,5	21 455,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	23 486,6	17 589,6	24 120,2	18 553,2
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	37 815,0	26 728,5	38 013,9	27 906,5
Raffinage du pétrole et cokéfaction	821 153,4	271 957,1	786 319,8	312 507,8
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	37 235,4	23 011,7	36 244,6	22 882,4
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32 460,7	16 542,4	35 164,1	16 641,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	296 669,4	122 974,3	296 531,9	133 359,7
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	94 411,5	66 083,0	100 023,0	65 242,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	42 268,0	34 020,4	49 070,1	40 218,9
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	15 017,5	10 795,8	15 015,9	11 047,1
Réparation et installation des machines et équipements	137 992,3	55 240,4	138 243,0	55 329,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	334 965,2	136 300,1	299 041,1	160 607,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	101 985,6	21 325,1	121 697,4	11 482,5
Construction	29 588,9	16 393,9	26 616,7	16 273,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	49 189,6	18 541,3	36 444,2	19 964,1
Hébergement et restauration	71 451,6	49 840,3	73 259,3	51 630,2
Transport et entreposage	80 913,4	54 983,3	84 321,2	57 627,5
Activité d'information et de télécommunications	200 358,8	113 519,2	223 073,6	115 993,8
Activités financières et d'assurance	152 571,9	89 104,8	638 050,8	83 400,4
Activités immobilières	563 427,9	252 412,5	597 757,3	273 613,0
Activités fournies principalement aux entreprises	4 669,6	2 632,3	6 339,6	3 488,5
Activités éducatives	18 773,0	7 534,0	18 908,4	7 490,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	12 731,3	12 153,4	12 588,4	12 017,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	8 635,7	4 591,7	9 461,6	4 692,8
<b>Ensemble</b>	<b>65 852,1</b>	<b>36 099,7</b>	<b>16 337,9</b>	<b>36 628,0</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 10: Jeunesse et renouvellement des immobilisations

<b>Branche</b>	<b>2015 (%)</b>	<b>2016 (%)</b>
	<u>Amortissements</u> <i>IB</i>	<u>Amortissements</u> <i>IB</i>
Agriculture	73,0	69,2
Elevage et chasse	34,5	37,3
Sylviculture et exploitation forestière	71,6	73,3
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	70,6	53,5
Extraction des minerais	25,1	35,5
Industrie de la viande et du poisson	60,5	0,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	63,9	65,5
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	63,5	77,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	56,9	58,1
Fabrication de produits à base de céréales	59,1	52,7
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	52,6	41,5
Industrie de boissons	63,3	65,2
Industries du textile et de la confection	84,4	86,5
Industries du cuir et fabrication des chaussures	74,7	78,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	74,9	76,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	70,7	73,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	33,1	39,7
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	61,8	63,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	51,0	47,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	41,5	45,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	70,0	65,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	80,5	82,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	71,9	73,6
Réparation et installation des machines et équipements	40,0	40,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	40,7	53,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	20,9	9,4
Construction	55,4	61,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	37,7	54,8
Hébergement et restauration	69,8	70,5
Transport et entreposage	68,0	68,3
Activité d'information et de télécommunications	56,7	52,0
Activités financières et d'assurance	58,4	13,1
Activités immobilières	44,8	45,8
Activités fournies principalement aux entreprises	56,4	55,0
Activités éducatives	40,1	39,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	95,5	95,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	53,2	49,6
<b>Ensemble</b>	<b>54,8</b>	<b>42,5</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

Tableau A 11: Poids des dettes financières dans les capitaux propres

Branche	Dettes financières/capitaux propres	
	2015	2016
Agriculture	3,6	5,8
Elevage et chasse	7,1	8,0
Sylviculture et exploitation forestière	8,9	7,2
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,7	0,6
Extraction des minéraux	9,7	8,2
Industrie de la viande et du poisson	0,3	0,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,3	5,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,7	1,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,5	0,7
Fabrication de produits à base de céréales	2,1	-9,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	5,5	5,9
Industrie de boissons	1,3	1,4
Industries du textile et de la confection	14,6	8,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	78,9	101,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	2,7	3,2
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	1,9	1,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-16,7	-9,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	4,4	2,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,0	1,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,1	5,5
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	10,8	10,0
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-4,9	-5,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	1026,8	-217,0
Réparation et installation des machines et équipements	-15,9	-16,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	3,0	2,5
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,9	1,2
Construction	-42,0	-97,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	4,4	4,5
Hébergement et restauration	1,4	1,4
Transport et entreposage	1,9	1,9
Activité d'information et de télécommunications	7,4	12,5
Activités financières et d'assurance	11,5	11,0
Activités immobilières	0,6	0,7
Activités fournies principalement aux entreprises	1,4	1,2
Activités éducatives	0,5	0,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	4,6	4,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	2,0	1,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 12: Structure des bilans en 2016

branche	Actif (%)					Passif (%)											
	Imm Total		non bilan		Immo Total	fin bilan		Actif Total		circ bilan	Trésorerie – Actif Total		Passif Total		circulant bilan	Trésorerie passif Total	
	Imm Total	non bilan	Imm Total	fin bilan													
01- Agriculture		45,14		0,72		53,32		0,83		20,42		19,70		54,02		5,86	
02- Élevage et chasse		69,80		0,03		24,51		5,66		2,00		3,92		94,00		0,09	
03-Sylviculture et exploitation forestière		19,45		5,68		71,91		2,95		13,57		15,36		59,32		11,75	
05- Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques		19,59		11,14		37,60		31,68		67,97		4,46		27,27		0,30	
06- Extraction de minéraux		73,44		0,05		25,29		1,22		13,35		5,69		76,55		4,41	
07-Industrie de la viande et du poisson		63,28		0,00		5,51		31,21		77,72		2,44		19,84		0,00	
08- Travail des grains et fabrication des produits amylacés		38,81		6,99		45,91		8,28		22,95		21,77		36,87		18,41	
09- Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre		41,17		3,22		52,50		3,10		38,04		27,27		31,85		2,85	
10- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux		67,46		1,57		27,15		3,82		66,16		7,95		13,54		12,35	
11- Fabrication de produits à base de céréales		33,87		0,56		57,29		8,29		32,15		19,46		27,29		21,09	
12- Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires		41,52		0,36		51,51		6,61		1,68		5,00		76,54		16,79	
13- Industrie de boissons		52,75		3,06		36,10		8,10		40,14		10,56		41,71		7,59	
15- Industrie du textile et de la confection		37,71		0,61		60,15		1,53		5,54		10,56		69,42		14,48	
16- Industries du cuir et fabrication des chaussures		19,20		0,09		73,93		6,79		1,30		4,04		93,68		0,98	
17- Industrie du bois sauf fabrication des meubles		28,16		1,77		68,04		2,03		29,08		17,52		47,12		6,29	
18- Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et		34,70		1,23		60,46		3,61		48,27		12,50		28,00		11,23	
19- Raffinage de pétrole et cokéfaction		36,20		14,70		44,52		4,58		-5,39		11,46		78,40		15,53	
20- Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques		23,12		1,00		71,55		4,33		18,85		17,77		44,04		19,34	
21- Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières		50,27		0,30		46,53		2,90		47,63		22,71		26,48		3,18	
22- Fabrication de produits minéraux non métalliques		76,20		0,94		19,45		3,41		26,97		51,89		18,59		2,54	
23- Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux		33,59		3,50		61,24		1,66		5,80		9,68		71,59		12,93	
24- Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA		9,85		0,00		81,84		8,31		-45,51		21,10		116,59		7,83	
25- Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication,		43,12		0,88		48,95		7,05		39,65		0,00		54,07		6,27	
26- Fabrication de matériel de transport																	
27- Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA		24,85		1,43		66,28		7,43		-22,40		8,22		92,90		21,27	
28- Réparation et installation des machines et équipements		37,05		0,09		62,58		0,28		14,91		2,29		72,22		10,59	
29- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné		83,58		6,52		6,16		3,74		24,06		44,53		27,57		3,84	
30- Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets		23,45		1,93		67,99		6,63		22,45		21,13		49,93		6,49	
31- Construction		17,61		3,92		68,35		10,12		3,82		7,78		81,09		7,31	
32- Commerce de gros et de détail		22,60		2,23		70,29		4,88		17,34		5,49		52,23		24,95	
33- Hébergement et restauration		47,01		19,28		15,75		17,96		48,66		22,48		26,20		2,66	
34- Transports et entreposage		37,45		5,45		44,87		12,23		31,74		29,17		33,50		5,59	
35- Activités d'information et de télécommunications		61,35		4,96		25,09		8,60		16,10		22,36		60,18		1,36	
36- Activités financières et d'assurance		4,38		5,31		60,32		29,99		6,97		8,16		77,05		7,82	
37- Activités immobilières		81,32		0,46		14,38		3,84		66,05		9,51		23,88		0,56	
38- Activité fournies principalement aux entreprises		63,72		3,41		22,11		10,76		50,55		27,94		19,50		2,01	
40- Activités éducatives		86,51		0,12		1,37		11,99		63,08		23,73		8,28		4,91	
41- Activité pour la santé humaine et action sociale		59,75		0,23		3,98		36,04		15,71		14,39		68,87		1,03	

branche	Actif (%)				Passif (%)			
	<u>Imm<sub>n</sub>on<sub>f</sub>in</u> Total bilan	<u>Imm<sub>m</sub>o<sub>f</sub>in</u> Total bilan	<u>Actif circ</u> Total bilan	<u>Trésorerie – Actif</u> Total bilan	<u>Cap Propres</u> Total bilan	<u>Dettes financières</u> Total bilan	<u>Passif circulant</u> Total bilan	<u>Trésorerie passif</u> Total bilan
42- Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	18,75	0,60	29,58	51,06	24,92	6,08	63,61	5,39
<b>TOTAL</b>	<b>33,14</b>	<b>5,14</b>	<b>47,40</b>	<b>14,31</b>	<b>20,82</b>	<b>16,23</b>	<b>54,31</b>	<b>8,65</b>

**Source :** INS/Base des données des DSF

Tableau A 13: Structure des bilans en 2015

branche	Actif (%)				Passif (%)			
	<u>Imm<sub>n</sub>on<sub>f</sub>in</u> Total bilan	<u>Imm<sub>m</sub>o<sub>f</sub>in</u> Total bilan	<u>Actif circ</u> Total bilan	<u>Trésorerie – Actif</u> Total bilan	<u>Cap Propres</u> Total bilan	<u>Dettes financières</u> Total bilan	<u>Passif circulant</u> Total bilan	<u>Trésorerie passif</u> Total bilan
01- Agriculture	45,26	0,83	53,13	0,77	24,30	18,63	51,23	5,83
02- Élevage et chasse	58,12	0,04	38,36	3,49	10,94	8,05	80,56	0,45
03-Sylviculture et exploitation forestière	21,54	5,86	71,28	1,32	12,18	13,73	63,95	10,14
05- Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	51,92	7,85	21,55	18,68	44,28	35,08	20,44	0,19
06- Extraction de minéraux	74,61	0,05	24,81	0,53	15,61	3,47	77,97	2,96
07-Industrie de la viande et du poisson	63,33	0,00	5,49	31,18	78,17	2,45	19,38	0,00
08- Travail des grains et fabrication des produits amylacés	39,28	6,49	49,47	4,76	23,79	24,00	36,49	15,72
09- Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	37,50	3,16	54,57	4,77	35,80	29,24	30,40	4,57
10- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	69,84	1,71	25,78	2,66	60,37	9,38	14,48	15,77
11- Fabrication de produits à base de céréales	34,15	0,45	54,32	11,08	22,84	20,99	41,12	15,05
12- Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	42,82	0,49	50,11	6,58	3,79	4,74	74,12	17,35
13- Industrie de boissons	50,83	3,14	35,96	10,08	39,53	12,36	39,70	8,42
15- Industrie du textile et de la confection	36,66	1,48	60,23	1,62	8,78	12,28	69,55	9,39
16-Industries du cuir et fabrication des chaussures	22,02	0,06	71,52	6,39	2,79	4,78	91,46	0,98
17- Industrie du bois sauf fabrication des meubles	26,59	1,10	71,39	0,92	23,75	13,19	54,84	8,22
18- Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	32,6	3,2	59,8	4,4	44,65	8,95	34,59	11,80
19- Raffinage de pétrole et cokéfaction	27,96	14,53	53,74	3,77	-0,21	9,28	73,57	17,36
20- Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	22,38	1,07	71,66	4,89	21,76	11,13	50,73	16,38
21- Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	57,00	0,63	39,06	3,30	54,74	13,60	28,02	3,64
22- Fabrication de produits minéraux non métalliques	69,41	2,28	24,57	3,74	28,48	47,82	18,95	4,76
23- Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	39,78	4,27	54,15	1,80	14,42	9,57	63,47	12,54
24- Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	10,84	0,07	52,14	36,95	23,33	0,00	54,68	21,99
25- Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	42,98	0,87	49,09	7,07	39,48	0,00	54,22	6,29
26- Fabrication de matériel de transport								
27- Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	41,90	0,87	51,56	5,67	-15,93	8,36	82,89	24,68
28- Réparation et installation des machines et équipements	41,77	0,01	58,14	0,07	16,98	2,63	68,37	12,02
29- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	66,55	5,48	19,91	8,06	29,12	42,14	28,70	0,04
30- Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	76,03	0,54	19,01	4,43	53,42	37,42	8,00	1,16
31- Construction	20,72	4,03	66,40	8,85	-1,10	7,13	88,18	5,79
32- Commerce de gros et de détail	18,17	1,84	75,75	4,24	18,24	5,47	54,66	21,63

branche	Actif (%)				Passif (%)			
	<u>Imm<sub>n</sub>on fin</u> Total bilan	<u>Immo fin</u> Total bilan	<u>Actif circ</u> Total bilan	<u>Trésorerie - Actif</u> Total bilan	<u>Cap Propres</u> Total bilan	<u>Dettes financières</u> Total bilan	<u>Passif circulant</u> Total bilan	<u>Trésorerie passif</u> Total bilan
33- Hébergement et restauration	58,83	1,63	21,34	18,20	52,75	20,53	25,72	1,00
34- Transports et entreposage	46,59	1,55	43,05	8,81	38,22	29,71	28,63	3,44
35- Activités d'information et de télécommunications	46,08	4,55	28,94	20,43	10,39	15,39	72,17	2,04
36- Activités financières et d'assurance	4,28	5,53	59,36	30,84	7,10	7,92	76,90	8,08
37- Activités immobilières	83,00	1,07	12,59	3,34	65,95	7,62	26,19	0,24
38- Activité fournies principalement aux entreprises	22,24	8,25	41,39	28,12	43,87	6,16	45,12	4,85
40- Activités éducatives	76,18	8,97	5,17	9,68	74,19	15,82	6,55	3,44
41- Activité pour la santé humaine et action sociale	38,93	0,18	26,27	34,62	48,89	8,80	41,79	0,52
42- Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	19,36	37,07	36,97	6,59	23,84	12,23	62,95	0,98
<b>TOTAL</b>	<b>32,86</b>	<b>4,83</b>	<b>47,46</b>	<b>14,86</b>	<b>21,38</b>	<b>16,66</b>	<b>54,16</b>	<b>7,80</b>

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 14: Fonds de roulement net et financement de l'actif circulant

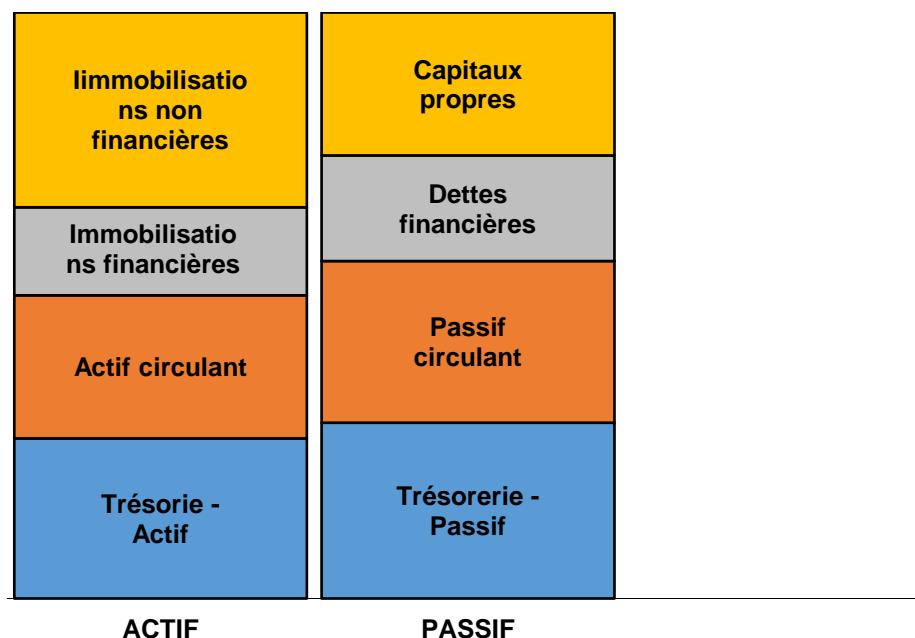
Branche	2015(%)		2016(%)	
	FDR Actif circulant	<b>FDR BFR</b>	FDR Actif circulant	<b>FDR BFR</b>
01- Agriculture	-5,9	-166,3	-17,3	-269,9
02- Élevage et chasse	-101,4	103,4	-284,0	96,6
03-Sylviculture et exploitation forestière	-3,3	-36,6	9,2	84,9
05- Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	65,8	-336,2	76,2	-1160,5
06- Extraction de minerais	-226,0	109,6	-215,2	105,9
07-Industrie de la viande et du poisson	598,4	-186,3	596,6	-179,7
08- Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,1	15,5	-2,3	-11,8
09- Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	48,7	115,0	38,1	95,1
10- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-5,2	-11,9	-40,8	-67,3
11- Fabrication de produits à base de céréales	26,3	170,6	49,2	116,5
12- Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	-67,4	102,9	-68,7	108,1
13- Industrie de boissons	-5,8	55,8	-14,7	89,0
15- Industrie du textile et de la confection	-38,5	156,7	-37,1	235,7
16- Industries du cuir et fabrication des chaussures	-20,3	73,0	-22,5	76,5
17- Industrie du bois sauf fabrication des meubles	13,0	56,0	29,2	114,4
18- Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	30,0	75,8	5,1	9,6
19- Raffinage de pétrole et cokéfaction	-62,1	165,3	-100,9	131,8
20- Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	16,7	70,5	15,2	38,1
21- Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32,0	122,0	1,9	3,5
22- Fabrication de produits minéraux non métalliques	22,1	131,6	163,7	-2578,9
23- Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	-32,8	114,2	-36,0	262,4
24- Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	37,5	-103,2	-39,1	133,8
25- Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-8,9	84,9	-8,9	84,9
26- Fabrication de matériel de transport				
27- Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	-97,3	171,8	-78,1	100,0
28- Réparation et installation des machines et équipements	-38,1	216,7	-31,9	207,0
29- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-3,0	6,7	74,5	-14,3
30- Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	52,7	91,5	26,8	100,8
31- Construction	-26,2	70,3	-13,0	48,6
32- Commerce de gros et de détail	5,1	20,2	9,2	217,8
33- Hébergement et restauration	58,6	-262,4	61,9	-151,0
34- Transports et entreposage	37,8	106,6	21,9	109,9
35- Activités d'information et de télécommunications	-86,3	57,9	-113,0	80,4
36- Activités financières et d'assurance	9,0	-29,1	9,2	-31,7
37- Activités immobilières	-70,0	63,1	-47,8	70,5
38- Activité fournies principalement aux entreprises	40,5	-1344,5	39,1	372,4
40- Activités éducatives	-100,9	384,4	-668,6	160,7
41- Activité pour la santé humaine et action sociale	75,1	-120,6	-210,0	13,4
42- Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-28,9	25,0	73,7	-41,8
<b>Ensemble</b>	<b>-1,1</b>	<b>6,6</b>	<b>-2,3</b>	<b>10,4</b>

Source : INS/Base des données des DSF

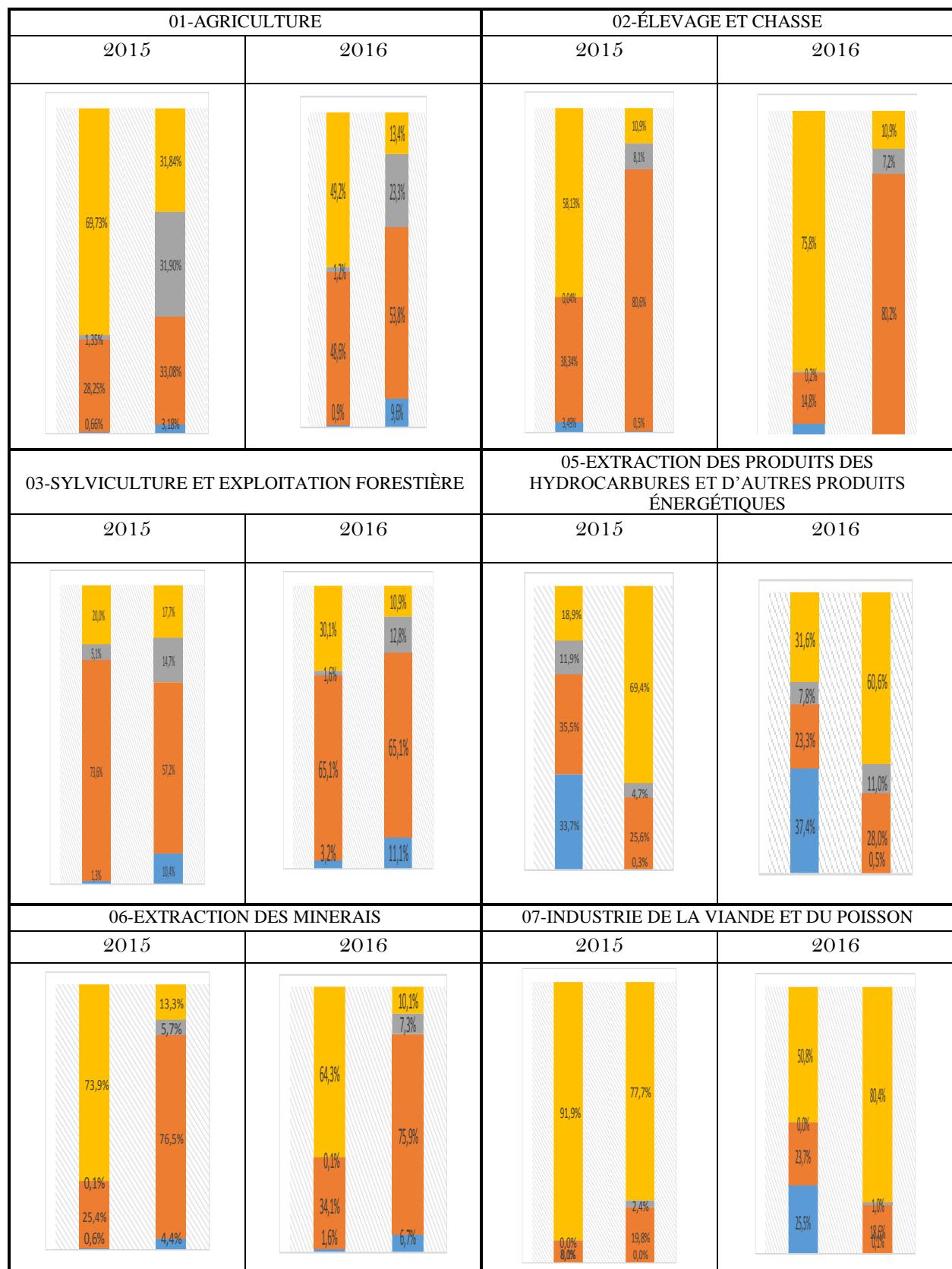
## Annexe 4 : Structure du bilan en 2016 par branches d'activité

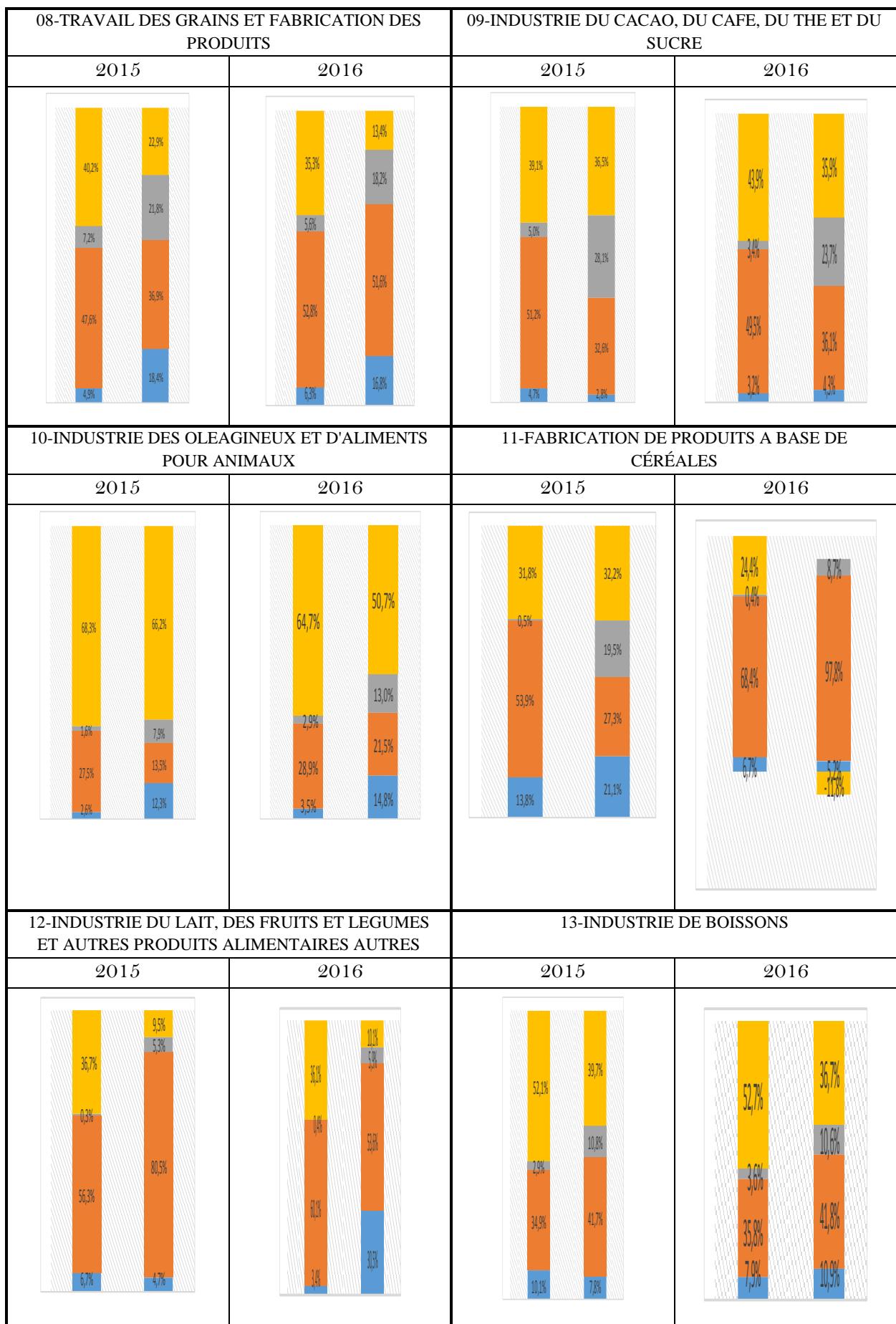
### STRUCTURE DES BILANS

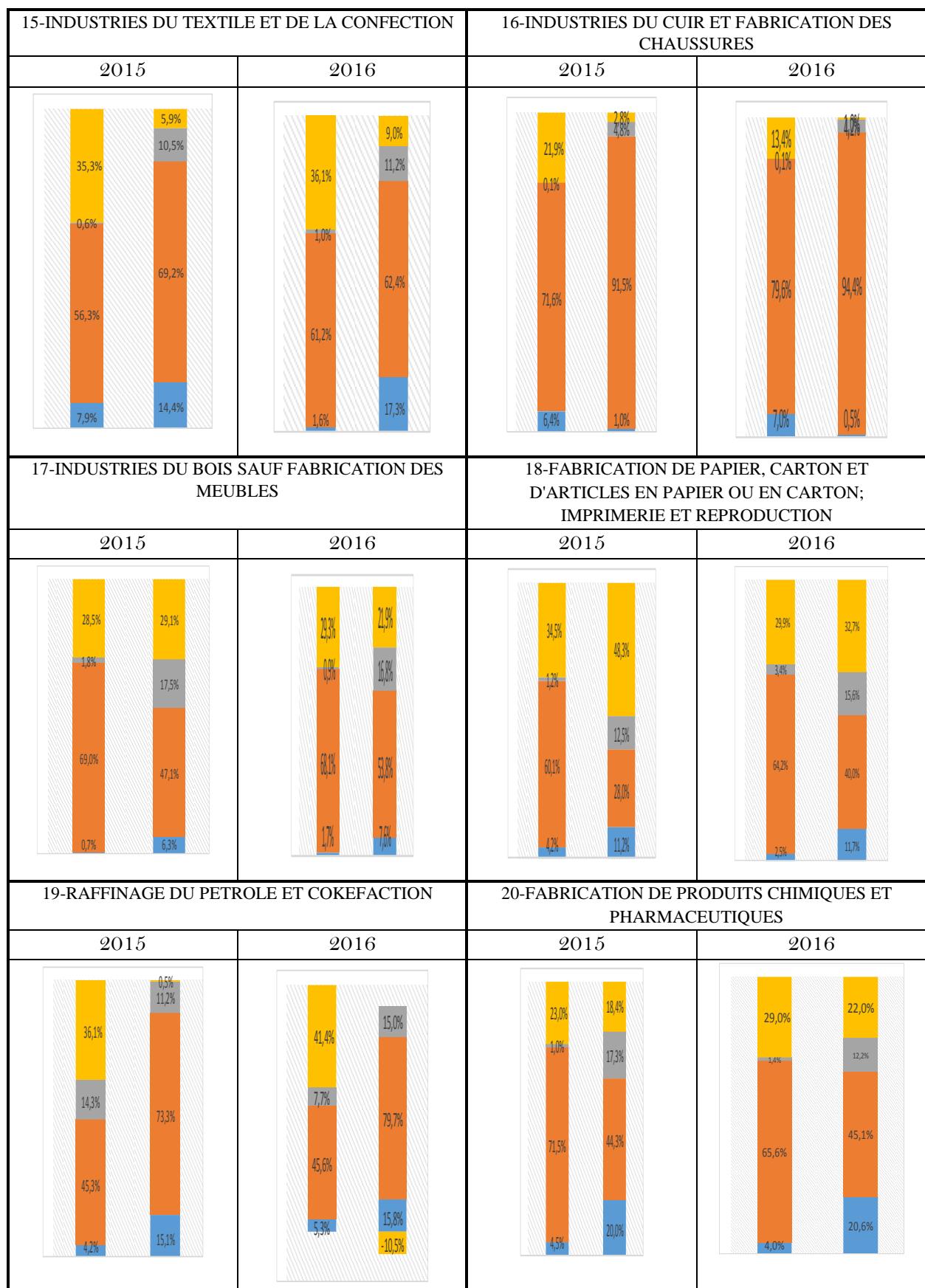
#### LÉGENDE

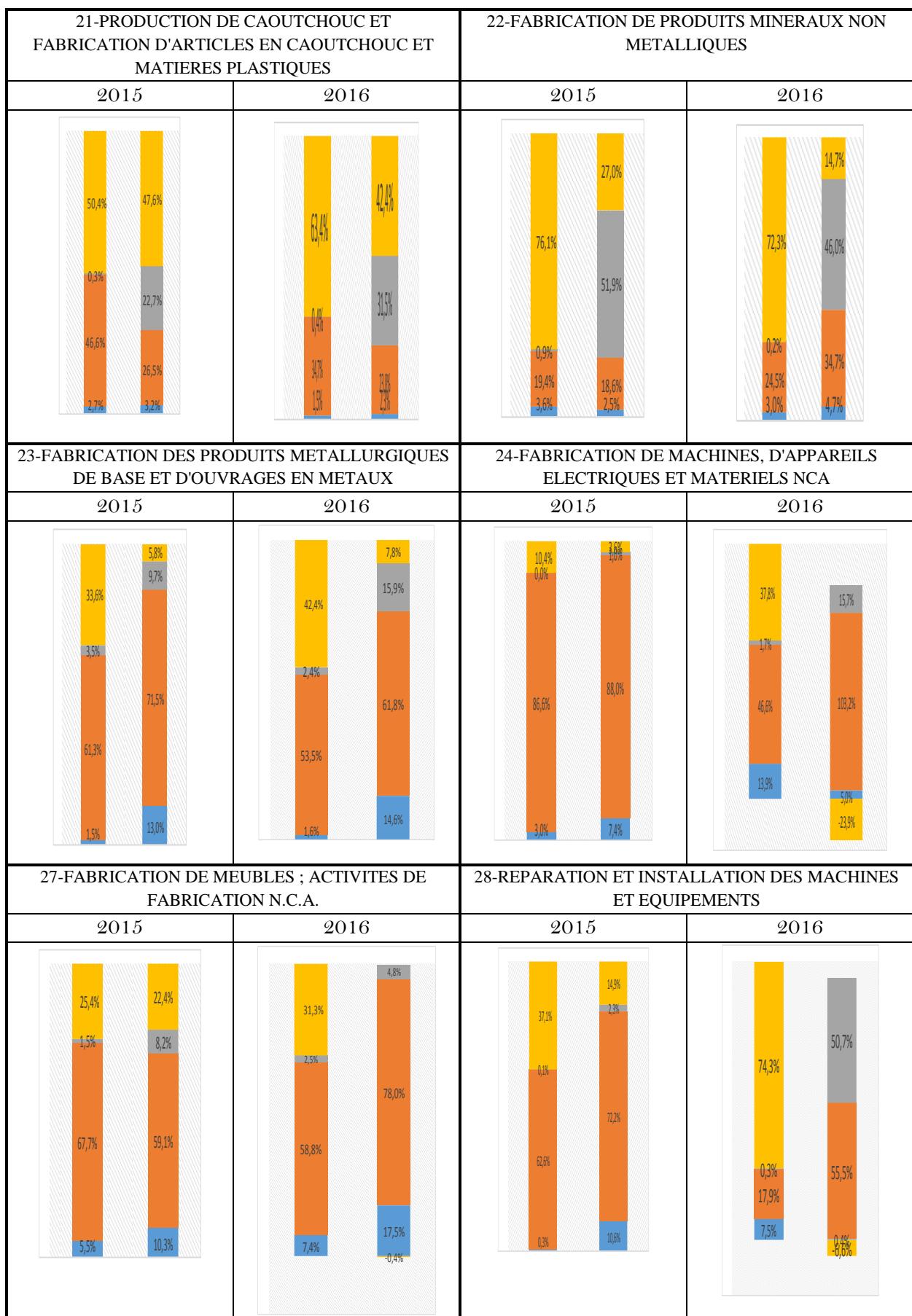


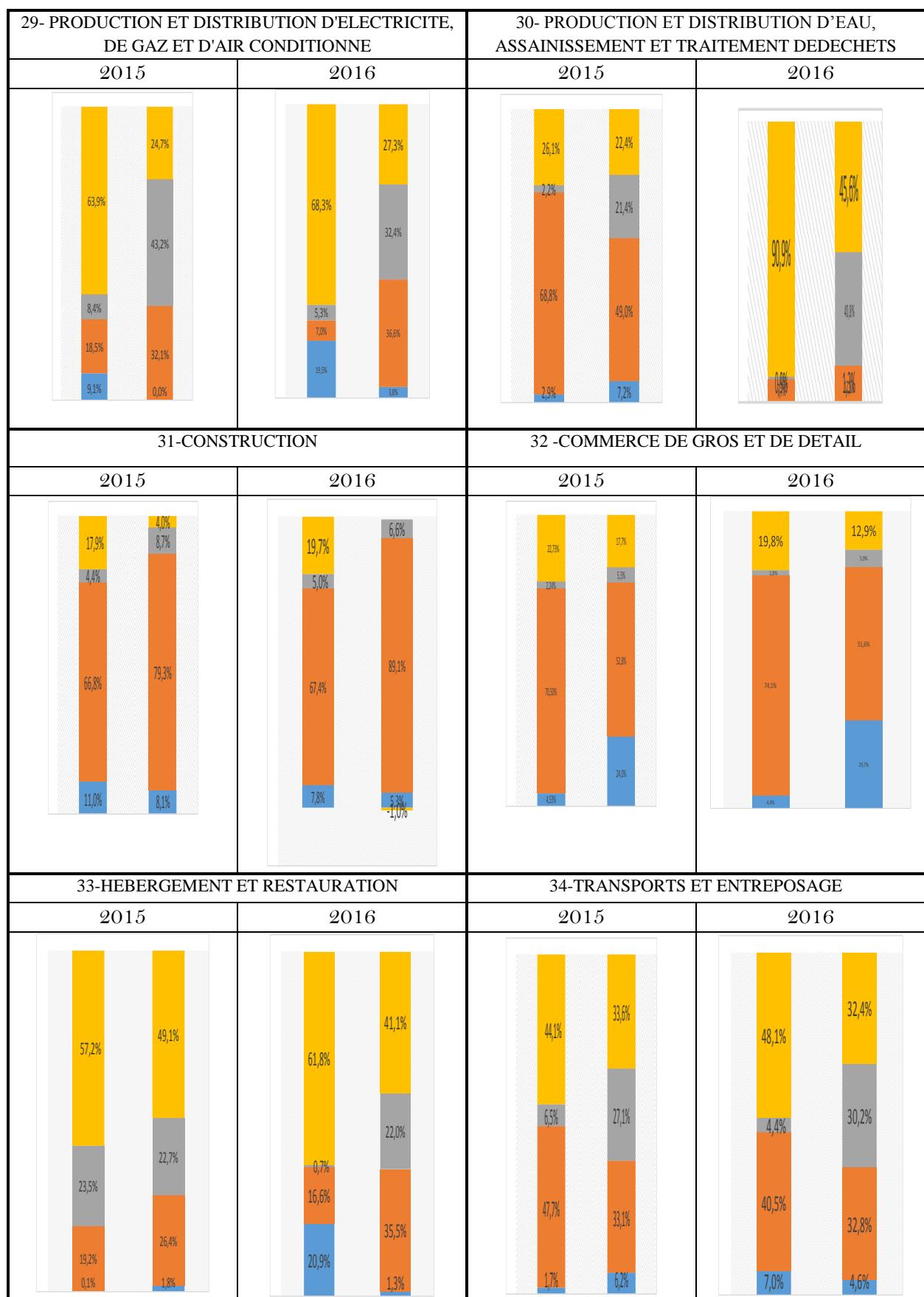
## STRUCTURE DES BILANS EN 2015 ET 2016

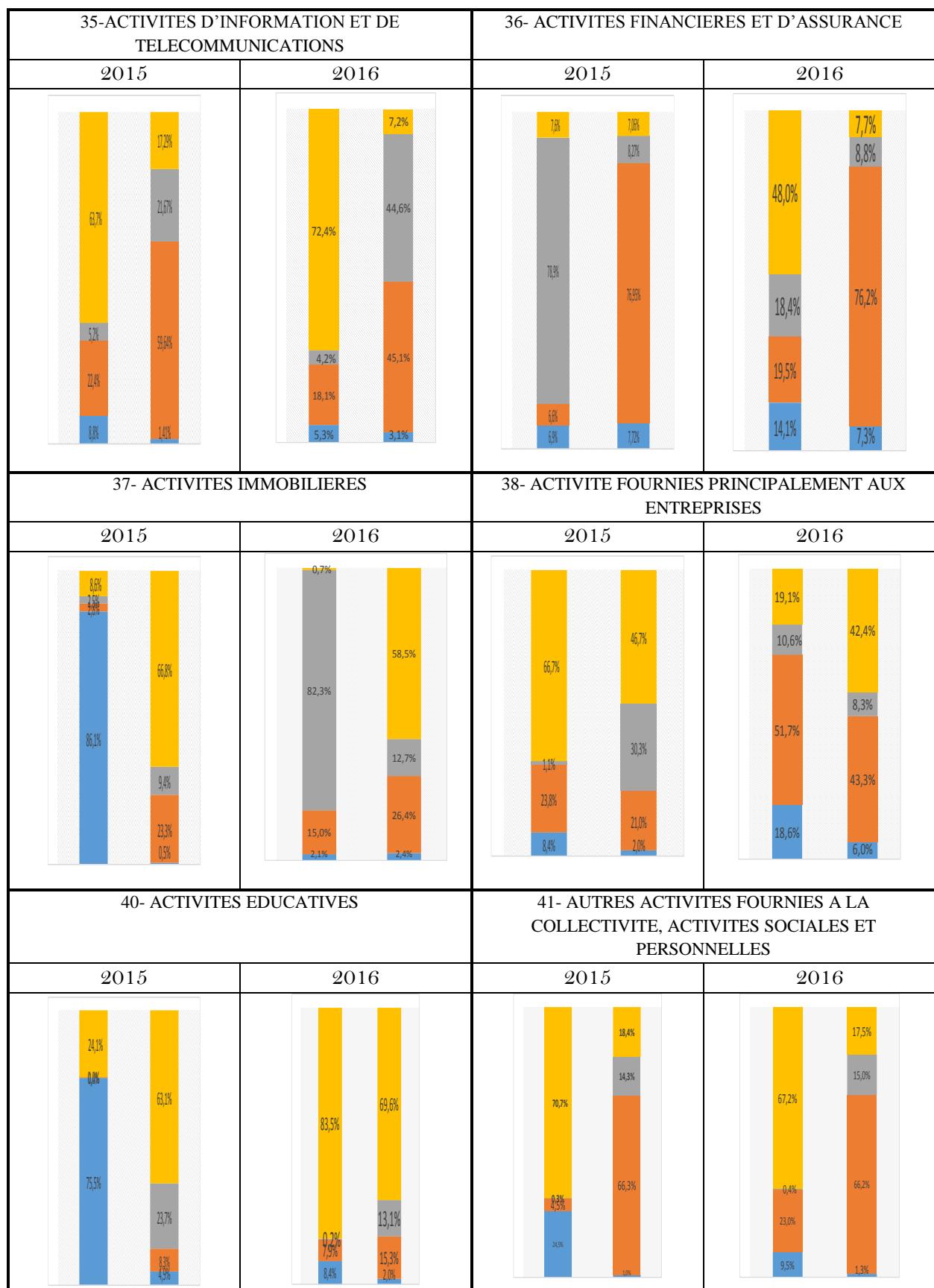




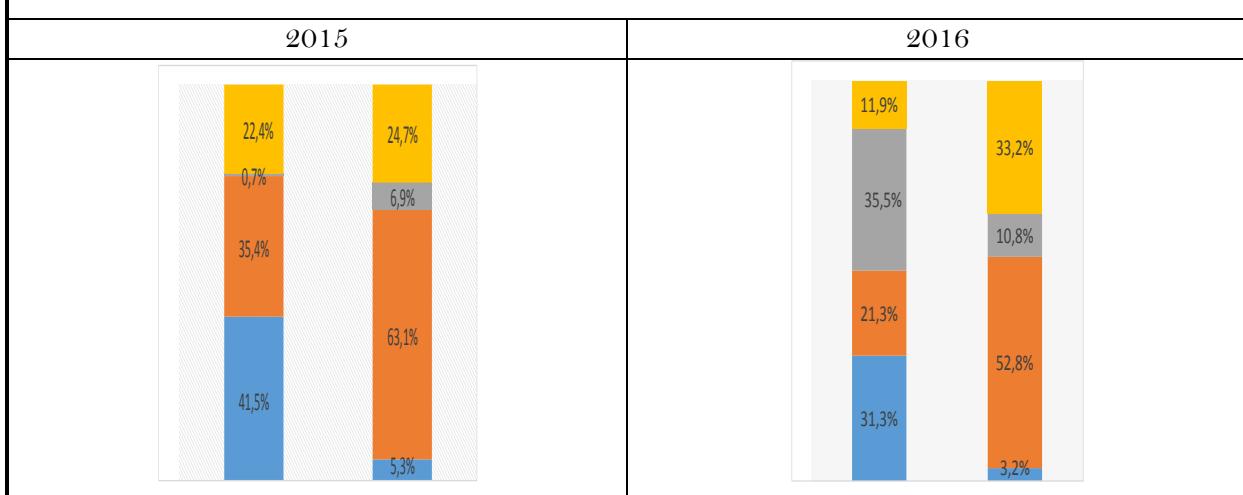




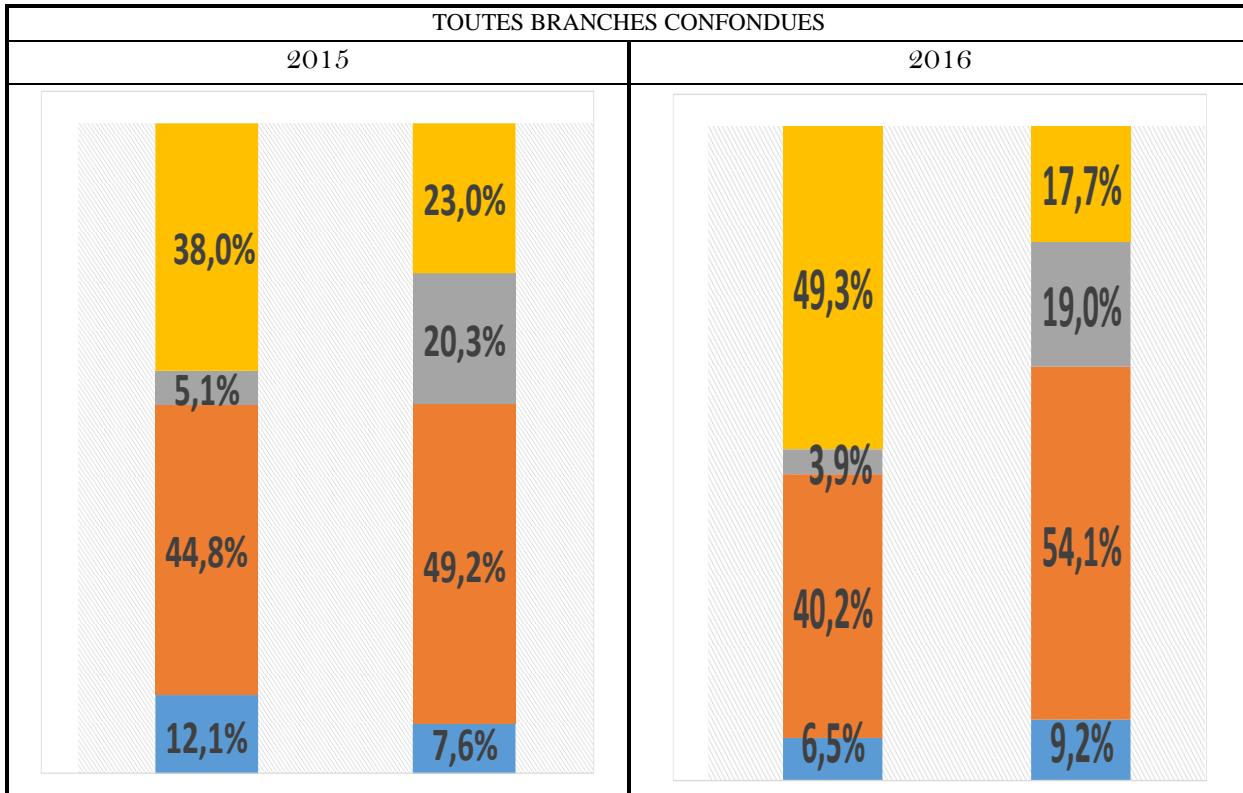




42- AUTRES ACTIVITES FOURNIES A LA COLLECTIVITE, ACTIVITES SOCIALES ET PERSONNELLES



TOUTES BRANCHES CONFONDUES



## Annexe 5 : Equipe technique de rédaction du rapport

### Supervision générale

**TEDOU Joseph**, Directeur Général de l'INS

**SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin**, Directeur Général Adjoint de l'INS

### Coordination technique

**AMOUGOU René Aymar Bertrand**, Chef de Département des Statistiques d'Entreprises

**FANDIO TCHABO Ferdinand**, Chef de Division du Secrétariat Permanent du Plan Comptable

### Equipe de rédaction

**FANDIO TCHABO Ferdinand**, Chef de Division du Secrétariat Permanent du Plan Comptable

**OUMAROU IBN El Hamid**, Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises

**GUEMO KITIO Claudin Ford**, Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises

**DJIDAWO DIFFO Victor** Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

**DJIALEU Eric Lambert**, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

**KONAI Fidèle**, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

**NANA FEUKEU Armand**, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

### Equipe de relecture

**FOKOU FOPI Serges**, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

**METANGMO Janvier**, Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises

**KENGNE KAMGA Arline Epse FOMBA**, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU DEPARTEMENT DES STATISTIQUES  
D'ENTREPRISES



**BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37 -**

**Site Web: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)**